

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Le VOTE des FEMMES EN FRANCE

Les Causes de l'Attitude Particulière à notre Pays

Thèse de Doctorat en Droit

Présentée et soutenue le Vendredi 7 Juin 1929, à 14 heures

PAR

André LECLÈRE

MEMBRES DU JURY :

Président : M. MESTRE, Professeur.

Suffragants : MM. GIDEL, Professeur.

J. BARTHELEMY, Professeur.

PARIS

Librairie des Sciences Politiques et Sociales

Marcel RIVIERE

31, rue Jacob, 31

1929

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Le VOTE des FEMMES EN FRANCE

Les Causes de l'Attitude Particulière à notre Pays

Thèse de Doctorat en Droit

Présentée et soutenue le Vendredi 7 Juin 1929, à 14 heures

PAR

André LECLÈRE

MEMBRES DU JURY :

Président : M. MESTRE, Professeur.

Suffragants : MM. GIDEL, Professeur.

J. BARTHELEMY, Professeur.

PARIS

Librairie des Sciences Politiques et Sociales

Marcel RIVIERE

31, rue Jacob, 31

1929

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	V
INTRODUCTION	XI

PREMIÈRE PARTIE

LE MOUVEMENT FÉMINISTE

CHAPITRE I. — L'évolution des institutions et des esprits du Moyen-Age au mouvement féministe contemporain. •	3
SECTION I. — Moyen-Age	3
SECTION II. — Renaissance et temps modernes	21
SECTION III. — La Révolution.	33
SECTION IV. — 1848 : Avant, Pendant, Après	46
CHAPITRE II. — Le mouvement féministe contemporain...	57
SECTION I. — Sa formation et son évolution	57
SECTION II. — L'état actuel du mouvement	77

DEUXIÈME PARTIE

LES TENTATIVES PARLEMENTAIRES EN VUE DE LA REALISATION DU VOTE

CHAPITRE I. — De 1901 à 1914	99
CHAPITRE II. — De 1918 à ce jour	137
CONCLUSION	217

BIBLIOGRAPHIE

Léon ABENSOUR : Histoire générale du féminisme.

AULARD : Histoire politique de la Révolution Française.

Hubertine AUCLERT : Le vote des femmes.

Joseph BARTHELEMY : Le vote des femmes.

Auguste BEBEL : La femme et le socialisme. Traduction française.

Albert BESSIÈRES : Le droit civique de la femme et le suffrage féminin.

Ferdinand BUISSON : Le vote des femmes.

P. CATHREIN : Philosophie morale.

CONDORCET : Essai sur la constitution et les fonctions des assemblées provinciales.

CONDORCET : L'admission des femmes au droit de cité (publié dans le journal de la société de 1789).

Henri COULON : Jésus et la femme.

E. DESSIGNOLLE : Le Féminisme d'après la doctrine socialiste de Fourier.

André ENFIÈRE : Le vote familial.

FÉRAUD : La femme devant les urnes.

Léon GIRAUD : De la condition des femmes au point de vue de l'exercice des droits publics et politiques.

Paul GRANOTIER : L'autorité du mari sur la personne de la femme et la Doctrine Féministe.

GOURGEON (Vital) : Du vote des femmes.

RAOUL DE LA GRASSERIE : Un parlement féminin.

LABOULAYE : Recherches sur la condition civile et politique des femmes.

Paul LEROY-BEAULIEU : Le travail des femmes au XIX^e siècle.

Léopold LACOUR : Trois femmes de la Révolution. — Olympe de Gouges. — Théroigne de Méricourt et Rose Lacombe.

Gustave Le BON : La civilisation des Arabes.

Antoine MARTIN : De la situation politique de la femme.

MONTESQUIEU : L'esprit des lois.

POIRIER : L'infériorité sociale de la femme et le féminisme.

PROUDHON : La pornocratie de la femme dans les temps modernes.

— La justice dans la Révolution et dans l'Eglise.

A.D. SERTILLANGES : Féminisme et christianisme.

TIXERANT : Le féminisme à l'époque de 1848 dans l'ordre politique et dans l'ordre économique.

Albert THOMAS : Le second Empire.

Albert VALENSIN : Traité de droit naturel.

Maria VERONE : Résultats du suffrage des femmes.

Paul VIOLLET : Histoire des institutions politiques et administratives de la France.

ZIMMERN : Le suffrage des femmes dans tous les pays.

Autres Publications, Brochures et Documents divers consultés

Journal Officiel, documents parlementaires, Chambre et Sénat.

Le suffrage des Femmes en pratique — édition française —
publié par l'Alliance Internationale pour le suffrage des femmes.

Le Droit des Femmes — revue mensuelle — directrice, Maria
VERONE, fondée en 1869, par Léon RICHER, etc.....



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

INTRODUCTION

PLATON, dans sa « République », après avoir jeté les bases de son gouvernement idéal, veut nous faire comprendre les raisons de l'anxiété de Socrate : Ses auditeurs viennent de lui reprocher de dérober une partie de l'entretien qui n'est pas la moins intéressante, à savoir : celle qui a trait à la place qu'il y a lieu de faire aux femmes dans sa Cité Modèle et ils exigent de lui une explication :

« Qu'avez-vous fait en vous emparant ainsi de Moi, leur murmure Socrate. Quelle discussion allez-vous soulever de nouveau sur l'Etat.... Vous ne savez pas quel essaim de nouvelles disputes vous allez réveiller. Je le voyais bien, mais je l'évitais, de peur qu'il ne causât de grands troubles ».

La prudence de Socrate ne saurait se concevoir aujourd'hui. Le problème féminin, s'il a déjà causé en France des discussions multiples, et s'il doit être encore un motif de discorde, est une réalité tangible.

Sa solution ne peut plus être classée parmi les rêves utopiques du philosophe grec. Elle ne peut plus être différée. Parlons net. C'est un des plus graves problèmes qui se posent à l'heure actuelle.

Et si les troubles dénoncés par Socrate devaient être, par impossible, d'abord la conséquence de la discussion, puis de la solution de ce problème, ils ne devraient pas

nous arrêter car ce serait manquer à notre devoir que de ne pas regarder la réalité en face et demeurer impassible devant l'iniquité.



D'abord que faut-il entendre par ce que nous croyons devoir appeler le « PROBLÈME FEMININ » ?

C'est, dirons-nous, l'ensemble des discussions soulevées au sujet de la place qui doit être faite à la Femme dans la société moderne et des conséquences, qui, juridiquement, doivent en résulter dans la législation.

A ce dernier titre, le problème se pose donc à un triple point de vue : législation sociale, proprement dite que nous mettons à part, droit privé, droit public.

On sait que, dans la seconde moitié du siècle dernier, est né dans la plupart des nations du monde civilisé, sous l'influence immédiate des circonstances économiques ou sociales, un vaste mouvement dit « féministe ».

Ce terme est à notre sens impropre, et si, pour la commodité du récit, nous l'emploierons continuellement dans cet ouvrage, ce n'est qu'à regret car nous estimons qu'il définit mal le sens véritable de ce mouvement.

En effet, l'expression « féministe » fait supposer littéralement qu'il s'agit d'un mouvement dont la tendance est de donner à la femme une place prépondérante sur celle qui doit être réservée à l'homme. Elle est en un mot péjorative pour le sexe masculin.

Or, le mouvement dit « féministe » sainement interprété, car il faut laisser de côté les tendances extrêmes, a un tout autre but puisqu'il tend simplement à donner à la femme dans la société, à tous les points de vue qui peuvent être envisagés, une place équivalente à celle de l'Homme.

Cette réserve étant faite, nous remarquons que ce mouvement a abouti dans la plupart des pays du monde, à des modifications, des réformes, très importantes en ce qui concerne la législation sociale, le droit privé et le droit public.

Si nous comparons cette évolution de la plupart des pays du monde à celle de la France en particulier, nous remarquons « grosso modo » qu'en ce qui touche à la législation sociale la femme française en général n'a rien à envier à celle de la majorité des autres nations.

Mais du point de vue du droit privé si quelques réformes partielles sont intervenues suivant un rythme assez lent, les vieux principes fondamentaux demeurent, avec pourtant une tendance à s'amalgamer avec certaines conceptions modernistes.

Nous remarquons enfin qu'en ce qui touche le droit public, la France n'a absolument rien fait à ce jour pour donner à la femme un statut qui soit équivalent à celui de l'homme ou à tout le moins, ait une tendance à s'en rapprocher. En un mot il n'est reconnu à la femme en France aucun des droits électoraux qui sont réservés à l'ensemble des « citoyens ».

Jetons un coup d'œil sur la carte du Monde : Dans plus de trente Etats, environ 150 millions de femmes ont le droit de suffrage. Certains pays ont commencé par leur donner des droits restreints, droits municipaux par exemple. Peu de temps après, ils ont élargi les droits accordés. Aucun pays n'est revenu en arrière et parmi ceux qui ont affranchi les femmes dans ces dernières années, la plupart sont allés tout de suite à l'égalité politique complète. Ajoutons que partout les gouvernements semblent sinon se féliciter, du moins ne pas regretter les réformes qu'ils ont ainsi accomplies.

Voyons de plus près :

On peut dire que les femmes ont les mêmes droits électoraux que les hommes à l'heure actuelle en Suède, en Norvège, en Danemark, en Islande, en Finlande, en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Autriche, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Hollande, en Luxembourg, en Russie, en Crimée, en Esthonie, en Lithuanie, en Lettonie, en Ukraine, aux Etat-Unis, dans quelques provinces de la Chine, dans les principaux Dominions, Australie, Canada, Nouvelle Zélande, Rhodésie, Transvaal, dans l'Inde même.

D'autre part, en Hongrie, les femmes ont les mêmes droits de suffrage que les hommes avec la réserve que l'éligibilité municipale leur a été supprimée en 1925.

De même, en Belgique, avec la réserve que les femmes se sont vu, encore à ce jour, refuser l'électorat aux assemblées législatives à l'exception des veuves et des mères des soldats morts pendant la Guerre, ainsi que des prisonnières de guerre.

En Roumanie, les femmes ont obtenu l'éligibilité municipale. Enfin, en Italie et en Espagne, les femmes bénéficient à l'heure actuelle, d'un droit de suffrage municipal restreint. Il faut cependant mettre à part ces deux pays, comme on pourrait le faire de la Russie d'ailleurs, à raison des principes et des caractères qui font la base du gouvernement de chacun d'eux à l'heure actuelle.

Ainsi en droit public, se révèle un contraste frappant : Evolution intégrale de la plupart des nations civilisées.

Parmi elles, et pour ainsi dire seule avec quelques isolées, la France se révèle comme n'ayant en rien modifié sa législation : elle a refusé et continue à refuser tout droit de suffrage, même partiel, à la femme.

Si l'on observe que la conquête de ces droits électoraux est considérée comme un des premiers objectifs des « féministes » qui estiment que celui-ci atteint, elles auront en mains les moyens de conquérir tous les autres, on se rend compte de l'importance particulière qu'il y a lieu d'accorder à cette question spéciale du vote des Femmes.

C'est notre sentiment et il nous a poussé à entreprendre cette étude. Mais les explications que nous venons de donner plus haut permettent de comprendre sous quel angle particulier nous avons vu la question.

Comme nous venons de le dire, le vote des femmes dans la plupart des nations civilisées du monde est chose acquise. Nous ne nous en préoccupons pas sinon pour nous souvenir et rappeler le cas échéant que l'expérience du vote féminin est un phénomène quasi général.

Mais nous plaçant au point de vue particulier, qui, nous, Français, nous préoccupe, nous sommes amenés à nous demander quelles sont les raisons de la non-introduction à ce jour dans notre pays du droit de suffrage féminin, quelle est la tendance actuelle au sujet de cette réforme ?

Pour tenter de faire la lumière sur ces deux points, nous consacrerons donc une première partie à l'étude historique du mouvement féministe en France, et à celle de l'état actuel dudit mouvement.

Puis, dans une seconde partie, examinant l'attitude du Parlement, nous étudierons les différentes tentatives faites par les milieux parlementaires pour provoquer le vote des lois assurant ce droit de suffrage et nous verrons le sort qui leur a été réservé.

Enfin, dans une brève conclusion, nous déduirons de ces exposés historiques les motifs que nous estimons être ceux de l'état de chose actuel et nous envisagerons l'avenir en nous efforçant de démontrer vers quels horizons immédiats ou lointains son chemin doit être tracé.

PREMIÈRE PARTIE

LE MOUVEMENT FÉMINISTE

CHAPITRE I.

L'Evolution des Institutions et des Esprits du Moyen-Age au Mouvement Féministe Contemporain

D'aucuns trouvent peut-être sinon paradoxal du moins inutile de faire remonter cette étude au-delà de 1789. Certes nous savons que les institutions politiques de l'Ancien Régime reposaient sur des principes essentiellement différents de ceux qui régissent les démocraties modernes. Nous sommes donc d'accord pour reconnaître qu'on ne saurait tirer de cette étude aucun élément d'expérience.

Mais il n'en est pas moins vrai que les phénomènes qui se manifestèrent alors demeurent pour nous un sujet profondément intéressant de méditation. Car nous devons comprendre que le moule des siècles passés est de ceux qui ont contribué à façonner notre mentalité moderne.

SECTION I

MOYEN AGE

La Société que formèrent « les mœurs barbares et les idées chrétiennes » ne pouvait être que singulièrement contraire à toute idée féministe, si une telle épithète peut s'appliquer à ces quelques siècles de demi-léthargie.

Le droit germanique ne déclare-t-il pas : « Aucune femme ne peut vivre indépendante et soumise à sa pro-

pre loi. Toute sa vie elle doit être sous la puissance de son mari ou sous celle du Prince ! ».

Pour les germains, la famille était, comme dans la Rome Primitive, la base de toute l'organisation sociale et politique. Dans la famille, le père était le souverain maître, à la fois juge et roi : il achetait sa femme; cependant la femme n'était point considérée comme une esclave, on lui témoignait au contraire un grand respect, parce que disaient les germains : « Il y a en la femme quelque chose de Divin. »

De son côté, l'Eglise s'organise pour bientôt dominer les esprits et diriger les cœurs.

Mais Saint-Paul n'a-t-il pas dit : « Femmes soyez soumises à vos maris, car le mari est le chef de la femme comme le Christ est le chef de l'Eglise ». Et les pères de l'Eglise proclament l'infériorité de la femme, sa subordination à l'homme de par les éternels décrets de la Providence. La femme n'est-elle pas responsable du grand sacrifice du Christ sur la Croix, qui est mort ainsi pour racheter le péché originel ?

« Femme, s'écrie Turtullien, tu es la porte du Diable. C'est toi qui as persuadé celui que le Diable n'osait attaquer en face, c'est à cause de toi que le fils de Dieu a dû mourir; tu devrais toujours t'en aller vêtue de deuil et en haillons ». C'est alors que les Casuistes rabaissent la dignité du mariage, car Jésus Christ et Marie ont consacré l'arbre de la Virginité. Mais par le fait même qu'on rabaisse la dignité du mariage, la dignité de la femme se trouve elle aussi abaissée, car elle n'est plus considérée que comme un instrument de tentation et une occasion de chute.

Telle est la situation de la femme dans ces siècles barbares, où seul compte le droit du glaive et où l'esprit

de charité de l'Eglise qui organise sa puissance ne réussit pas à contre-balancer alors la rigueur de la lettre de tels principes.

C'est ainsi que pendant les époques Mérovingienne et Carolingienne, la femme est dans un état de servitude presque absolu.

Pouvait-on songer alors à lui accorder des droits politiques ?

Pourtant les temps ne sont pas lointains où il va être fait à la femme une situation qui peut paraître un véritable paradoxe.

Déjà quelques grandes figures de femmes apparaissent : « Frédégonde, l'Ambitieuse de génie, de chambrière, devenue Reine; Brunehaut, qui dans la sauvage Austrasie voulut ressusciter Rome; Radegonde âme d'élite qui se réfugie en un cloître qui devient sous sa direction un hôpital et un salon dans ce siècle barbare ».

Mais la Féodalité et la Chevalerie vont donner à la femme le pouvoir et le piédestal.

L'étude de ces phénomènes sociaux n'est donc pas dénuée d'un intérêt historique important pour la question qui nous occupe.

Parlant du Haut Moyen Age, nous pourrions reprendre pour notre compte ce qu'a écrit Paul Viollet dans son histoire des institutions politiques et administratives de la France.

« Nous procédons du Moyen-Age, il a vu naître la plupart des institutions qui lentement transformées nous régissent aujourd'hui. En étudiant son histoire, nous étudions nos origines; notre droit public presque tout entier et notre société moderne sont là ».

Des réformes qui paraissent encore aujourd'hui en France si contestées, tant elles sont loin des mœurs de ce pays, la concession des droits électoraux aux femmes, furent alors préconisées, nous allons voir par qui, comment et si possible sous quelle évolution.

LA FÉODALITÉ. — « Dans la barbarie germanique était en germe la féodalité » ; une nouvelle société se forme reposant sur le morcellement de l'autorité publique et la confusion de la propriété et de la souveraineté. Chacun des innombrables états indépendants qui se partagent la France est considéré comme un domaine particulier. « Le possesseur de ce domaine est sur ses terres, administrateur, juge, percepteur, général » et transmet ses domaines avec tous leurs droits à ses enfants.

Si les femmes furent d'abord exclues de cette propriété, peu à peu elles purent l'acquérir dans les mêmes conditions que les hommes et en exercer tous les droits.

La femme, enfermée dans le château en sort bientôt au cours des longues expéditions de son mari pour chevaucher sur ses terres, surveiller ses manants et ses serfs recueillir leur redevance, faire même la police et en l'absence du maître défendre le château s'il est assiégé.

Ne vit-on pas les femmes figurer dans l'armée des croisés !

La législation féodale reconnaissait aux femmes la capacité militaire et les mœurs ne s'offusquaient nullement de voir une femme monter à cheval et faire la guerre.

Nous partageons, pour ces raisons, l'opinion de certains auteurs qui estiment que c'est à cet état d'esprit qu'est dû, pour partie, malgré le déclin des institutions féodales, le succès rapide de l'entreprise de Jeanne d'Arc

Mais si la femme est fréquemment guerrière, elle exerce aussi sur son fief, tous les droits, toutes les fonctions jugées aujourd'hui masculines, qui appartenaient au possesseur du fief.

Reportons nous à ce que dit Monsieur Paul Viollet à ce sujet : « Les femmes des plus hauts personnages ont souvent joué un rôle politique, administratif ou judiciaire; partagé les travaux de leur mari, suppléé ce mari. Elles l'ont quelquefois effacé ».

On connaît l'histoire de Mathilde de Toscane au temps de Grégoire VII et d'Urbain II; on connaît moins cette Comtesse de Carcassonne, Adélaïde, qui en 1002 rend la justice, son mari étant alors en pèlerinage à Rome.

Cette Niva qui vers 1032 suit un litige engagé entre les moines de Noyers et un certain Ebroin ? Cette Pétronille Vicomtesse de Gap qui vers 1080 joue un rôle considérable en l'absence de son mari lors d'un débat important. Moins encore ces trois femmes qui dans le Barrois en l'an 1091 siègent à un plaid c'est-à-dire à une cour de justice.

« En 1315 la Comtesse Mahaut d'Artois, pairresse de France, siège avec les pairs et onze autres grands seigneurs. En 1378, deux pairresses croyaient encore nécessaire de s'excuser de n'avoir pu assister à la séance du Parlement du 9 Décembre ».

« Aux Etats Provinciaux du Limousin, figure dans les rangs des nobles appelés, « Mademoiselle Dorval » ».

Nous venons de voir que, par la conception que la féodalité fut amenée à se faire de la propriété foncière, la femme noble pourvue des mêmes droits que les hommes a presque autant que les hommes eux-mêmes exercé des

droits. Ainsi pendant plusieurs siècles la vie politique et administrative de la France a été faite autant par les femmes que par les hommes.

Insistons cependant avec Monsieur Joseph Barthélémy sur le fait que dans la plupart des cas, il s'agissait de l'exercice des droits appartenant non à une personne mais à une terre, à un fief. Le principe essentiel c'était que le fief ne pouvait être privé de représentant. Le sexe de l'occupant disparaissant devant le principe précédent : priver une grande maison féodale de la représentation, garantie de ses prérogatives, à cause du sexe de l'occupant actuel eut été une infraction beaucoup plus grave à l'ordre social d'alors que ne pouvait l'être la singularité de voir une femme délibérer avec les hommes dont elle était l'égale, parfois la suzeraine.

Mais il ne faut pas croire que c'est seulement la tenure féodale qui confère à la femme des droits politiques et administratifs.

Impératrice, Reine, Duchesse, Comtesse ou grandes dames ne sont point les seules femmes qui se mêlent en ces temps là aux affaires publiques. « Si je me reporte, dit encore Monsieur Paul Viollet, aux origines des Trêves de Dieu, je constate que dans ces grandes assemblées populaires, mi-civiles, mi-ecclésiastiques qui organisèrent ces paix ou Trêves, figurèrent des femmes ».

D'autre part à la même époque se rencontrent dans les sphères inférieures des femmes qui sont investies des droits de basse justice : elles sont mairesses.

Le Pape Innocent III ne fut pas sans se préoccuper de toutes ces coutumes contraire au Droit Romain; mais que fait-il alors ? Il en reconnaît l'existence régulièrement établie chez nous et même il confirme une sentence

prononcée par une femme qui est la Reine de France prise comme arbitre entre deux couvents. Cette reine était Ingeburge de Danemarck, épouse de Philippe Auguste.

Notons à ce propos l'appréciation de Monsieur Paul Viollet qui ajoute : « Si de nos jours, des plaideurs féministes s'avisait de choisir pour arbitre la Reine de Danemarck, la Reine d'Espagne ou Madame Fallières, ils reviendraient tout simplement aux coutumes et aux mœurs de l'an 1200. Mais l'incident ferait, j'imagine, plus de bruit parmi nous que n'en fit au temps de Philippe Augute ce curieux compromis.

Paul Viollet écrivit ces lignes en 1910.

Peut-on affirmer qu'il eut eu aujourd'hui une appréciation différente en ce qui concerne notre pays ?

Nous voudrions maintenant expliquer par des exemples que met sous nos yeux Monsieur Paul Viollet, que le Tiers Etat connut lui aussi des femmes qui délibérèrent dans les assemblées et votèrent pour le choix de leurs représentants.

Certains auteurs ne soutiennent-ils pas que les Etats Généraux de Philippe le Bel furent élus par toute la Nation, hommes et femmes (Duchesse d'Uzès née Mortemart : Le suffrage féminin au point de vue historique) ?

« En un temps, dit Paul Viollet, ou certaines femmes d'un rang élevé firent pareille figure, est-il surprenant que dans d'humbles villages, les femmes du peuple aient continué parfois à s'occuper comme les hommes des affaires publiques ? ».

Citons des exemples : lors des élections aux Etats Généraux de Tours en 1308, les femmes de Ferrières près Beaulieu se réunirent aux hommes pour la nomination

d'un député. Ailleurs on découvre que les femmes ont pris part à des assemblées générales d'habitants à l'occasion d'affaires très diverses. Ce sont des assemblées à Ebikon Canton de Lucerne en 1259 : assemblées dans la vallée de Saint-Savin, aux Pyrénées en 1316; assemblées à Provins au milieu du XIV^e siècle, assemblées à Marchéville en 1394; assemblées diverses pour les élections aux Etats Généraux en 1560, en 1576.

Les documents qui attestent cet état de choses sont précieux aujourd'hui; mais s'ils ne concernent qu'un ensemble de cas particuliers, la supposition ne vient-elle pas à l'esprit qu'il s'agissait bien d'un usage généralisé ?

Ne nous est-il pas permis de faire nôtre, cette affirmation de Monsieur Léon Abensour : Tout membre homme ou femme d'une communauté urbaine ou rurale avait, suivant les plus anciens usages, et dans toutes les formes primitives de Gouvernement le droit de donner son avis sur toutes les questions intéressant la communauté, le droit de participer à l'élection des représentants qui doivent devant les pouvoirs supérieurs défendre les intérêts de cette communauté.

Ainsi ce seraient ces assemblées qui sommairement et rudimentairement se réunissaient le Dimanche devant le porche de l'Eglise pour décider des affaires de la paroisse, qui auraient été le domaine propre de l'égalité des sexes.

Dans ces organismes très primitifs que sont ces communautés de villages, nés après les invasions barbares, les femmes auraient ainsi concouru avec les hommes à la formation des assemblées et joui de la même compétence électorale et délibérante.

Un témoignage irréfutable vient transformer en certitude les hypothèses que font naître en nous ces divers points de comparaison.

On sait le rôle et l'influence de l'Eglise au Moyen Age. Le Moyen-Age est croyant et profondément religieux. L'Eglise s'est alors organisée sur des bases telles que de nos jours, les conséquences s'en font encore sentir. C'est en ce temps que s'est posée cette question : Le Régime de l'Europe sera-t-il théocratique ? Nos ancêtres ont finalement répondu négativement. Mais « l'Etat poussa très loin l'obéissance, il fut catholique comme l'église ».

Un chef de l'Eglise, père des fidèles et qualifié « Père du Droit » théoricien dont l'influence est considérable le Pape Innocent IV, sage canoniste qui gouverna la chrétienté de 1243 à 1254, expose en quelques lignes dans son *apparentus* sur les *Décrétales* de Grégoire IX : que dans toute assemblée plénière de laïques, doivent être appelés tous ceux qui ont atteint l'âge de 14 ans, hommes et femmes, jeunes filles, femmes mariées ou veuves « *si Sit universitas secularis, debent vocari omnes maiores XIV ann. sive sint mares sive mulieres, sive virgines sive conjugatæ, sive viduae et minorum tutores* (Innocent IV, in *quinque libro Decret. Apparatus* Liv. V Tit. XXXII C. 2 cum ex *invicto* edit. de Fracfort 1570 fol. 529 verso page III, Tome II de l'Histoire des Institutions Politiques et Administratives de la France par Paul Viollet).

Ainsi, qu'il s'agisse de la femme noble ou de celle du tiers, le Haut Moyen-Age connaît l'électorat féminin, bien plus dans une certaine mesure l'accessibilité des femmes aux charges politiques et administratives.

Certes, le droit de suffrage accordé aux femmes se distingue profondément, par sa nature même des droits qu'elles ont acquis aujourd'hui dans la plupart des pays du monde.

Ce droit au surplus n'est sans doute pas général, il dépend de la coutume ou de la loi.

Mais nous ne partageons pas l'opinion de M. Léon Abensour, qui déclare que ce ne sont jamais toutes les femmes qui en bénéficient, mais seulement les femmes chefs de famille, c'est-à-dire les filles majeures qui possèdent en leur nom une maison dans le village ou les veuves qui représentent leurs enfants. Le Vote n'aurait donc pas été ainsi le droit de toutes, mais le privilège de quelques unes.

Monsieur Abensour lorsqu'il écrit ceci a peut être présent à la mémoire, la « Loy et Coutume de Beaumont en Argonné » qui dès 1182 donnait aux veuves, aux filles tenant un ménage et aux femmes mariées en l'absence du mari le droit de participer aux délibérations du bourg ou de la paroisse, d'où cette formule des procès verbaux : « Lesquels tous et toutes firent, ordonnèrent et devisèrent entre eux ».

Il est en tous cas certain que cette coutume a pris une grande extension dans une certaine partie des provinces du Nord-Est.

Est-il audacieux d'attribuer à cette coutume une portée générale ?

Nous dirons mieux en affirmant que si la situation a pu être telle dans différentes régions, dans différentes communautés, dans différentes seigneuries, il n'en demeure pas moins certain que ce droit pour « toutes » les femmes a existé dans certaines communautés et que cette situation a dû se généraliser.

S'il n'en eut pas été ainsi, comment expliquer les termes de l'encyclique d'Innocent IV ?

Ils ne se conçoivent qu'en supposant que les usages dont nous parlons étaient en vigueur alors depuis de longues années, car le Chef de l'Eglise, parlant bien entendu comme Docteur Privé ne peut être considéré comme un novateur quand il enseigne que les droits électoraux appartiennent à toutes les femmes, filles, femmes mariées ou veuves. Il faut bien méditer sur le fait que l'Apparatus est un texte très important qui figure dans un ouvrage ayant joué et qui joue encore une grande autorité parmi les canonistes.

Ces faits démontrent donc que dans le haut moyen-âge, l'infériorité admise de la femme n'a pas pour conséquence son incapacité de participer aux affaires publiques.

Nous sommes loin semble-t-il de la conception des premiers siècles barbares, des temps mérovingiens et carolingiens. Quelle application a-t-il été faite des idées chrétiennes de Saint-Paul et des premiers Docteurs ? Sommes-nous en contradiction avec la saine doctrine ? Les faits sont là qui parlent d'eux-mêmes. Disons simplement qu'il faut voir pour une grande part comme cause, des droits de la femme pendant cette période, la naissance de la féodalité.

Mais la conception chrétienne de l'infériorité féminine demeure et grandit : cette reconnaissance de la capacité politique de la femme s'accompagne fort bien d'un sentiment de mépris pour sa faiblesse, de l'idée de son infériorité morale hautement exprimée par les juristes et les théologiens et de la subordination de la femme dans la famille.

Cependant ce mépris de la faiblesse féminine est compensé alors par les idées nouvelles que font apparaître la chevalerie.

LA CHEVALERIE. — Les cours d'amour vont mettre cette faiblesse de la femme sur un piédestal. Elles vont réaliser l'émancipation spirituelle de la femme. C'est la chevalerie qui fut le premier véhicule de cette domination féminine et du prestige du beau sexe qui rayonna dans les temps modernes de l'Ancienne France et se perpétue de nos jours.

Mais ce culte nouveau ne dépasse pas le cercle de l'élite, de la femme noble. La Chevalerie constitue bien en effet un petit monde fermé. Pour la masse la femme demeure dans un état d'infériorité sans réserve. D'ailleurs cette auréole n'est-elle pas trompeuse et n'a-t-elle pas endormi pour toujours les goûts du forum pour la femme française ? L'avenir nous le démontrera.

En ce qui concerne les origines de la chevalerie, on est généralement d'accord pour admettre que la Chevalerie est d'inspiration ecclésiastique. L'Eglise ayant ainsi essayé d'agir sur la sauvagerie naturelle des seigneurs en intervenant dans la cérémonie de la remise des armes qui faisait du jeune homme un chevalier et en donnant à cette cérémonie un caractère moral et religieux. On tend aussi à attribuer à l'influence de l'Eglise ce respect et ce culte nouveau de la femme qui est la conséquence du nouvel état d'esprit que l'idéal chevaleresque mit dans les classes nobles. Signalons, sans insister, que cependant Monsieur le Docteur Gustave Le Bon, dans son intéressant ouvrage intitulé « La Civilisation des Arabes », prétend que c'est aux Arabes que les Européens auraient emprunté avec les lois de la Chevalerie, le res-

pect galant des femmes qu'imposaient les lois. Pour le Docteur Gustave Le Bon ce ne fut pas le Christianisme, ainsi qu'on le croit généralement, mais bien l'Islamisme, qui en pénétrant en Europe, releva la femme du sort inférieur où elle avait été jusque là maintenue.

Certes nous sommes d'accord pour admettre que les seigneurs de la première période du Moyen-Age, tous chrétiens qu'ils étaient, ne professaient aucun égard pour elle. La lecture de nos vieilles chroniques ne laisse aucune illusion sur ce point. Nous savons d'autre part l'importance des femmes pendant la période brillante de la civilisation arabe, importance qui est prouvée par le nombre des femmes qui se sont illustrées par leurs connaissances scientifiques et littéraires. Mais nous croyons que la vérité exige de donner une part, tant à l'influence chrétienne qu'à la civilisation arabe dans ce culte nouveau de la faiblesse féminine.

Fin du Moyen-Age et déclin du rôle politique et administratif de la femme.

Cependant le 13^e et 14^e siècle voient décroître le rôle politique de la femme. Des transformations s'opèrent dans la société médiévale qui annoncent les temps modernes ; le système féodal tombe en décadence ; les rois travaillent à ruiner l'indépendance des seigneurs et à asseoir et étendre leur autorité. L'influence de la Rome classique va bientôt dominer les esprits, et détruire, sinon immédiatement du moins lentement, la conception médiévale du rôle politique et administratif de la femme.

D'autres influences interviennent d'ailleurs, qui vont aider à emporter les derniers retranchements de la coutume et de l'usage. Les Frères prêcheurs qui parcoururent le pays, nourris des épîtres de Saint-Paul, de Saint-

Thomas, de Tertullien, imprègnent l'esprit de la masse de l'idée de la perversité et de l'infériorité féminine. Ils prétendent démontrer que la participation des femmes aux affaires publiques est plus nuisible qu'utile, et ils invitent les hommes à les chasser du Forum où elles tendent à s'installer. « La place des femmes, disent-ils, est à filer de la toile au Gynécée ». Les conteurs et les jongleurs contribuent également à répandre ces idées. « Le Roman de la Rose », ce poème allégorique du 13^e siècle, qui a eu une si grande influence à l'époque, respire le mépris de la femme dans sa seconde partie, écrite par Jehan de Meung.

Ainsi, bien que le rôle politique des femmes subsiste encore, les théories, sous l'influence dominante de la théologie, tendent à démontrer, à maintenir, sinon aggraver, l'état d'infériorité de la femme.

Nous pourrions nous demander si la femme a réagi. Mais pouvait-elle tenter quelque chose contre l'Eglise toute puissante ? contre cette Eglise qui d'ailleurs pratiquement lui avait, O paradoxe ! ouvert largement les porte de la vie sociale et contribuait pour beaucoup d'un autre côté à les lui fermer.

Il faut comprendre qu'au douzième siècle et dans les siècles qui suivent, la théologie catholique représente la somme des connaissances humaines.

Aussi est-ce dans les constructions de l'hérésie qu'il faut chercher les réactions contre ces conceptions « anti-féminines » (ne disons pas encore anti-féministes). Il n'est donc pas sans intérêt d'observer ces Vaudois et ces Albigeois, ces hors la loi, dont les doctrines contiennent en germe certaines des revendications sociales des siècles futurs.

L'Eglise catholique refuse à la femme la prêtrise et la participation aux sacrifices. Les Abbesses qui croyant devoir étendre les droits qu'elles possèdent sur leurs ouailles, prêchent ou confessent, sont rigoureusement remises à leur place par les papes aux doctrines rigides. La femme aux yeux de l'Eglise, dans les questions qui concernent le culte, a un rôle de second plan, qui n'a plus l'importance et l'autorité de celui des Diaconesses de Saint-Paul : la femme est bien un être inférieur elle n'a pas les mêmes droits que l'homme.

Or, chez les Vaudois, la femme prêche sur la place publique, car l'esprit de Dieu souffle où il veut; chez eux les femmes enseignent, aussi bien que les autres fidèles, hommes et femmes, tous récitent le nouveau testament en langue vulgaire.

Les Vaudois sont bien les lointains précurseurs de ce protestantisme moderne dont l'influence devait indirectement et considérablement contribuer à l'émancipation des femmes dans les pays réformés.

La théologie des Albigeois (douzième siècle) est anti-féminine et cependant les doctrines albigeoises aboutissent en pratique à l'émancipation complète de la femme. Certes, l'idéal, pour les Albigeois, c'est le célibat, car y a-t-il plus grand mal que de perpétuer cette humanité corporelle, création de Satan ? C'est ainsi le Manichéisme que vainquit Saint-Augustin qui résuscite. Mais seuls les parfaits ont la grandeur d'âme suffisante pour s'affranchir de la matière, c'est une élite, quant à la masse des fidèles, plutôt que de s'engager dans les liens éternels du mariage, elle pratiquera l'union libre dont on peut facilement s'affranchir quand le salut le commande. C'est ainsi que le midi de la France a vu pendant plus d'un demi-siècle rayonner le triomphe de

l'union libre par laquelle la femme croit avoir conquis son indépendance et une influence prépondérante dans la société. Mais les soldats de Simon de Montfort ont passé : l'orthodoxie par eux a vaincu. Cependant les idées demeurent.



Nous venons de voir que l'idée, d'ailleurs bien souvent imprécise, de l'émancipation féminine et de l'égalité des sexes, qui voit ainsi le jour dans les derniers siècles du Moyen Age est dû uniquement jusqu'alors aux manifestations de l'hérésie religieuse.

Cependant il ne faut pas terminer cette étude d'ensemble du Moyen Age sans mentionner le nom de Christine de Pisan.

En pleine guerre de cent ans, Christine de Pisan nous apparaît comme « le premier apôtre rationaliste de l'émancipation féministe ». Plaçons nous à l'époque de Christine de Pisan; à ce moment l'opinion publique s'acharnait sur la femme; l'influence du roman de la Rose est considérable. Or Christine de Pisan cette isolée, s'attaque à Jehan de Meung. Elle écrit et compose en réponse le « Trésor des Dames » et « La Cité des Dames ». Le féminisme de Christine de Pisan « s'est évadé de l'idée religieuse » qui n'a pas à s'occuper de l'égalité en ce monde. Christine de Pisan devançant Poulain de la Barre et Condorcet, conçoit, la première l'égalité des sexes comme résultant de la raison et du bon sens, de l'expérience et de l'observation. Elle tente d'ébranler le Mythe de l'infériorité du sexe. A l'aide de l'expérience médiévale, elle veut prouver que la femme peut jouer un rôle politique et sur la fin de sa vie l'épopée de Jeanne d'Arc constitue pour elle une merveilleuse démonstration.

Christine de Pisan discute : « Si la femme peut être aussi active que l'homme, ne dit-on pas que son intelligence est inférieure ? Erreur ! il existe certes une inégalité intellectuelle mais elle est acquise et non innée. » Christine de Pisan précise : Si la coutume était de mettre les filles à l'école et que communément on les fit apprendre comme on fait aux fils, elles entendraient subtilités d'art et de sciences comme il faut ».

La coéducation des sexes n'est-elle pas en germe dans cette idée ?

Mais Christine de Pisan croit devoir ajouter : si la femme est l'égale de l'homme, pourquoi ne tient-elle pas la même place que lui dans le gouvernement. - Parce qu'elle n'a pas la force et que d'ailleurs, il n'est pas nécessaire que les femmes prennent les offices des hommes.

Y a-t-il contradiction avec ses écrits antérieurs, concessions, reconnaissance implicite de la faiblesse de son sexe ? Pour comprendre, il faut se placer à l'époque où ces lignes furent écrites, époque où le culte de la force était tant en honneur.

Christine de Pisan était certes imprégnée des préjugés du temps, qui d'ailleurs sont encore ceux de la France contemporaine; mais néanmoins il faut reconnaître en elle un précurseur du féminisme moderne.



Résumons maintenant l'enseignement historique que nous donnent les siècles médiévaux de la fin des temps barbares aux premiers souffles de renaissance de l'influence de la Rome antique.

Nous voyons tout d'abord que les idées à peu près universellement admises de l'infériorité physique et intellectuelle et aussi morale de la femme, si l'on excepte la femme noble exaltée par la chevalerie, ne sont pas considérées comme inconciliables avec l'exercice des droits politiques. N'est-ce point là un fait d'une importance considérable, qu'au Moyen-Age une telle conception put être admise. L'intellectuel, nous dit Monsieur Paul Viollet, à qui dans le Haut Moyen-Age on eut posé cette question d'avenir : « la femme aura t-elle quelque jour les mêmes droits politiques que l'homme ? » N'eut probablement pas hésité à répondre « elle aura ces droits, et les aura promptement, car sur divers points nous constatons déjà qu'elle les possède ».

Cet intellectuel, ajoute Monsieur Paul Viollet, se fut, comme il arrive si souvent, grossièrement trompé de date parce qu'il n'eut pas prévu la puissante influence du droit romain qui allait entraver le mouvement, influence déjà grande du temps d'Innocent IV.

Pour notre part, nous ne croyons pas que cette influence est seule cause prépondérante de l'arrêt du mouvement. L'Eglise, qui, par ses doctrines, répandues à travers les villes et les campagnes, prêchait la soumission de la femme à l'homme, devait faire naître ainsi, dans l'esprit des masses, involontairement peut être, la conviction qu'il y avait incompatibilité complète entre cette conception et l'exercice du droit politique des femmes. Et peu à peu on chassa la femme du Forum pour la maintenir exclusivement au foyer. Si bien qu'en définitive nous pouvons dire avec Laboulaye (recherches sur la condition civile et politique des femmes) « que les femmes ont été considérées par les lois du Moyen-Age comme de condition inférieure aux hommes. C'est là un

fait incontestable et qui subsiste encore dans nos lois civiles. De cette idée d'infériorité adoptée par les idées canoniques, sont résultées toutes ces dispositions soi-disant protectrices qui en ont fait une mineure perpétuelle ».

Ceci est assez juste sous la réserve qu'en droit public l'infériorité de la femme n'a pas été considérée comme suffisante pour entraîner son élimination de la participation à la gestion du fief d'une part, d'autre part de la commune, de la province, et même de l'Etat.

Nous voyons aussi, à la lumière de ces enseignements que les siècles médiévaux ont vu germer, d'une part dans le mysticisme hérétique, d'autre part dans le cerveau d'une femme, les premières idées de l'émancipation féminine moderne.

SECTION II

RENAISSANCE ET TEMPS MODERNES

Malgré l'influence du droit romain, qui dès le début de la Renaissance commence à agir sur les esprits, et la conception thologique du rôle de la femme et de son infériorité humaine, les 16^e, 17^e et 18^e siècles ont laissé se perpétuer deci delà les usages et les coutumes généralisés du Haut Moyen-Age quant « au vote des femmes », ou plus exactement à leur action politique et administrative. L'incapacité absolue de la femme dans le domaine politique n'était même pas encore établie en 1789.

En effet, nous rapporte Monsieur Paul Viollet, d'après le règlement pour les élections du 24 Janvier 1789, les femmes possédant divisément, les filles et les veuves nobles purent, si elles étaient propriétaires de fiefs se faire représenter par procureurs aux assemblées

électorales. Il en fut de même de toutes les communautés de filles. Mais encore à Warneton dans la Flandre Maritime, c'est une femme, une veuve, qui signa la première le cahier de doléance de cette localité. Enfin, aux termes du décret du 28 Octobre 1793 (sept brumaire an II) les veuves mères de famille se réunirent aux chefs de famille et aux tuteurs pour procéder à la nomination de l'instituteur communal. Un autre Décret (10 Juin 1793) accordait aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes quant au vote sur la question du partage des biens communaux.

D'après M. Joseph Barthélémy, le 17 Germinal de l'an II, un agent du gouvernement se rendit à Aucun en Bigorre, pour faire délibérer sur le partage des biens communaux, et, sur le refus des hommes convoqua les femmes qui tranchèrent la question conformément au vœu du délégué.

M. J. Barthélémy précise que dans toute la région pyrénéenne on retrouve des exemples nombreux d'exercice, par les femmes, des droits politiques. La loi salique n'y aurait jamais été adoptée, les fiefs les plus importants y auraient été souvent féminins.

Moins connus que la Reine de Navarre, les souverains de Béarn, Marguerite de Valois, Catherine, Jeanne d'Albret furent cependant des administratrices éclairées et actives.

« Dans ces conditions les femmes ne pouvaient pas être exclues de l'humble administration des villages. »

Dans cette région, toujours d'après M. J. Barthélémy, le jus civitatis, la qualité de membre d'une communauté villageoise reposait sur le « voisinage » ; le Voi-

sinage était un droit réel, inséparable de la Maison, dépendant d'elle et ne pouvant être transmis qu'avec son sol.

Les femmes, héritières comme les hommes, devenaient ainsi comme eux chefs de maison, par conséquent membres de l'assemblée du village.

Cette assemblée de village réunissait en elle le pouvoir délibérant et le pouvoir exécutif, mais elle ne pouvait assurer tous les détails de l'administration. Elle nommait des officiers devant veiller à l'exécution de ses décisions; c'étaient soit des syndics chargés d'une affaire déterminée, soit des officiers permanents. Les femmes avaient leur part dans ces élections: à Macaye en Bigorre des grains de Mil étaient distribués à chaque membre de l'Assemblée. Ces grains comprenaient notamment quatre grains noirs: ceux auxquels le sort les faisait échoir élaient quatre députés. C'est ainsi qu'on retrouve qu'en 1758 une femme recut un grain noir (D'après M. J. Barthélémy, le vote des femmes, page 118).

Cette participation des femmes à l'administration communale se retrouve d'ailleurs dans d'autres régions: au 18^e siècle une femme fut bourgmestre au pays Belge.

Ainsi pour nous résumer, nous pouvons dire avec plusieurs auteurs que la présence des femmes était fréquente dans les assemblées électorales et administratives de l'Ancien Régime.

Nous voyons donc que la situation ne s'est pas de suite modifiée quand le régime féodal a disparu devant l'extension du pouvoir royal: le système représentatif de notre ancienne France était étendu alors aux deux sexes. Ainsi « la Reconnaissance du droit était formelle, quoique dans un cercle limité. Et cela est énorme mis en comparaison de ce qui a suivi ».

Il faut ajouter cette remarque de M. Leroy-Beaulieu au sujet de la participation des femmes, chefs de famille, à l'administration locale. « Système de gouvernement direct faisant participer au droit tous ceux qui avaient des charges. Voilà le résumé de la vie sociale de la Commune. Les formes d'application varient sans doute d'une cité à une autre, le fond reste le même. Dans les grandes villes en effet, si les assemblées générales de tous les citoyens disparaissent en raison des difficultés pratiques, elles sont remplacées par des réunions fréquentes composées d'après les mêmes règles générales. Ici ce sont les assemblées corporatives qui remplacent les assemblées communales, et dans le régime des corporations une part considérable était faite aux femmes » (Le Travail des femmes au 19^e siècle par Paul Leroy-Beaulieu).

Pour M. Paul Viollet, la présence des femmes dans les assemblées électorales ou autres ne fut jamais un fait généralisé, mais on le constate çà et là au Moyen Age, et elle se fait plus rare dans les derniers siècles du Moyen-Age et aux 16^e, 17^e et 18^e siècles.

Pour nous, il apparait au contraire que cette présence des femmes fut loin d'être seulement localisée au Moyen-Age. Nous croyons que le droit de vote des femmes, n'était pas seulement destiné à celles qui étaient chefs de famille et toutes celles qui avaient des charges. Nous avons longuement exposé les motifs de cette opinion. Mais nous sommes d'accord pour reconnaître que les temps modernes ne virent pas là un usage général. Nous préciserons même en ajoutant qu'il s'agissait là d'usages qui déchurent de plus en plus pour finalement disparaître. En effet, des exemples très nom-

breux permettent d'établir que la femme tendait universellement à être considérée politiquement et administrativement comme une mineure.

Mais il ne faut pas perdre de vue que les derniers de ces siècles ont consacré l'absolutisme royal, qui politiquement excluait à peu près toute action des individus sur la chose publique.

Hommes et femmes ont alors vécu dans un identique respect de la chose monarchique, et l'idée du droit de suffrage, quelque fut le sexe étant absente des esprits, l'infériorité des femmes ne pouvait pour ainsi dire résulter que de leur élimination des emplois de l'administration royale et du gouvernement. Il ne pouvait au surplus s'agir que de la femme née noble ou du moins riche, car la vile plèbe, quelque soit son sexe, vivait dans une servitude généralisée.

Or l'influence des femmes a été considérable au commencement du 17^e siècle, et tout le long du 18^e siècle. Cette dernière période, selon Monsieur Léon Abensour, a vu donner à la femme tous les privilèges, les adulations, les honneurs, tandis qu'à raison de son sexe, il ne lui était reconnu aucun droit, et que la législation romaine, la théologie dont les jugements sont souverains continuaient à être ratifiés par l'opinion publique.

Quel paradoxe entre la situation splendide d'une élite féminine et l'assujettissement de la femme toujours proclamé par les lois, « entre ce que les femmes peuvent faire et ce qu'on les juge capables de faire ».

Le 15^e siècle connut Anne de Bretagne qui confia à un humaniste normand le soin de rédiger la biographie de toutes les femmes célèbres et témoigna d'une

virile ardeur à gouverner son peuple. Le 16^e siècle vit Catherine de Médicis, qui 30 ans administra la France avec énergie et ruse. Brantôme ne nous dit-il pas quelque part que Catherine s'éleva contre la loi salique privant de leurs droits à la couronne des princesses aussi capables que les hommes. N'a-t-elle pas ainsi revendiqué, sous la forme de l'époque et tel que pouvait le concevoir une reine, l'égalité politique des sexes ? La Reine Marguerite de Navarre ne s'est-elle pas proposé de défendre son sexe contre d'injustes mépris ? « Ne vait-elle pas jusqu'à revendiquer la supériorité féminine au nom de son aptitude particulière à saisir le droit ? » (voir Histoire générale du féminisme d'Abensour).

Au 17^e siècle, ne voyons-nous pas deux régences, donc deux gouvernements féminins : Marie de Médicis (1610-1624) ; Anne d'Autriche (1643-1652) ; l'influence féminine dirige la Cour : il faut nous en rapporter à Mazarin qui est loin d'approuver cette influence dont il eut personnellement souvent à se plaindre et qu'il juge néfaste à la France. « En France, dit-il textuellement, toutes les femmes sont férues de politique plus qu'en aucun autre pays..... Une femme de bien ne dirait pas de tendresses à son mari, ni une coquette à son galant s'ils ne lui avaient parlé ce jour-là d'affaires d'Etat ».

Nous sommes alors au temps de la Fronde et on sait le rôle des politiciennes de l'époque : Madame de Longueville, sœur du Grand Condé, signe un traité d'alliance avec le représentant du Roi d'Espagne aux Pays-Bas ; la duchesse de Chevreuse noue intrigues sur intrigues à travers toute la France contre le Cardinal : Mademoiselle de Montpensier substituant son père poltron, s'érige en guerrière et en chef de parti : elle préside un conseil de guerre et passe en revue des régiments frondeurs.

Si du règne de Louis XIV toute politique féminine est bannie, le rayonnement de la femme demeure avec Madame de Sévigné, et d'autre part, Madame de Montespan, Fontange, Madame de Maintenon, etc....

Au 18^e siècle, l'autorité royale sombre dans des cabales de cour où la femme reprend l'influence politique momentanément perdue : les favorites règnent, gouvernent, dominent et avec elles également les femmes des ministres, des maréchaux, des simples courtisans. Les Grandes dames ont leurs partisans, leur politique. Ce serait une erreur de croire que seules Madame de Pompadour et Madame Du Barry exercèrent une influence décisive sur les événements.

Et cependant cette influence considérable de la femme, qui s'étend jusqu'à l'intimité du foyer domestique est en contradiction absolue avec la conception toujours consacrée de son infériorité : les mœurs accordent ce que refusent les lois, nous dit M. Léon Abensour. Paradoxe dont la Chevalerie a été le précurseur, dont les conséquences alors néfastes vont contribuer à sa destruction.

Mais pour comprendre la raison d'une telle situation en ce qui concerne le 18^e siècle, il ne faut plus songer seulement aux survivances des coutumes d'un lointain passé. Il faut également se rappeler que ce siècle est un siècle de plaisir et de jouissances : la conséquence logique n'est-elle pas que la femme soit souveraine ?

Voyons plutôt ce que nous disent les Goncourt, d'après Monsieur Abensour : « La femme est le principe qui gouverne, la raison qui dirige, la voix qui commande..... elle est la cause universelle et fatale, l'origine des événements.... elle tient tout, le roi et la France, la vo-

lonté du souverain et l'autorité de l'opinion. Elle ordonne à la Cour, elle est maîtresse au foyer. Les révolutions des alliances et des systèmes, la paix, la guerre, les lettres, les arts, les modes du 18^e siècle aussi bien que ses destinées, elle les porte dans sa robe, elle les plie à son caprice ou à ses passions... Point de catastrophe, point de scandale, point de grand coup qui ne vienne d'elle... la femme touche à tout, elle est partout. Elle est la lumière, elle est aussi l'ombre de ce temps, dont les grands mystères historiques cachent toujours dans leurs derniers fonds une passion de femme ».

Nous pouvons maintenant apprécier pourquoi au cours de ces siècles la question féminine ne s'est pas posée : pourquoi à l'exception de rares penseurs personne n'a songé au problème de l'égalité des sexes, pourquoi il ne pouvait exister même l'ombre d'un mouvement d'émancipation féminine.

Dans ces siècles d'absolutisme monarchique, de gouvernement et d'influence d'une « élite » la misère de la femme du peuple ne peut y faire songer : Léon Abensour fait remarquer avec justesse : qu'en effet « les femmes qui pensent et qui écrivent... restent des privilégiées à qui, en dépit de leurs plaintes, la société est douce ».

L'influence du clergé n'est-elle pas encore là considérable, en ce sens qu'il n'est pas toléré une atteinte au privilège de la supériorité de l'homme tel qu'il résulte des Saintes Ecritures et de l'autorité du mari entérinée par les canons de l'Eglise.

Certes la Révolution intellectuelle de la Renaissance a vu naître quelques controverses doctrinales au sujet

de la place que les lois et les mœurs font aux femmes. Si Luther enseigne comme requise par la Religion une sujétion de la femme que lui-même compare à celle de l'esclave, s'il lui impose d'honorer l'homme, le craindre, l'écouter, lui être donnée et soumise, lui obéir en tout sans discuter ni se redresser jamais, l'on rencontre d'autres esprits érudits qui combattent le préjugé des sexes. Brantôme ne déclare-t-il pas que les femmes sont dignes de commander et Montaigne lui-même ne reconnaît-il pas quelque part que « les hommes et les femmes sont coulés dans le même moule ».

Au 17^e siècle, Mademoiselle de Montpensier gémit sur l'esclavage des femmes, leur perpétuelle servitude, résultant de l'institution du mariage, œuvre de la tyrannie des hommes, et elle prêche par l'exemple ! nombreux sont alors (nous sommes à l'époque de la Fronde) « les écrivains des deux sexes qui s'amuse à prouver la supériorité de la femme sur l'homme ». Ce sont là évidemment simples jeux littéraires dont il ne faut pas exagérer l'importance relative. Cependant il faut étudier plus particulièrement deux esprits fort intéressants : Mademoiselle de Gournay et Poulain de la Barre.

Mademoiselle de Gournay écrit en 1622 son traité de « l'égalité des hommes et des femmes ». Elle base sa démonstration sur l'exemple de vieilles institutions féodales et sur l'observation. Les pairesses qui siégeaient au Parlement furent-elles indignes de leurs fonctions, ne surent-elles pas conduire leurs fiefs ? les régentes ne gouvernaient-elles pas aussi bien que les Rois ?

Pour Mademoiselle de Gournay, si les femmes sont bien souvent inférieures aux hommes, c'est à cause de l'éducation qu'on leur donne. On doit réformer l'édu-

cation des femmes, leur faire étudier les belles lettres, les sciences ; le sacerdoce et la politique doivent leur être accessibles.

Certes les idées féministes de Mademoiselle de Gournay ne sont bien souvent ni nettes ni précises, ni développées suffisamment pour constituer un plaidoyer féministe, mais on y trouve cependant des principes qui feront école plus tard.

Poulain de la Barre est un disciple de Descartes : il base sa démonstration sur la raison et sur l'observation des faits. Ses deux traités de « l'Egalité des sexes » et de « l'Education des Dames » peuvent être considérés, nous dit M. Léon Abensour, comme des ouvrages classiques du féminisme moderne.

La raison nous prouve « qu'une idée pour universelle qu'elle soit, peut néanmoins être fausse et ne pas se justifier en droit ». Pour Poulain de la Barre, il en est ainsi, du préjugé des sexes : l'analyse du cerveau ne nous fait apercevoir cependant aucune différence entre celui de l'homme et celui de la femme. Ainsi les deux sexes sont égaux « devant les lumières ». Les femmes doivent avoir la même instruction que les hommes.

En conséquence elles doivent pouvoir exercer les mêmes professions qu'eux.

Poulain de la Barre dit : « il ne faut pas plus d'application pour la conduite d'un royaume que les femmes n'en ont pour leur ménage et les religieuses pour leur couvent ». Les femmes peuvent donc faire de la politique et gouverner.

Nous comprenons certes aujourd'hui toute l'importance du développement de ces doctrines. Mais à l'épo-

que elles demeurent sans écho : Il faut dire que nous sommes au siècle de Louis XIV où au sein de l'absolutisme royal, la femme noble, la seule qui compte est la reine de la société ; elle a pour quelque cinquante ans délaissé par la volonté du monarque son rôle politique, mais elle conserve son auréole et elle lui suffit.

Les idées de Poulain de la Barre succombent sous les satires de Boileau et le grotesque des « Femmes Savantes ».

Mais les controverses doctrinales vont reprendre au XVIII^e siècle avec ceux qui doivent saper les bases théoriques de la monarchie déclinante, avec les philosophes.

Diderot revendique pour la femme la liberté : « Mais Diderot, apprécie M. Léon Abensour, ne conçoit pas l'affranchissement des femmes comme le conçoit Condorcet et Stuart Mill. Il les place en dehors et au-dessus de la société, sur un plan différent et ne leur accorde aucune influence sur les affaires publiques ».

Pour Montesquieu (l'Esprit des lois) « il est contre la raison et contre la nature que les femmes soient maîtresses de la maison ; il ne l'est pas qu'elles gouvernent un empire. Dans le premier cas l'état de faiblesse où elles sont ne leur permet pas la prééminence. Dans le second, leur faiblesse même leur donne plus de douceur et de modération, ce qui peut faire un bon gouvernement plutôt que les vertus dures et féroces ».

Les idées de Voltaire en ce qui concerne la femme ne se précisent pas très nettement, mais il n'est pas douteux qu'il fut partisan pour elle d'une culture identique à celles des hommes.

Mais si la Révolution qui approche fut guidée par la doctrine des philosophes, les idées dont nous venons

de faire état, n'ont pas eu grande influence sur les révolutionnaires, c'est que la doctrine de Rousseau, nette, précise, fondamentale, a convaincu les hommes.

Rousseau a eu sous les yeux la vision d'un pouvoir qui se laisse mener par les intrigues de Cour, les favorites, les femmes. Il a cru voir dans l'émancipation des femmes la cause de tout le désordre politique et moral. Il a voulu mettre les mœurs en harmonie avec la loi et ramener la femme à sa fonction et à son rôle primitif, tels que le veut la nature. L'unique fonction que la nature assigne à la femme c'est d'être épouse et mère. La femme n'a pas le droit de viser à une autre destinée.

Reportons-nous à l'état de nature : le premier gouvernement fut la famille ; au sein de ce groupe, le père eut sur sa compagne, sur ses enfants, l'autorité absolue. Donc sans autorité paternelle, nulle famille, nulle société ne peut subsister ; l'homme doit commander, la femme obéir.

Quels sont les rôles respectifs de l'homme et de la femme dans la conservation et la subsistance du groupe familial ?

L'homme défend les biens contre les dangers extérieurs ; il conquiert ou il gagne la nourriture, selon les époques ou les civilisations. La femme, elle, reste au foyer, épouse, nourrice et fileuse de laine. Sa destinée consiste seulement à remplir cette tâche humble et primordiale.

Pour Rousseau, c'est l'émancipation qui a corrompu la femme. Ce sera plus tard également la théorie de Proudhon.

Par l'amour, les femmes tyrannisent la société ; elles lui inspirent leurs petites idées, leur passion, leurs sentiments étroits et mesquins.

Elles vont jusqu'à plier à leur caprice l'art et la pensée. Le retour à l'état de nature, c'est pour la femme la rentrée au Gynécée. Il n'est pas nécessaire de tant d'instruction, d'une haute culture pour diriger les servantes et allaiter les enfants. La fragile raison de la femme pourrait-elle en tirer profit ?

Que la femme ait la religion, les idées de son père ou de son mari. Qu'elle couse, brode, lise ce qui ne passe pas sa portée, voilà des occupations qui sont suffisantes pour elle.

La doctrine de Rousseau va ainsi rejoindre les enseignements de la théologie catholique. Mais tandis que la première imprègnera les esprits de la fin du XVIII^e siècle, de l'époque révolutionnaire et même de l'Empire, tous deux viendront, inconsciemment peut-être, influencer jusqu'à nos jours la mentalité de la masse des femmes françaises.

SECTION III

LA RÉVOLUTION

La Révolution Française en proclamant les droits de l'Homme et du Citoyen, en voulant faire table rase des privilèges et des inégalités sociales et instituer un régime de liberté et d'égalité, va-t-elle donner à la femme des droits identiques à ceux de l'homme, supprimer enfin l'inégalité basée sur le sexe ?

On sait qu'il faut répondre négativement à une telle question.

Mais il est éminemment intéressant, en démontrant les raisons pour lesquelles la Révolution a finalement re-

poussé l'émancipation féminine pour consacrer la domination masculine en des principes plus stricts encore que ceux jusqu'alors proclamés, d'attirer l'attention sur les tentatives tant doctrinales qu'expérimentales d'émancipation.

Dès les débuts du mouvement révolutionnaire des théoriciens vont réclamer pour la femme tous les droits civils et politiques.

Les femmes vont elles-mêmes se grouper à la voix de quelques-unes d'entre elles pour tenter sous l'influence des immenses services qu'elles ont rendus à la cause révolutionnaire, d'obtenir l'application à leur sexe des principes nouveaux.

En face de Rousseau, qui avait eu peu de contradiction lorsqu'il proclama que la place de la femme devait être uniquement au foyer, Condorcet, philosophe et disciple de Voltaire, prit position en affirmant l'égalité des sexes.

En 1788, dans l'ouvrage qu'il avait publié, intitulé « Essai sur la constitution et les fonctions des assemblées provinciales », indiquant un plan de réforme politique et sociale, il demandait la participation des femmes à l'élection des représentants.

La Révolution éclate et en juillet 1790 il reprend sa thèse avec vigueur, en composant un opuscule « sur l'admission des femmes au droit de Cité », qui fut publié dans le « Journal de la Société de 1789 ».

On ne peut contester l'importance de cette polémique féministe ; les raisons que Condorcet invoque pour motiver l'admission des femmes au forum sont celles que l'on invoque encore aujourd'hui pour obtenir du parlement le droit de suffrage. Il importe donc de les examiner.

Pour Condorcet, les hommes ont violé le principe par eux proclamé de l'égalité des droits en privant les femmes, qui constituent la moitié de l'espèce humaine, de concourir à la formation des lois.

Les hommes, croyant abattre la tyrannie, l'ont d'un autre côté instaurée, en privant la moitié du peuple français, les femmes, de leur droit naturel.

Il faut dire qu'au regard des hommes, la femme ne peut bénéficier de ce droit naturel, car c'est un être d'intelligence inférieure et de faible raison.

Mais, précise Condorcet, si l'on prétend, que les hommes ont quelque supériorité intellectuelle qui ne résulte pas de leur éducation, ce sont là des cas particuliers : Oui, on ne trouve pas ou peu de femmes de génie, dans les sciences, les arts, les lettres. Mais combien d'hommes sont des hommes de génie ? Il s'agit d'une « petite classe » ; « exceptée cette petite classe, l'infériorité de la femme se partage également entre les deux sexes ». Pourquoi dans ces conditions excluerait-on les femmes des fonctions publiques plutôt que les hommes, qui sont inférieurs à un grand nombre de femmes ?

Les femmes seraient de faible raison ! Erreur ! Elles ont une raison, mais elle est différente de celle des hommes, voilà tout !

Les femmes certes sont sentimentales, instinctives, intuitives, car elles sont plus près de la nature que les hommes par la maternité, mais l'éducation corrigera cette influence et leur fera également obéir à la raison.

Comment baser sur de tels motifs, l'éloignement des femmes des affaires publiques : « Il est injuste, dit textuellement Condorcet, d'alléguer, pour continuer de refuser aux femmes la jouissance de leurs droits natu-

rels, des motifs qui n'ont une sorte de réalité que parce qu'elles ne jouissent pas de ces droits. Si on admettait contre les femmes des raisons semblables il faudrait aussi priver du droit de cité, la partie du peuple qui vouée à des travaux sans relâche, ne peut ni acquérir des lumières, ni exercer sa raison ».

Condorcet qui invoque ici un des principaux arguments des féministes contemporains, refute l'objection qui consiste à dire que l'admission des femmes au droit de cité les détournerait de leur foyer, ce qui provoquerait ainsi la désagrégation de la famille et par voie de conséquence de la société.

D'ailleurs cet argument serait-il fondé, qu'il n'est pas suffisant pour priver les femmes de l'exercice de leurs droits.

Nous voyons ici s'épanouir la thèse que les considérations de droit, qui ne se confondent pas toujours avec celles de l'utilité, leur sont supérieures et doivent avoir le dernier mot.

On reconnaît l'état d'esprit des hommes de la Révolution. Mais d'ailleurs pour Condorcet « on n'arrachera pas les femmes à leur ménage, pas plus qu'on n'arrache les laboureurs à leur charrue, les artisans à leurs ateliers ».

Leur rôle de citoyen n'empêche pas en effet les hommes de continuer à s'intéresser à leurs affaires ; car ils sont peu nombreux ceux qui peuvent s'occuper des affaires publiques et faire partie du gouvernement.

C'est ainsi que l'on peut résumer les idées du philosophe. Si elles contenaient à peu près toute l'argumentation de nos féministes modernes, elles causèrent à l'époque grand tapage, ce d'autant plus qu'elles se heur-

taient aux conceptions généralement admises et étaient isolées parmi les voix masculines.

Le problème soulevé ainsi avec une argumentation aussi solide provoqua une polémique dans les journaux, dans les salons, dans les clubs. Vers la fin de 1790, le Cercle social adhéra aux idées de Condorcet ; il publia même des discours de féministes notoires.

Mais Condorcet se rendait compte du peu de chance de succès de ses doctrines. « Depuis que Rousseau, disait-il, a mérité le suffrage des femmes en disant qu'elles n'étaient faites que pour nous soigner et propres qu'à nous tourmenter, je ne dois pas espérer qu'elles se déclarent en ma faveur. Mais il est bon de dire la vérité, dut-on s'exposer au ridicule ». Les convictions idéalistes du philosophe méritent le respect.

Est-ce parce qu'il savait la réalisation de ses idées vouée à un échec certain, que, Girondin, appelé d'abord à l'Assemblée Législative, puis à la Convention, il ne tenta même pas de faire prévaloir sa doctrine ?

Toujours est-il qu'il s'abstint de toute intervention politique devant l'Assemblée.

C'est ce qui ressort de l'examen du rapport de Lanjuinais, sur le projet de constitution girondine, déposé à la Convention.

Ce rapport d'ailleurs ne manque pas d'intérêt au sujet de la question qui nous occupe.

« Le comité, disait Lanjuinais, paraît exclure les femmes des droits politiques, plusieurs projets réclament contre cette exclusion, dont notre collègue Romme vous a déjà porté les plaintes et sur laquelle Guyomar vous a donné une dissertation intéressante. (Voir l'opuscule de Guyomar, intitulée « le Partisan de l'Egalité politique entre les individus ».

Outre ce projet de Guyomar qui prétendait démontrer que la déclaration des droits de l'homme est commune à la femme, Lanjuinais citait différents autres projets féministes.

En principe, Lanjuinais, au nom du Comité des Six, ne repoussait pas les revendications féministes, il en demandait seulement l'ajournement précisant que : « le vice de notre éducation rendait cet éloignement encore nécessaire au moins pour quelques années ». (Voir le vote des femmes, J. Barthélemy et Aulard, Histoire politique de la Révolution).

Il faut d'ailleurs préciser que si le suffrage des femmes est ainsi repoussé c'est en même temps que celui des hommes « qui ne possèdent rien ». Ainsi le suffrage universel est condamné parallèlement avec le suffrage des femmes.

Mais ce n'est pas sur de telles convictions que l'ensemble de la Convention s'est basé pour repousser le suffrage féminin.

Avec Condorcet, et dans un autre ordre d'idées, il faut citer Boissel comme exemple à peu près unique de Doctrinaire masculin, en faveur de l'émancipation féminine.

En 1789 paraît son Catéchisme du genre humain. Pour Boissel « On s'est partagé les femmes comme les terres d'une manière aussi anti-naturelle ».

Ainsi Boissel s'élève contre la subordination de la femme dans la famille, cette conception que la femme est la propriété du mari, alors que Dieu, lors de la création, a fait l'homme, la femme, et de chacun d'eux seulement une moitié de l'être complet que réalise leur union.

Il propose alors des solutions qu'il croit naturelles; il repousse le mariage ; les femmes sont nées pour l'amour : « Les femmes seront élevées dans des temples magnifiques, où l'on prendra soin d'embellir leur corps et leur esprit, jusqu'au moment où pénétrées de doux sentiments d'amour, elles voudront réaliser le vœu de la nature ».

Le vœu de la nature, c'est l'abolition du mariage qui consacre l'asservissement de la femme. Chacun pourra aller selon son cœur. Les enfants nés de ces unions fréquentes donneront à tous les hommes le nom de « père », à toutes les femmes, le nom de « mère ». C'est la conception Platonicienne de la République idéale basée toutefois chez Platon sur des motifs d'utilité sociale et ici simplement motivée par la recherche du bonheur maximum des individus.

Nous trouvons bien ici un précurseur de St-Simon et de ses disciples, du socialisme et du communisme modernes.

Le problème demeure de savoir si la réalisation de telles idées est susceptible de procurer à la femme cette égalité pratique qui véritablement est la seule appréciable.

Telles sont du côté masculin, les quelques doctrines exceptionnelles qui pour des motifs et avec des visées différentes proclament l'égalité des sexes.

Mais parlons un peu de l'agitation des femmes elles-mêmes. Parmi elles figurent d'imminentes féministes.

Tandis que Mary Woolstonecraft, peut-être considérée nous dit M. J. Barthélemy, comme l'ancêtre des suffragettes anglaises, Olympe de Gouges est celle des suffragettes françaises.

Le fait est que Olympe de Gouges, fille adultérine du poète Lefranc de Pompignan, et s'en flattant, ayant abandonné son mari dès sa première jeunesse, courtisane éprise de gloire et d'idéal, conquit à Paris même, avant la Révolution, une certaine célébrité. Elle avait publié deux pièces de théâtre : « L'Homme généreux » et « le Philosophe corrigé » (1888).

Presqu'illettrée, elle dictait ses œuvres à ses secrétaires.

Elle avait polémique pour la libération des nègres. Elle avait lutté en faveur de Necker ; elle s'insurgea contre l'application restreinte à son gré de la déclaration des « Droits de l'Homme et du Citoyen ».

En 1791, elle publia sa « déclaration des droits de la femme et de la citoyenne ». Elle est ainsi conçue : « La femme naît libre et demeure égale à l'homme en droit. Les distinctions sexuelles ne peuvent être fondées que par l'utilité commune ».

Comme certains Doctrinaires, masculins, c'est au nom des principes révolutionnaires, qu'elle lutte pour l'affranchissement de son sexe. Elle proclame ses idées en une formule qui ne manque pas d'être saisissante : « la femme a le droit de monter sur l'échafaud, elle doit avoir également celui de monter à la tribune ».

C'est le grand mérite d'Olympe de Gouges, nous dit M. Léon Abensour, d'avoir compris que : « dans le Décalogue Nouveau (déclaration des droits de l'homme) toutes les libertés sont incluses » et il ajoute que là « le féminisme comme le socialisme se trouvent en puissance ».

Mais Olympe de Gouges n'est pas une isolée. Citons Rose Lacombe, fondatrice de la Société des Femmes Républicaines et Révolutionnaires ; Aspasia Carlemigelli, Théroigne de Méricourt, qui, le 10 Août, prit le sabre à la main et par ailleurs demanda à délibérer au club des Cordeliers.

Des clubs de femmes d'ailleurs se fondent un peu partout : celui de l'Harmonie Sociale, celui des Citoyennes Révolutionnaires. Au dire de M. Léon Abensour « pas de grande ville, pas de petite cité qui ne possède son club féminin : Bordeaux pour sa part en compte trois, et tel bourg de l'Est ou du Midi (Jussey, Haute-Saône), Sainte-Foy (Gironde) recrute parmi les villageoises des femmes décidées à discuter les mystères constitutionnels ».

Mais ces clubs avaient surtout pour but la lutte contre les aristocrates. Les revendications féministes étaient au second plan. Cependant il n'en résulte pas moins que les femmes estimaient devoir jouer un rôle politique puisqu'elles prenaient une part à de telles discussions.

Les idées du droit des femmes se mêlèrent donc aux discussions de politique générale. C'était la conséquence logique de telles formations : on voit une Hollandaise : Etta Palm d'Oelders, au cercle social, club fondé par Nicolas de Bonneville et de l'Abbé Fauchet.

Elle y proclame les notions d'égalité des sexes ; elle réclame l'extension des droits civils de la femme, son admission aux mêmes emplois que les hommes.

L'égalité politique est ici sous entendue.

La présidente du « Club fédératif des Citoyennes Patriotes », appelé également « Société des Amies de la Vérité », se présente le premier Avril 1792 à l'Assemblée Législative, conduisant une délégation de femmes pour réclamer l'admission des femmes à tous les emplois civils et militaires. Le Président de l'Assemblée Législative lui répondit d'ailleurs d'une manière polie, mais fit des promesses évasives.

Toutes les femmes qui jouèrent ainsi un rôle, ne furent d'ailleurs pas « féministes ». Madame Tallien, que certains prétendent classer parmi les militantes, est indiquée par d'autres auteurs comme s'étant bornée à revendiquer pour les femmes une place dans l'Instruction Publique et aux Hôpitaux. Madame Rolland, dont on sait l'influence, était parait-il, hostile à toute idée d'émancipation. Elle va jusqu'à reconnaître dans ses mémoires l'infériorité de son sexe.

Mais là ne s'est pas bornée l'activité des femmes pendant les premières années de la Révolution: comme le dit M. J. Barthélémy : « Elles participèrent à la Révolution, qu'elles contribuèrent à faire réussir ».

Les unes agirent dans les salons, les autres, et non seulement parmi les plus humbles, dans les rues.

Il en est qui participèrent à la prise de la Bastille. C'est grâce à l'intervention des femmes, que les journées des 5 et 6 Octobre furent décisives.

L'Assemblée constituante a écarté les femmes comme d'ailleurs la majorité des hommes, citoyens passifs des assemblées, mais elle les engage à exercer ailleurs, leur rôle de citoyennes.

Ce sont elles qui ont la responsabilité de former les générations futures, mais elles ne bornent pas là leur action. En 1790, on leur fit prendre une part prépondérante aux fêtes de la fédération. Les Parisiennes prennent la pioche et la pelle pour les terrassements du Champ de Mars et ensuite se groupent aux pieds de l'Autel de la Patrie. La guerre arrive et l'on voit se lever des Légions d'Amazones. « Armons-nous, s'écrie Théroigne de Méricourt, allons nous exercer, formons une liste d'Amazones ».

En province, aussi, des légions d'Amazones se forment. Les sœurs Fernig, à Jemmapes, conquièrent leur brevet d'officiers d'Etat-Major et sont citées à l'ordre de l'armée. Que d'exemples semblables on pourrait citer !

Mais la participation des femmes à la défense de la Patrie fut souvent plus modeste et non moins sublime. Au foyer, elles accomplirent une besogne de chaque instant, travaillant sans cesse pour l'armée, tricotant la laine, et taillant, cousant les draps, les paillasses, les matelas, s'ingéniant à se rendre utiles, dans la mesure de leur sexe, et servant la Patrie aussi admirablement que devaient le faire plus tard leurs descendantes de 1914.

Les hommes politiques avaient d'abord applaudi à l'enthousiasme des françaises, ils les avaient félicitées de leur attitude héroïque et de leur zèle patriotique ; ils les avaient même engagées à se joindre aux hommes et descendre dans les rues pour défendre les libertés contre les aristocrates ; mais les clubs féminins qui se formèrent comme conséquence de cet état d'esprit, dont le nombre s'accroissait chaque jour et n'allait pas sans provoquer certain désordre, furent bientôt vus d'un mauvais

œil ; les délégations féminines qui venaient à chaque moment, pour le moindre prétexte, interrompre les travaux de l'Assemblée, irritèrent bientôt les conventionnels.

Les Montagnards étaient les plus hostiles à l'accession des femmes à la vie politique.

Chaumette, soutenu par Robespierre, Marat, Hébert, vint bientôt déclarer en substance que le rôle de la citoyenne était de se borner à reprendre les chaussettes des patriotes. « Depuis, quand est-il d'usage de voir la femme abandonner les soins pieux de son ménage, le berceau de ses enfants, pour venir sur la place publique, dans la Tribune aux harangues ? ».

L'état d'esprit du gouvernement ne tarda pas à avoir ses conséquences. Un décret du 9 brumaire, an IV, avait interdit aux femmes d'assister aux réunions des Clubs. Trois décrets de la Convention signés le même jour (8 prairial, an III) défendent aux femmes de s'assembler plus de cinq, les excluent des assemblées politiques et décident de faire passer en jugement celles qui feront de l'agitation dans le peuple.

La réaction thermidorienne arrive : la femme reprend son piédestal, en dehors de l'arène politique.

Le Directoire voit régner les femmes dans les salons comme auXVIII^e siècle.

Enfin la Dictature du Consulat et de l'Empire consacre l'échec définitif de toute tentative d'émancipation : « Le féminisme n'eut jamais d'adversaire plus déterminé que Bonaparte ». Le code Napoléon consacre la servitude féminine politiquement plus que le fit jamais le Moyen-Age et la Royauté.

La Société est rétablie sur les bases de la Rome classique, et l'influence du clergé vient s'ajouter à « l'esprit masculin » des Codes.

Que conclure de cet historique de l'échec de l'émancipation féminine ?

Nous dirons avec M. J. Barthélémy que « si la Révolution a peut-être réalisée quelques progrès au point de vue des droits civils des femmes, dans son ensemble elle s'est montrée hostile à leur émancipation politique ».

C'est que le terrain n'était pas préparé pour une telle émancipation : la masse des femmes françaises ne songeait pas, n'aspirait pas à l'émancipation de leur sexe, une telle question leur était à peu près indifférente.

Si on a vu proclamer certaines doctrines féministes si dans les clubs, les femmes s'agitèrent, elles avaient surtout en vue, à part quelques exceptions, la lutte contre l'aristocratie, le triomphe des idées nouvelles, qui laissaient de côté celle de l'émancipation des sexes; les femmes avaient lu Rousseau et étaient imprégnées de ses doctrines; elles restaient d'esprit et de cœur profondément religieuses et ainsi pénétrées de l'idée, de l'infériorité de leur sexe.

Si les constituants étaient voltairiens, les conventionnels étaient disciples de Rousseau pour la plupart. Enfin tout le peuple avait encore présent à la mémoire, les catastrophes qu'entraînèrent l'influence néfaste de la Dubarry et même de Marie-Antoinette.

On peut ajouter avec M. Léon Abensour : « La Révolution classique voulait être uniquement politique;

ayant établi la petite propriété paysanne, elle jugeait avoir accompli une œuvre sociale suffisante et repoussait de toutes ses forces toutes les atteintes à ces principes aussi sacrés pour elle que pour la Royauté même : propriété, suprématie masculine. Le féminisme comme le socialisme, comme l'internationalisme, ébranlait l'ordre nouveau comme l'ancien ordre des choses. Ils trouvaient en Robespierre comme ils auraient trouvé en Louis XIV, un irréductible ennemi ».

SECTION IV

1848

AVANT — PENDANT — APRES

La Révolution triomphante, le Consulat, l'Empire avaient étouffé toute idée d'émancipation féminine.

Des idées nouvelles s'élaborèrent à la faveur de la monarchie parlementaire.

Mais le mouvement de 1848, comme celui de 1789 devait seulement « exalter quelques femmes qui n'arrivèrent que difficilement à faire prendre au sérieux leurs revendications ».

Examinons d'abord les doctrines qui consacrèrent le réveil du Féminisme.

C'est pendant la monarchie parlementaire que se formèrent les premières théories.

Tous les socialistes, sauf Proudhon sont féministes.

La conception du monde que se font les Saints-Simoniens a pour conséquence l'idée féministe, même

poussée jusqu'à une certaine extravagance ainsi qu'il appert des tribulations du Père Enfantin, disciple de Saint-Simon.

Les Saints-Simoniens prêchèrent dans leurs réunions, dans leurs journaux l'affranchissement complet de la femme.

Ils voulaient opposer le christianisme à leur doctrine et ressusciter le féminisme mystique des Albigeois, de Guillaume Postel et de Boissel.

Dieu est un, il se manifeste donc comme esprit et comme matière, comme sagesse et comme beauté. l'esprit et la matière sont donc seulement deux Aspects de l'Etre; la chair n'est donc pas plus méprisable que l'esprit.

Les Saints-Simoniens prêchent ainsi la réhabilitation de la chair, dont l'avilissement justifiait l'asservissement de la femme.

Les Saints-Simoniens font plus, ils font une place prépondérante à l'Amour ! Vont-ils s'assujettir à la femme ? Ils veulent en tout cas la disparition du mariage. Pour les uns le mariage sera remplacé par l'union libre. Et l'on voit Flora Tristan mettre ces principes en pratique, braver l'opinion publique et quitter son foyer pour vivre seule. Pour Enfantin l'humanité comprend trois catégories : les Constants, mariés indissolublement à l'ancienne mode, les Mobiles, qui contractent des mariages successifs, sans règle, ni limite; les Calmes qui joindront à un mariage permanent une série d'unions passagères.

La polygamie, la polyandrie et même le matriarcat sont ainsi admis.

On peut se demander si le triomphe de ces doctrines eut abouti à l'égalité des sexes, à l'émancipation de la femme, au relèvement de sa condition sociale.

Il est permis de répondre négativement si l'on songe que même dans la communauté Saint-Simonienne, les femmes furent à peu près exclues des fonctions officielles.

Néanmoins ces doctrines et celle de Fourier sur le rôle social de la femme inspirèrent nettement le mouvement féministe de 1848.

Il ne faut pas oublier non plus que la monarchie parlementaire vit éclore un mouvement féministe bourgeois dont l'influence ne fut pas négligeable et se fait peut être encore sentir de nos jours.

Il apparaît d'abord une sorte de féminisme chrétien qui s'oppose à la prédication Saint-Simonienne.

Ce féminisme certes condamne l'amour libre et la revendication des droits politiques.

Son programme a seulement pour but de permettre aux femmes une plus exacte compréhension et application de leurs devoirs d'épouses et de mères. C'est ainsi qu'il fonde en 1832 le Journal des Femmes.

Il veut réformer l'éducation de la femme qui se révèle insuffisante; lui donner une instruction plus complète et aussi une éducation pratique : lui apprendre à soigner les enfants, à se diriger elle-même si elle demeure célibataire ou devient veuve. Il veut aussi l'extension de certains de ses droits civils.

Ce n'est pas autre chose que le relèvement de la femme, que prêche cette doctrine, certes un relèvement restant dans le cadre de la famille, mais un relèvement tout de même.

Un autre groupement féministe bourgeois apparaît; il est d'accord avec les féministes chrétiens sur leurs revendications, mais il les trouve insuffisantes.

Ce groupe est dirigé par Madame Herbinot de Mauchamps qui fonde en 1836 une revue intitulée *La Gazette des Femmes*.

Elle parut jusqu'en 1838, rédigée exclusivement par des femmes.

Ses campagnes furent assez actives. Des Pétitions furent adressées aux chambres et il y eut ainsi un commencement d'action directe. Les féministes acceptent la charte, mais dans les conditions prévues par elle, elles demandent que la femme comme l'homme puisse être citoyenne.

Le 1^{er} Janvier 1838 Mme de Mauchamps dépose à la chambre une pétition tendant à ce que en vertu des articles 2 (Contribution égale de tous aux charges de l'Etat) et 3 (admissibilité de tous à tous les emplois) de la charte les femmes soient admises à suivre les cours publics et aient le droit d'être reçues Docteurs en médecine.

Ces féministes veulent aussi être admises au barreau et devenir fonctionnaires, etc...

Mais il ne faut pas perdre de vue que ce dernier mouvement féministe est exclusivement bourgeois et vise simplement à l'émancipation des femmes d'une classe sociale de la Nation.

1848 arrive. Ces doctrines, ces idées, ces théories vont-elles pouvoir recevoir une application ?

Tous les féministes s'unissent pour agir et tenter de triompher : Des clubs se forment à nouveau comme en 89, le club des femmes créé par Eugénie Niboyet, le club de l'émancipation des femmes, créé par Jeanne Deroin; le Comité des droits de la femme. A la différence de ceux constitués après 89, qui avaient surtout pour but la destruction de l'ancien régime, ces nouveaux clubs sont exclusivement féministes : leur but est bien ici essentiellement la conquête des urnes.

D'autres associations apparaissent qui évoquent la situation pénible faite aux travailleuses des industries naissantes et du commerce; ce sont les précurseurs de futurs syndicats féminins : Le club association des lingères, l'association des femmes à gage, l'union des travailleuses etc...

Le « mouvement féministe » a ses journaux qui veulent atteindre le peuple. La politique des femmes, l'opinion des femmes, la voix des femmes et bien d'autres qui ne durent pas.

Enfin les femmes manifestent sur la place publique. Elles descendent dans la rue pour tenter de faire triompher leurs revendications.

Or le gouvernement provisoire qui met en tête de ses préoccupations l'organisation du travail, s'intéresse au sort des ouvrières qui, soit qu'elles travaillent chez elle ou à l'atelier touchent des salaires de famine. Il accorde aux blanchisseuses la journée de douze heures et la suppression du travail dans les ateliers et les prisons afin d'éviter une concurrence nuisible.

Enfin le 4 Avril 1848, il admet à la Commission du Travail, des déléguées dont le rôle doit être de collaborer avec elle pour l'organisation du travail féminin.

Monsieur Léon Abensour dans son étude si documentée sur l'histoire du féminisme laisse entendre que toutes ces idées si neuves concernant le travail féminin et l'amélioration du sort des ouvrières : « offices de placement national, coopératives de production, création dans chaque établissement industriel de restaurants nationaux, de buanderie et de lingerie nationales, installation de crèches dans les établissements industriels, restaurants populaires etc... auraient été lancés par les féministes d'alors.

Cette opinion nous semble assez inexacte; toutes ces généreuses tentatives qui devaient tant attendre leur réalisation définitive étaient nées du souffle de liberté, d'émancipation des travailleurs sans préoccupation de sexe, de socialisme enfin généreux et pour le moment utopique qui cherche à se réaliser dans la Révolution naissante : certes le socialisme contient en germe le féminisme, mais c'est bien le socialisme qui pousse à ces réformes, appuyé seulement par le féminisme en puissance.

L'établissement du suffrage universel devait inciter les femmes à en revendiquer, comme les hommes, le bénéfice.

Il faut un peu insister sur le rôle remarquable de deux femmes d'un réel courage. Eugénie Niboyet et Jeanne Deroin.

La République avait été proclamée le 24 Février 1848, un mois plus tard, le 23 Mars, Eugénie Niboyet accompagnée de Jeanne Deroin et de deux de ses collègues se présentaient à l'hôtel de Ville pour demander le suffrage des femmes.

Armand Massard, membre du gouvernement provisoire, les reçut et leur fit de vagues promesses.

Mais nous avons déjà vu qu'Eugénie Niboyet n'avait pas borné là son activité féministe. On peut dire que la voix des femmes qu'elle a créée a été le premier quotidien véritable d'inspiration et de revendication féministes. Le premier numéro parut le 19 Mars 1848. Il eut surtout tout d'abord un certain succès de curiosité; mais sa vente alla bientôt en diminuant et en Juin 1848 il disparaissait; d'ailleurs à côté des intérêts féministes ses colonnes étaient ouvertes aux articles politiques tous d'inspiration socialiste de la faction de Victor Considérant à Pierre Leroux.

La voix des femmes fait parvenir une adresse (23 Mars 1848) au gouvernement provisoire dans laquelle elle dit notamment : « si, comme vous le dites, le peuple est souverain, le peuple étant constitué par l'union de l'homme et de la femme, vous devez établir à côté du peuple-roi le peuple-reine et ne plus permettre aux hommes de dire : l'humanité, c'est nous !..... Si enfin les femmes payent les impôts et obéissent aux lois de l'Etat, qu'elles participent aux bénéfices et aux privilèges assurés par l'Etat aux citoyens : pas de devoir sans droit ».

C'est là un des plus forts arguments des féministes contemporaines.

A la suite de cette adresse Victor Considérant fut le seul des 900 membres de la constituante qui demanda au Comité d'accorder le suffrage aux femmes.

Mais si en 1848, à la différence de 1789, il existe véritablement un mouvement féministe, si du fait même des idées de la nouvelle révolution, il peut espérer atteindre davantage l'esprit de la masse populaire. Il n'en

est pas moins vrai que l'opinion est en général hostile à ce mouvement : les masses sont encore rebelles à de telles conceptions.

Aussi l'on peut dire que « le mouvement de 1848 exalte seulement quelques femmes qui n'arrivent que difficilement à faire prendre au sérieux leurs revendications ».

La meilleure preuve en est que l'opinion s'est emparée des malencontreuses inspirations de milieux féministes exaltés et en a profité pour tourner tout le mouvement en ridicule.

On peut dire que notamment les Vésuviennes ont contribué pour une bonne part à créer cet état d'esprit. Un nommé Bonfils avait créé un corps dit de Vésuviennes c'est-à-dire de femmes « dont la lave contenue doit se répandre, non pour être incendiaire, mais génératrice ». Il fit placarder des affiches sur les murs de Paris, invitant les femmes à s'enrégimenter et rédigea une constitution dont le contenu ne pouvait entraîner que les pires sarcasmes. Il y est dit notamment : « Toute femme née et domiciliée en France, âgée de 15 ans, toute étrangère âgée de 15 ans accomplis qui domiciliée en France épouse un français ou adopte un vieillard est admise à l'exercice des droits de citoyenne française etc... Toutes les citoyennes sont admissibles aux emplois publics, soit civil, soit religieux, soit militaire sans autre motif de préférence que la vertu et le talent etc... Les femmes ont le droit de manifester leurs opinions en toute liberté, sans contrôle marital etc... » et plus loin « le mariage est une loi sacrée de la nature; il est obligatoire pour les deux sexes, à 21 ans pour les femmes, à 26 pour les hommes, etc... Le veuvage sans enfant ne pourra du-

rer plus de 2 années etc... » Enfin ceci « Les époux sont des associés..... aucun d'eux ne peut ni ne doit être un maître etc... Le mariage est contracté pour la vie et n'est brisé que par le divorce; le divorce est dans la nature, mais c'est un remède plutôt qu'un besoin, il ne pourra être prononcé que dans ces trois cas : sévices ou injures graves, condamnations infamantes, adultères etc...

Le mariage étant une association chacun des deux époux doit partager tous les travaux. Tout mari qui refusera de remplir sa part de soins domestiques sera condamné par un tribunal ad hoc à prendre au lieu de son service personnel dans la garde nationale le service de sa femme dans la garde civique..... ».

Cette constitution a pu paraître burlesque sur bien des points, et elle le demeure certes réellement. Mais on ne peut nier que si elle tend à la masculinisation du sexe faible, elle renferme aussi certaines vérités profondes et quelques idées fort justes qui méritent le respect, n'étant d'ailleurs pas éloignées de certaines théories féministes actuelles.

D'autre part on voit des exaltées et notamment Eugénie Niboyet, Jeanne Deroin offrir à George Sand une candidature à la constituante et celle-ci refuser croyant à une plaisanterie; on voit Olinde Rodriguès réclamer « le vote pour toutes ».

Enfin il faut dire un mot des tentatives de Jeanne Deroin dont le résultat donne un aperçu significatif de la mentalité de l'époque.

Conçu dans le même esprit que ceux de la Convention, le 28 Juillet 1848, un décret interdit aux femmes d'assister aux réunions de clubs. Des militantes passent outre. Les journées de Juin et la Constitution nouvelle

ont condamné toutes les tentatives généreuses d'affranchissement; Jeanne Deroin brave l'opinion publique et tente d'user de l'action directe.

Jeanne Deroin ancienne institutrice, directrice du journal, l'Opinion des femmes, intelligente et d'une volonté intrépide, elle sait l'échec d'une telle tentative.

Mais alors que les espoirs socialistes et féministes s'évanouissent, elle veut créer un mouvement d'attention sur l'idée qui demeure : elle entend donc se porter candidate aux élections de la future assemblée législative : elle s'adresse aux électeurs de la Seine et sous la couleur démocratique socialiste demande à n'être point écartée à raison de son sexe de la liste électorale.

Le 10 Avril 1849 elle pose sa candidature à l'assemblée. Le Comité démocratique socialiste du 9^e arrondissement autorise son inscription de candidature. Non contente de ce résultat, elle entend exposer son programme. Mais elle se heurte aux sarcasmes et aux huées de l'assemblée électorale; courageuse et tenace elle persiste; quand viennent les élections elle obtient environ 15 voix.

Cette initiative valut à Jeanne Deroin quelque temps de célébrité. Mais point d'autres conséquences que la satire et le sarcasme.

Signalons cependant qu'à l'Assemblée Législative, le 21 Novembre 1851 le député Pierre Leroux prononça un discours tendant à accorder aux femmes, l'éligibilité et l'électorat aux élections municipales. Cette initiative constitue la première proposition parlementaire sur la question.

Cependant au lendemain du 2 Décembre Jeanne

Deroïn était arrêtée comme ayant tenu des réunions illégales et condamnée à six mois de prison.

Comme le dit M. Abensour : « La résurrection des Aigles ramenait encore une fois par l'alliance du trône et de l'Autel, l'ordre moral mortel à toute tentative d'émancipation féminine ».

CHAPITRE II

Le mouvement féministe contemporain

SECTION I.

SA FORMATION ET SON EVOLUTION.

Nous venons d'assister à une nouvelle tentative d'émancipation féminine, à la faveur du mouvement révolutionnaire : il en a été et il en sera encore ainsi à l'heure trouble des révolutions, à la lueur d'espairs, nés dans l'effervescence des idées. Pauvres espoirs, vite disparus, avec les réactions du lendemain !

L'idée féministe va-t-elle toujours suivre le sort des mouvements révolutionnaires ? Sera-t-elle toujours, non seulement étouffée par eux, mais encore anéantie par les réactions successives ?

La Révolution de 1789 a finalement chassé la femme du Forum, sans attendre que Napoléon dictât le principe de son asservissement dans les Codes.

La Révolution de 1848, à peine née, s'est montrée indifférente, même hostile, à l'émancipation de la femme, dont le socialisme s'est fait, pourtant, le véhicule involontaire, sans attendre que le régime impérial fasse revivre les vieux principes.

Le mouvement féministe serait-il donc seulement l'apanage des révolutions qui, elles-mêmes, le trahissent ?

Est-il vrai, comme le prétend M. Abensour (Histoire du Féminisme, pages 263 et 264), que, « Pays traditionaliste » en dépit de ses révolutions plus qu'aucun autre, la France s'est habituée à considérer le féminisme, qu'elle ne voit surgir qu'aux heures révolutionnai-

res, comme dangereux pour la solidité de la famille et le salut de l'Etat ?

Nous ne répondrons pas maintenant à ce questionnaire qu'il est bon de poser avant d'aborder l'étude du mouvement féministe contemporain.

Disons, tout d'abord, que le Second Empire fut une époque où, hors de France, le féminisme triomphant, fit ses premiers pas à travers le monde, gagnant l'opinion publique des différents pays.

Cette évolution coïncide avec la période de transformation économique et industrielle qu'a engendrée le machinisme.

C'est bien, comme le dit le Père A. D. Sertillanges, la crise économique, née de la transformation profonde opérée dans les moyens de production, d'échange, de circulation et de consommation des biens qui est le secret du féminisme.

« Ce mouvement, qui est aujourd'hui l'une des puissances du monde, s'est montré inconscient, le plus souvent, de ses origines réelles, en tout cas, des origines de sa force. Il se croit, avant tout, philosophique ; il pense que ce qui amène à lui des adeptes nombreux et ardents, c'est le règne de « l'Idée », la montée du « Progrès », « la conscience haute, dans l'abstrait, de la dignité et du rôle de la femme ». Et bien, non : Son extraction est plus humble, c'est la question du pain qui fait le triomphe du féminisme. Tout le reste en ressort ou s'y greffe. Les greffes, d'ailleurs, peuvent valoir indépendamment du tronc : elles peuvent valoir plus que le tronc ; elles ont, chacune à part, sa teneur et son allure propres : mais c'est le tronc qui les porte, c'est lui qui les nourrit » (Féminisme et Christianisme, A. D. Sertillanges, p. 7, 8, 14 et 15).

On peut difficilement contester la valeur et toute la force de cette opinion si brillamment exposée. Mais il faut, certes, tenir compte de cette réserve de l'auteur qui déclare « je ne réduis pas la question féministe à n'être, en soi qu'une revendication matérielle, à n'être même qu'un déploiement des conséquences, quelques lointaines qu'elles soient issues de ce thème fondamental. Il y a autre chose, et des questions plus générales, valables pour tous les temps, des intérêts humains et divins supérieurs à la crise présente se trouvent liés à ce qui en sortira ».

C'est bien au point de vue économique que sous le Second Empire, le problème féministe a repris naissance et s'est alors posé devant l'opinion.

Tandis qu'à la Cour Impériale les femmes donnent libre cours à la passion de la politique et à leur goût des intrigues, dans le pays tout le monde est d'accord pour « excommunier par avance la femme qui voudrait s'affranchir ».

Proudhon continue à discuter sur l'infériorité et la faiblesse féminines.

On sait les fameuses apostrophes insérées par lui dans son livre « la Justice ». Alors que les différentes écoles socialistes avaient affirmé le principe de l'égalité de l'homme et de la femme, Proudhon s'élève contre lui : pour Proudhon, la femme est inférieure physiquement, intellectuellement, moralement, à l'homme.

Infériorité physique : La femme est un être passif, réceptacle pour les germes que l'homme, seul, produit, un lieu d'incubation comme la terre pour le grain de blé. On peut dire que la force physique de l'homme est à celle de la femme comme trois à deux.

Infériorité intellectuelle : Elle porte sur la durée, l'intensité et la qualité de l'action intellectuelle. La femme a l'esprit faux irrémédiablement faux. Au point de vue de l'intelligence, la femme a des perceptions de la mémoire, de l'imagination; elle est capable d'attention, de réflexion, de jugement. Que lui manque t-il ? De produire des germes, c'est-à-dire des idées, ce que les Latins appelaient « génius » : la faculté génératrice de l'esprit.

Infériorité morale : La moralité de la femme est d'une autre nature; ce qu'elle conçoit comme bien et mal n'est pas identiquement le même que ce que l'homme conçoit lui-même comme bien et mal, en sorte que relativement à nous, la femme peut être qualifiée « un être immoral ».

Et Proudhon conclut : la femme est à l'homme comme huit à vingt sept.

Pour la beauté il renverse la proportion et la fixe de vingt sept à huit.

Cependant il termine ainsi : « la femme est l'auxiliaire de l'homme puisqu'elle est pour lui un principe de force, de prudence, de justice, de patience, de consolation, de sainteté ».

La femme est « le trésor de sa sagesse, le sceau de son génie, la fortune de sa conscience, le principe de sa félicité, l'étoile de sa vie ».

Ce livre de Proudhon eut un retentissement considérable. On vit renaître des controverses sur le rôle de la femme comme au temps de Saint-Simon. Jeanne Deroin dans « l'opinion des femmes » qu'elle avait fondé en 1849 après « la Politique des femmes, s'était attaquée violemment aux aphorismes de Proudhon.

Cependant Proudhon se réfugie en Belgique, le gouvernement Impérial l'ayant condamné à trois ans de prison pour ses doctrines politiques. Malgré tout, la controverse persiste avec J. Deroin, libérée, qui, devenue féministe outrancière, a fondé « l'Almanach des femmes » en 1852; et Proudhon réfute les arguments de ses adversaires en une œuvre posthume intitulée « la Pornocratie de la femme dans les Temps Modernes ».

Cependant l'emploi de la main-d'œuvre féminine dans l'industrie croît de plus en plus; la situation alors si misérable de l'ouvrière fait, vers 1860, l'objet de nombreuses études, et Jules Simon et Michelet lui consacrent des pages qui émeuvent l'opinion.

En 1861 l'introduction des femmes dans les ateliers d'imprimerie dont elle étaient restées à l'écart jusqu'à là, l'opposition qu'y firent même par la grève les typographes parisiens, provoquèrent une longue polémique de presse sur les droits de la femme à exercer les métiers auxquels elles montrent de l'aptitude, et, lorsqu'en 1868 s'ouvrirent les premières réunions publiques, c'est la question « du travail des femmes » qui fut mise à l'ordre du jour. C'est donc bien le problème particulier de la législation sociale qui va créer l'ambiance.

Jusque là, quelques voix isolées étaient demeurées sans écho : celle de Jeanne Deroin, dont nous avons parlé ci-dessus. Juliette Lambert avait écrit « Les idées Anti-proudhoniennes »; Jenny d'Héricourt, « la femme affranchie »; Andrée Léo de multiples romans féministes, enfin Olympe Audouard, conférencière, femme de lettres, directrice de revue littéraire, avait prêché l'émancipation. Mais on lui interdit de faire de sa revue un journal politique, prétendant qu'une femme n'est pas citoyen-

ne; elle adressa alors une pétition au Corps Législatif, tendant à donner aux femmes la plénitude des droits civils et politiques.

Ces écrits, ces paroles, tombèrent dans le vide et M. Abensour a pu dire « que sous le second Empire, le féminisme est resté, comme au 18^e siècle, a peu près uniquement littéraire ».

Mais en 1868, comme nous venons de le voir, l'Empire autorise les réunions publiques, et le sort des travailleuses suscite des controverses qui se lient, d'ailleurs, à des discussions sur les possibilités de meilleure organisation de l'instruction féminine trop longtemps négligée.

Monsieur Albert Thomas (Le second Empire, p. 71), résume ainsi la situation de l'enseignement primaire féminin avant 1867 :

« Des milliers de communes sans écoles de filles... 5.000 institutrices recevant moins de 400 francs par an, il y en avait dont le traitement était de 65 francs; pas une n'avait le droit à la retraite ». Toutefois, la loi du 10 Avril 1867 avait décidé, en principe, la création d'une école de filles dans toute commune de plus de 500 habitants et on assurait un minimum de traitement pour les institutrices.

Une initiative « audacieuse » est prise sous l'instigation de Duruy : des cours d'enseignement secondaire de jeunes filles sont organisés dans les lycées, en province, à la Sorbonne, pour Paris.

L'atmosphère est créée, l'opinion publique s'est émue. Il faut le répéter, c'est avant tout sous l'influence profonde de circonstances économiques ayant des

répercussions douloureuses dans le domaine social que le « problème féminin » se pose alors véritablement pour la première fois.

Au début de 1869, l'action « féministe » commence véritablement à s'organiser en France.

Elle est inaugurée par des conférences de Marie De-raismes, à la salle des Capucines. Cette dernière entreprend avec beaucoup de talent et d'autorité d'exposer la question de la femme sous ses divers aspects, et elle réfute en même temps les objections formulées contre son affranchissement.

En 1869, apparaissent des journaux féministes, d'abord en Mars, « le Journal des femmes » qui ne parut pas longtemps, puis le « Droit des femmes » fondé par Léon Richer, dont le premier numéro date du 10 Avril 1869, organe de défense des idées féministes et de propagande. Mais Léon Richer veut éviter les questions politiques ou religieuses susceptibles de diviser les partisans de la cause des femmes; éviter aussi les revendications qui, justes en soi, peuvent heurter une opinion peu préparée. C'est pourquoi, sans renier le principe de l'égalité politique des sexes, Léon Richer considère que le moment n'est pas venu de la revendiquer effectivement. (Voir article de Jules Tixerant dans « cinquante ans de féminisme » p. 57, 58, 59 et 60).

Au contraire, Léon Richer réclame avec insistance l'égalité des droits civils.

A un banquet féministe, tenu le 11 Juillet 1869, il déclare que c'est le commencement de « l'agitation légale ».

Mais les féministes ne trouvaient pas l'appui escompté auprès du parti démocratique, soit dans la presse, soit dans les milieux politiques. Le manifeste des députés de la gauche au Corps Législatif de Novembre 1869 ne parle pas de la question de l'amélioration du sort de la femme. Il faut signaler, toutefois, qu'au Sénat Impérial, dans la séance du 27 Mai 1870, à l'occasion d'une pétition tendant à accorder une voix supplémentaire aux électeurs mariés, un sénateur se déclare partisan du vote des femmes. Cette déclaration isolée fut accueillie, d'après le compte-rendu officiel, par des « sourires approbateurs ».

Mais les féministes ne désespèrent pas et continuent leur action : le 16 Avril 1870, quelques personnes, hommes et femmes, répondant à l'appel de Léon Richer, se réunissent et rédigent les statuts d'une société qui prend pour titre « Association pour le Droit des Femmes ». Cette société a pour but « d'organiser l'agitation légale et de faire une propagande active pour préparer les esprits, tant masculins que féminins, à comprendre la légitimité d'une revendication progressive des droits inhérents à toute personne humaine, dont nos lois et nos mœurs ont déshérité les femmes ».

Le préambule, précédant les statuts de la nouvelle société, disait, en outre : « l'Association est basée sur les considérations suivantes : la femme en tant que personne humaine, doit être libre et autonome. Elle doit être libre, puisqu'elle est responsable ; elle doit être autonome, puisqu'on lui reconnaît une conscience et une raison. Point de responsabilité sans liberté. Point de dignité sans autonomie. La femme doit être considérée, sinon comme identique à l'homme, du moins comme son équivalent dans l'humanité : C'est l'égalité dans la

dissemblance. L'homme et la femme n'appartiennent-ils pas à la même famille, au même monde ? Les fonctions des deux sexes dans le milieu social et dans la famille peuvent être parfois distinctes, suivant les aptitudes, ou les vocations de chacun, mais on ne saurait les prétendre supérieures les unes aux autres. Celles qui incombent spécialement à la femme sont aussi utiles, aussi nobles, aussi élevées que celles que remplit ordinairement l'homme. C'est l'égalité dans la diversité. Les devoirs moraux doivent être les mêmes pour l'homme et pour la femme. Il n'y a point deux morales : une morale féminine et une morale masculine. Le préjugé seul a pu créer de semblables distinctions. Sous ce rapport encore, l'homme et la femme sont égaux : c'est l'égalité dans la moralité. Il y a donc lieu de proclamer hautement l'égalité des deux sexes devant la loi et devant la morale ».

Parmi les premières signatures des personnes adhérentes à cette association, figurent celles de Léon Richer et Maria Deraismes.

Nous avons voulu exposer tout au long ce préambule, car il résume en un saisissant raccourci, la thèse féministe.

Disons également que cette société, qui est la première créée pour un tel but, avant l'exposé de ses statuts, attire également l'attention sur le fait qu'en Amérique, en Angleterre, en Suisse, en Italie, en Hollande, — mais surtout en Angleterre et en Amérique — les esprits les plus éminents se prononçaient en faveur des droits de la femme et des associations puissantes se formaient de tous côtés pour appuyer ce mouvement, alors que la France était restée jusqu'ici indifférente et muette.

Cette association avait donc pour but de pallier à cette situation et de créer un mouvement d'opinion, mais elle n'eut pas le loisir d'exercer une véritable action, car la guerre éclatait bientôt.

Cependant, la tourmente de 1870 ne lui porta pas un coup mortel, elle parvint à se reconstituer, et se remit à travailler à son œuvre de propagande, aidée de son journal « Le Droit des Femmes ».

Mais, à ses débuts, la Troisième République se montra moins libérale que l'Empire. Afin de ne pas s'aliéner le Gouvernement, le « Droit des Femmes » devint momentanément, en Septembre 1871, « l'Avenir des Femmes », et l'Association pour le Droit des Femmes, décidait, le 5 Juillet 1874, de s'appeler désormais : Société pour l'Amélioration du sort des Femmes. Elle était même mise, peu après, dans l'obligation de se dissoudre. Cependant, par Arrêté Ministériel du 3 Août 1878, l'association était autorisée.

A la fin de 1878, Léon Richer quittait la présidence de cette société, par suite de désaccord avec Maria De-raismes, et il reconstituait, en Novembre 1882, avec ses anciens statuts, « La Ligue Française pour le droit des Femmes », dont, en 1883, Victor Hugo recevait la présidence d'honneur.

Cependant, on ne semble toujours pas s'occuper ouvertement du droit de vote. Profitant de l'exposition de 1878, Léon Richer organise à Paris, cette année-là, le premier de tous les congrès féministes internationaux. Il y a là un vibrant paradoxe : la France, premier asile des féministes, alors qu'elle est aujourd'hui un des derniers pays à se refuser à suivre leurs doctrines !

Maria Deraismes fut présidente de ce congrès et Léon Richer, commissaire général. Mais là encore, à ce congrès, la question du suffrage ne fut pas étudiée. La raison en est, peut-être, qu'on ne voulait pas effaroucher les féministes qui, à cette époque, ne souhaitaient pas les droits politiques, et ils étaient nombreux. Il faut dire que les congressistes représentaient des milieux bourgeois, n'ayant en vue que l'amélioration de la condition civile de la femme.

Cependant, il faut à ce sujet signaler l'initiative de Hubertine Auclert. Madame Auclert voulait l'adoption du programme intégral du féminisme. En 1876, elle avait fondé une société ayant pour objet la conquête du suffrage, intitulé « le Droit des Femmes », qui devint, en 1883, « le Suffrage des Femmes ».

Alors, que Maria Deraismes et Léon Richer, et tant d'autres, subordonnaient la conquête de l'égalité politique à celle de l'égalité civile et sociale, elle envisageait l'obtention de la capacité politique comme un moyen d'obtenir la capacité civile.

Nous venons de voir que ces idées étaient généralement combattues à l'époque. Aujourd'hui, nous savons que le droit de vote est devenu la revendication première des milieux féministes, celle d'où devront découler toutes les autres ; d'ailleurs, il nous suffit d'ouvrir le programme de la ligue pour le Droit des Femmes de 1929, pour y lire : première réforme demandée : ratification par le Sénat de la loi votée par la Chambre, accordant aux femmes les droits politiques ».

Après le congrès de 1878, Madame Hubertine Auclert fit paraître une brochure « le Droit Politique des Femmes », portant en sous-titre « Question qui n'est pas traitée au Congrès International des Femmes ».

On peut dire que Hubertine Auclert a pris l'initiative du mouvement suffragiste et pris la tête de « l'Agitation en faveur du vote ».

Convertie au féminisme par Léon Richer, H. Auclert allait se révéler la première de nos « suffragettes », ardentes et militantes.

En 1881, elle fonde un journal « la Citoyenne », qui parut jusqu'en 1891; mais Hubertine Auclert ne se contente pas d'écrire pour répandre les idées en faveur du vote; elle agit afin d'attirer l'attention du public qui semble ignorer la question du suffrage, laissée dans l'ombre.

En 1880, elle refuse de payer ses impôts : « puisque je n'ai pas de droits, je ne dois pas avoir de charges », écrit-elle au préfet, et des militantes suivent son exemple.

Le préfet leur fait répondre que « tout habitant français ou étranger, non réputé indigent, est imposable ». H. Auclert répond « Si Français ne signifie pas Française devant le droit, Français ne signifie pas Française devant l'impôt ».

Et l'affaire vient devant le conseil d'Etat, où, bien entendu, H. Auclert est condamnée (Arrêt du 31 Mars 1881).

La presse, et des écrivains notoires, comme Alexandre Dumas, s'emparent de l'incident pour tourner le féminisme en dérision.

Cependant, Hubertine Auclert a été déléguée au Congrès Socialiste de Marseille, en 1879. A ce congrès, elle a réussi à faire émettre un vœu en faveur de l'affranchissement des femmes et, depuis cette date, le parti socialiste a inclus, dans sa doctrine, le principe de l'égalité sociale et politique de la femme.

En 1885, Hubertine Auclert réclame son inscription sur les listes électorales du neuvième arrondissement, avec une demoiselle Barberousse ; la demande est portée jusqu'en Cassation et rejetée (arrêt du 16 Mars 1885, Dalloz, 1885, p. 105).

Mais ce n'étaient là que des manifestations isolées, car les suffragistes, auxquels il fallait un grand courage pour oser braver l'opinion, n'étaient encore qu'en petit nombre. Hubertine Auclert continua, cependant, infatigablement, son travail de propagande et son action.

Privée de son journal « La Citoyenne », elle expose ses idées, chaque semaine, dans « Le Radical », de 1896 à 1909, et, en 1914, lorsqu'elle mourut, s'il pouvait sembler encore original de s'intituler suffragiste, des temps moins pénibles s'annonçaient.

Hubertine Auclert a été et demeurera, par sa conviction profonde, sa foi, son ardeur et son énergie infatigables, mises au service de la cause du vote des femmes, une grande et belle figure féminine.

Cependant, le mouvement plus généralement féministe s'organise de plus en plus. Un nouveau congrès a lieu en 1889, année anniversaire du centenaire de la proclamation des Droits. Pour la réussite de ce congrès, la « Ligue du Droit des Femmes » (Léon Richer) et la Société pour l'Amélioration du sort de la Femme (Maria Deraismes), unissent leurs efforts, jusqu'alors divisés par les dissentiments de leurs chefs.

Cependant, Maria Deraismes demeura absente du congrès de 1889 (elle était déjà souffrante et devait mourir quelques années plus tard). La présidence d'honneur

du congrès fut donnée à Léon Richer et à Clémence Royer : un apôtre du féminisme et une savante sympathisante au mouvement. D'autres puissantes personnalités françaises et étrangères prennent part à ce congrès, notamment, Madame Vincent, fondatrice de « l'Egalité » et qui devait devenir, avant la guerre, présidente de l'Union Française pour le suffrage des femmes.

En 1892, un nouveau congrès, présidé par Madame Eugène Ponomié Pierre, secrétaire de « La Solidarité des Femmes », se réunit. Il prend le nom de « Congrès Féministe ». A noter que c'est la première fois que le mot « féministe » est ouvertement employé. L'activité s'accroît encore ; un nouveau congrès, sous la même présidence, est organisé en 1896.

Mais il faut rappeler que les questions traitées par ces congrès sont toujours les mêmes : extension de la capacité civile de la femme, amélioration de sa situation sociale. La question du droit de suffrage demeure toujours écartée. Cependant, tous ces efforts ne sont pas vains. La loi du 19 Juillet 1889 a permis aux femmes d'être inspectrices de l'enseignement primaire ; celle du 2 Novembre 1892, d'être inspectrices du travail. La loi du 6 Février 1895 rend à la femme, séparée de corps, sa capacité juridique. La loi du 7 Décembre 1897, admet les femmes à être témoins dans les actes de l'Etat-Civil et les actes notariés. La loi du 25 Janvier 1898, donne aux femmes commerçantes, le droit de nommer les juges des Tribunaux de Commerce et la lutte pour l'affranchissement continue. Un espoir est né : le parlement a commencé à prêter l'oreille aux revendications des femmes. Mais que devient la question du vote ?

En Décembre 1897, Madame Marguerite Durand fonde le premier véritable journal quotidien féministe

« La Fronde ». Il est dirigé, rédigé et composé exclusivement par des femmes, et entreprend des campagnes sur toutes les questions féministes. Il a comme collaboratrices : Mesdames Clémence Royer, Séverine, Daniel-Lesueur, Marcelle Tynayre, Avril de Sainte-Croix, Maria Verone, etc...

Cependant, à son origine, « La Fronde » n'insiste pas, ou peu, sur la question du suffrage ; elle en réclame le principe sans en poursuivre, dans ses campagnes, la réalisation. Elle s'attache plutôt à la poursuite de la réalisation du programme féministe sur le terrain juridique et social. D'ailleurs, la ligue pour le droit des femmes, se sentant soutenu, entre bientôt, résolument en lutte, et commence à travailler conjointement pour l'acquisition des droits civils et des droits politiques. En tous cas, la création de ce quotidien a un résultat important : les efforts des milieux féministes sont coordonnés : ils peuvent tenter d'agir avec plus d'assurance.

L'année 1900 est une année importante : c'est celle de l'exposition et du congrès. La Ligue pour le Droit des Femmes, pour la quatrième fois depuis 1870, décide d'organiser un congrès international : ce fut le premier congrès officiellement reconnu : il obtint une subvention de 5.000 francs du Conseil Municipal de la ville de Paris et siégea au Palais des Congrès.

Présidé par Maria Pognon, présidente de la Ligue, il comprenait parmi les membres de la commission d'organisation : Mesdames Clémence Royer, MM. André Weiss et Henry Berthélémy, professeurs à la Faculté de Droit, Ferdinand Buisson, René Viviani, députés, etc... Ces assises internationales eurent, il faut le dire, un grand succès et un certain retentissement. Diverses réformes en furent la conséquence : cette année 1900 ne

voit-elle pas autoriser les femmes licenciées en droit à s'inscrire au barreau (loi du 1^{er} Décembre 1900). D'autre part, le 29 Décembre 1900, intervient une loi, dite des sièges : c'est une loi qui oblige les patrons à mettre des sièges à la disposition des femmes employées à la vente et à la manutention des marchandises. Le rythme de ces réformes, de ces progrès sociaux, va, d'ailleurs, s'accélérer de plus en plus au cours des années qui vont suivre. Mais il faut noter que la question des droits politiques des femmes fut nettement posée au congrès de 1900 par M. René Viviani ; celui-ci fit émettre un vœu et voter le texte d'une pétition à la Chambre des Députés. C'est cette pétition qui eut pour résultat, en 1901, le dépôt de la première proposition de loi à la Chambre en faveur du vote.

Les milieux parlementaires étaient saisis. Certains députés allaient se dévouer à la cause suffragiste et tenter de la faire triompher.

Depuis cette date, 1900, la campagne suffragiste, qui commence ainsi, va se poursuivre sans arrêt avec une vigueur sans cesse croissante.

Quelques semaines avant ce congrès, s'en était tenu également un autre à l'exposition : le Congrès des Œuvres et Institutions Féministes qui, lui aussi avait pleinement réussi.

On désirait créer un organisme afin d'assurer cette poursuite de l'œuvre des deux congrès. La présidente du Conseil International des Femmes, fondé en 1888, à Washington, était venue à Paris, pour tenter de créer un Conseil National des Femmes Françaises, qui serait affilié au Conseil International. Le travail d'organisation de ce conseil fut confié, pour les œuvres d'institution féministes à Mesdames Sarah Monod, Jules Siegfried, Avril de Sainte-Croix ; pour le droit des femmes, à Mesdames Maria Pognon, Marie Bonneval et Wiggishoff.

Madame Sarah Monod fut élue présidente de cette nouvelle association, qui n'est autre qu'une fédération de groupements féminins et féministes.

A noter que la Ligue Française pour le droit des femmes était une des 35 sociétés fondatrices du Conseil National. Après Madame Monod, succéda à sa présidence, Madame Jules Siegfried, puis, actuellement, Madame Avril de Sainte-Croix.

Signalons rapidement qu'en 1901, également, se fondait, sur l'initiative de Madame Marbel, « l'Union Fraternelle des Femmes ». Son but était de favoriser l'évolution féministe dans tous les domaines.

Cette société est actuellement présidée par Madame Raspail, qui fut longtemps secrétaire générale. Grâce à cette dernière, l'action législative et sociale de cette association a été hautement bienfaisante ; elle a abouti, notamment, au droit pour les femmes d'être tutrices, qui était une de ses préoccupations particulières, etc...

On peut dire qu'au début du 20^e siècle, le mouvement féministe a pris une certaine ampleur : il est, d'ailleurs, dirigé par des femmes éminentes, et pleines d'expérience.

On commence, dans certains milieux, à comprendre maintenant que le droit de suffrage doit constituer la première revendication qu'il faut tenter de faire aboutir sans retard ; elle entraînera toutes les autres. Du moins, en général, on reconnaît que c'est une revendication aussi urgente que les autres.

« La Fronde » avait disparu en 1903, mais, bientôt, était créé un nouveau journal féministe « La Française », qui devint l'organe officieux de toutes les manifestations féministes. « La Française » devait d'ailleurs, bientôt devenir l'organe officiel du Conseil National des Femmes.

Les associations féministes bénéficiaient alors de l'asile offert par le Cercle de la Française, puis de l'hospitalité des colonnes du journal. C'est bien là que le mouvement suffragiste a véritablement pris le départ sur l'initiative de Madame Jeanne Schmahl, présidente de l'Avant-Courrière (1908).

Il faut dire que l'Avant-Courrière avait été une association féministe ayant simplement pour but la réalisation de la libre disposition par la femme de son salaire. La loi du 13 Juillet 1907 lui donnait satisfaction. Elle fut donc dissoute.

Madame Schmahl tourna ailleurs son activité. Nous sommes à l'époque où le mouvement suffragiste anglais bat son plein et soulève des échos dans la presse des différents pays. A la Chambre, Monsieur Ferdinand Buisson accomplit un travail considérable qui doit familiariser les milieux parlementaires avec le problème du vote féminin. Le droit de suffrage est sinon à l'ordre du jour en France, du moins d'actualité.

En 1902, une fédération internationale avait été créée, à Washington, en vue de coordonner les efforts tentés dans les différents pays du monde pour l'obtention du suffrage féminin. C'est l'alliance internationale pour le suffrage des femmes.

Madame Schmahl s'efforce de créer une branche française de cette alliance. Elle sait vaincre les difficultés, même certaines hostilités de milieux féministes et elle ouvre une rubrique dans « La Française », intitulée « Propos d'une suffragiste », et, enfin, en 1909, elle réussit à constituer « l'Union Française pour le suffrage des Femmes », dont elle devient présidente, assistée de la duchesse d'Uzès. A la première réunion de l'Union Française, trois cents femmes lui donnent leur adhésion.

Les grandes associations, les grands groupements féministes, et, aussi, plus spécialement, suffragistes, étaient formés. Ils allaient prendre leur essor. Et bientôt se succèdent en France les manifestations suffragistes qui, contrairement à ce qui se passait en Angleterre, excluent, d'ailleurs, toute violence.

En 1908, Mademoiselle Laloé s'était présentée pour les élections municipales, dans le quatrième arrondissement de Paris, et avait obtenu 900 voix. En 1910, plusieurs femmes se présentent à Paris pour les élections législatives, parmi elles, Mesdames Hubertine Auclert, Marguerite Durand. Elles se bornent, en général, à demander un préau d'école pour leurs réunions. Mais, Madame Marguerite Durand va plus loin : s'agissant d'élections législatives, elle fait à la Préfecture une déclaration de candidature. Le préfet refuse d'accepter cette déclaration, motivant ce refus par le fait que Madame Durand n'avait pas la qualité de « citoyen ». Cette décision fut déférée en Conseil d'Etat par la voix du recours pour excès de pouvoir. Le résultat fut, naturellement, négatif.

En 1910, est également organisé, sur l'initiative de la Ligue Française pour le droit des femmes, le premier grand meeting suffragiste, dans la grande salle des Sociétés Savantes. Réuni sous la présidence de Mademoiselle Bonneval, il eut le plus grand succès. Pour la première fois, on entendait des orateurs des deux sexes, préconiser le vote ; parmi eux, Mesdames Hubertine Auclert, Maria Veronc, secrétaire générale de la Ligue, Mademoiselle Roussel, Messieurs d'Estournelles, de Constant, sénateur; Ferdinand Buisson, Beauquier et Louis Marin, députés.

Depuis, les meetings se sont répétés de plus en plus fréquemment, soit au Trocadéro, à la Sorbonne, dans les salons et ailleurs, devant des auditeurs populaires ou aristocratiques.

En province, dans les villes et chefs-lieux de canton, des conférences sont organisées.

A Paris, notamment, des grandes manifestations sont organisées, après entente entre les grandes associations : l'Union Française pour le suffrage des Femmes, le Conseil National des Femmes Françaises, et la Ligue.

Ainsi, conférences publiques, articles de presse, gestes symboliques pour attirer l'attention de l'opinion publique, rien n'est négligé par les militantes.

La littérature, le théâtre, s'en sont, d'ailleurs, mêlés, et pendant l'année 1909-1910, Monsieur Jacques Flach, professeur au Collège de France, consacre son cours à l'étude de l'émancipation politique de la femme de France.

Mais les années passent, et ces efforts, ainsi que ceux (qui en sont pour partie la conséquence) de certains membres du parlement demeurent vains : les chambres résistent.

Il faut signaler au moment des élections de 1914 l'initiative du « Journal » qui organise un scrutin suffragiste dans tout le pays. Il fut recueilli 505.972 bulletins pour toute la France.

Mais la guerre éclate, d'autres préoccupations viennent absorber l'activité de tous et de toutes, et l'on sait le rôle magnifique des femmes pendant la guerre.

Mais, dès avant la fin des hostilités, on recommence à parler de réforme électorale. Sitôt la guerre terminée, l'activité parlementaire se révèle nettement en faveur du suffrage féminin : l'accorder aux femmes est considéré alors comme une juste récompense à leur mérite et à leur noble conduite durant les années douloureuses.

Une proposition de loi sur l'égalité politique des sexes est adoptée par la chambre. Mais la réforme se heurte aux résistances de la Haute Assemblée, et la campagne suffragiste prend un nouvel essor pour tenter de vaincre les difficultés dernières qui semblent ne devoir que retarder simplement la victoire. Les tentatives multiples de parlementaires de plus en plus nombreux en faveur de la cause suffragiste demeurent sans résultat; le Sénat ne se décide point à aborder la discussion des propositions de loi qui ont été déposées à de multiples reprises en faveur du vote : la propagande suffragiste s'intensifie. Que les femmes françaises montrent leur ferme volonté de voter, pense-t-on. Qu'elles s'unissent, qu'elles se groupent, et ce que les féministes appellent « le bon droit » triomphera sûrement. Mais quand ? C'est la question que l'on est réduit à se poser encore aujourd'hui.

SECTION II

L'ETAT ACTUEL DU MOUVEMENT

Arrivés au terme de cette étude historique, dans laquelle nous nous sommes efforcés de ne pas nous laisser submerger par les détails qui abondent, et sont sans importance pour l'objet que nous nous sommes proposé, il importe, à notre sens, de faire connaître les rouages des principales associations féministes qui mènent

actuellement le mouvement, d'attirer l'attention sur les personnalités éminentes qui les dirigent, de tenter de concrétiser par des chiffres l'importance du mouvement que respectivement elles englobent, et de signaler les manifestations qu'elles ont pu organiser récemment en vue du vote. Là encore, nous nous abstiendrons de parler des multiples associations qui, surtout pendant ces dernières années, se sont fondées. Elles ont toutes leur rôle respectif, dans un domaine évidemment restreint, éclipsées par celles que nous allons étudier tout particulièrement.

Nous voulons rappeler ici tout d'abord à raison de son ancienneté l'importance de la Ligue Française pour le Droit des femmes, fondée en 1882, par Léon Richer, éminent apôtre du féminisme et dont l'origine est, d'ailleurs, plus ancienne, puisqu'elle remonte à l'association pour le Droit des femmes constituée en 1870. Nous avons vu son objet. Mais ce qu'il faut dire, c'est que depuis que Madame Maria Vérone, qui fut longtemps (1904-1918) secrétaire générale de la Ligue en est devenue présidente celle-ci a reçu une nouvelle et vigoureuse impulsion (1918).

Madame Maria Vérone a transformé l'ancien bulletin de la Ligue en une revue mensuelle fortement documentée sur toutes les questions qui intéressent l'amélioration du sort de la femme et particulièrement, naturellement sur les questions suffragistes.

Madame Maria Vérone a pris l'initiative d'un mouvement qu'elle appelle « l'Action directe », imitation des manifestations des suffragettes anglaises ; manifestations dans la rue devant le Sénat, cortèges, déploiement de signes extérieurs exprimant l'objet de leur revendication : refus de payer les impôts et d'obéir à des

lois que les femmes ne votent pas. Madame Maria Vérone s'explique : « Les associations féministes ont été d'accord pour déclarer qu'elles ne reculeraient devant aucun moyen pour conquérir le vote féminin ; il est évident que lorsque le gouvernement est muet, le parlement sourd et aveugle, il faut bien se résoudre à employer l'action directe pour se faire voir et entendre. Jusqu'où cela mènera-t-il ? Nous n'en savons rien, mais, ce qui est certain, c'est que nous sommes décidées à mener la lutte à outrance. En avant, pour l'Égalité, le Droit et la Justice ». (Le Droit des Femmes, Juillet-Août 1928). Toutes ces manifestations sont, il faut bien le dire, demeurées à ce jour de peu d'importance, et il semble que cette « action directe » ne rencontre pas une approbation très enthousiaste, et est même très contestée, de la part des autres milieux féministes dirigeants. Néanmoins, cette attitude mérite d'être notée. Elle caractérise nettement l'impulsion donnée par la Ligue et son éminente et énergique présidente à la suite de l'hostilité persistante de la Haute Assemblée au vote des Femmes.

Nous arrivons maintenant aux organisations qui sont à la tête du mouvement féministe. Nous voulons parler du conseil National des femmes françaises et de l'Union Française pour le suffrage des femmes.

Le Conseil National des Femmes Françaises : Nous avons vu qu'il est affilié à cette vaste organisation internationale que constitue le Conseil International des femmes, immense fédération de sociétés féministes, fondée à Washington le 31 Mai 1888. Il est bon de rappeler la déclaration dont le conseil international avait fait précéder ses statuts :

« Nous, femmes de toutes les nations, croyant sincèrement que le bonheur de l'humanité sera réalisé par

une plus grande unité de pensées, de sentiments et de vues, et que l'action régulièrement organisée des femmes sera le moyen le plus favorable d'assurer la prospérité de la famille et de l'état, nous déclarons nous unir en une fédération de travailleuses ayant pour but de faire pénétrer dans la Société les mœurs et les lois, les principes de la « Règle d'or » qui dit « faites à autrui ce que vous voudriez qu'on vous fit à vous-mêmes ».

Le Conseil National des femmes françaises a donc été fondé à Paris le 18 Avril 1901.

Son but, comme nous l'avons vu, est de grouper en une vaste association toutes les sociétés s'occupant du sort de la femme et de l'enfant, et faciliter leur travail en leur permettant de se mieux connaître et de s'aider mutuellement.

Encouragé par la sympathie qu'il rencontra dès sa fondation, le Conseil National s'est efforcé d'attirer à lui les sociétés féminines et féministes françaises, d'autant plus libre de proposer à ces associations d'adhérer au mouvement créé par lui, que cette adhésion n'implique aucune renonciation aux idées particulières de chacune, chaque société devant conserver son autonomie, tout en apportant à la masse son concours utile d'expériences et de bonne volonté.

L'objet de ce conseil est vaste : permettre à ses membres de conférer ensemble sur les questions relatives à leurs intérêts sociaux et matériels, à leurs droits et à leurs devoirs, dans la société et dans la famille (article 21 des statuts).

On voit que ce programme inclut le vote, il s'occupe de toutes les questions généralement féministes. En ce qui concerne, par exemple, la protection des en-

fants, l'amélioration de la condition civile et économique de la femme, la condition légale de la femme mariée, la répression contre la traite des blanches et des attentats contre la morale publique, l'affirmation d'une seule morale, la même pour les deux sexes, etc... l'expérience des dernières années a donné raison à ses efforts.

Les lois nouvelles, obtenues par l'action du Conseil National des femmes françaises, sa collaboration demandée dans la plupart des associations d'intérêt public, des adhésions nombreuses qui portent maintenant son chiffre d'adhérentes à plus de 150.000, représentant 180 sociétés alors qu'à sa fondation, en 1901, il en réunissait 35, ont prouvé la vitalité, l'efficacité et l'essor de ce groupement.

Etudions ses statuts, voyons son organisation exacte

Aux termes de l'article 5 des statuts, toutes les œuvres féminines, toutes les sociétés qui poursuivent l'amélioration du sort de la femme au point de vue éducatif, économique, social, moral, philanthropique et politique, pourront faire partie du conseil national des femmes françaises et nommeront 2 délégués de nationalité française pour les y représenter : 1 permanent et un suppléant.

Le suffrage de chaque société s'exprime par une seule voix aux Assemblées du Conseil. La déléguée permanente est titulaire de cette voix qui passe en son absence à la déléguée suppléante celle-ci a toujours voix consultative.

Aux termes de l'article 6 des statuts, les sociétés désirant faire partie du Conseil National des femmes françaises devront justifier de 2 années d'existence et de 25 membres au moins.

Pour faciliter l'entrée des éléments ouvriers dans le conseil, il a été décidé que les syndicats et coopératives mixtes pourront y être admis à condition qu'ils constituent un groupement exclusivement féminin de 25 membres au moins auquel on tiendra compte des années d'existence du syndicat et qu'un procès verbal sera fourni de la séance où la constitution de ce groupement aura été décidée. Les mêmes conditions sont exigées pour les sociétés mixtes ayant pu fournir un groupement distinct de femmes, de 25 membres au moins.

Aux termes de l'article 8, le Conseil National nomme un comité exécutif de 12 membres lequel élit un bureau; à ces 12 membres on adjoint 2 membres suppléants.

Article 9 : le bureau est composé de 1 présidente, 6 vice-présidentes, 1 secrétaire générale, 1 secrétaire générale adjointe, 2 secrétaires, 1 trésorière.

Article 10 : le bureau est nommé pour 3 ans renouvelable par tiers.

Article 14 : les réunions du Conseil National ont lieu 5 fois par an : 4 assemblées statutaires, 1 assemblée générale publique.

A signaler également qu'aux termes de l'article 12 du règlement, afin de faciliter la propagande régionale, les sociétés affiliées forment une branche du conseil par département. Les déléguées des sociétés qui composent chaque branche nomment elles-mêmes le bureau chargé d'organiser leur réunion et leurs travaux communs.

Le bureau du comité comprend actuellement comme présidente Madame Avril de Sainte-Croix qui a succédé à Madame Jules Siegfried.

Ajoutons, détail très important, que le conseil se divise en 12 sections relatives à un objet spécial, chacune présidée par un des membres du comité; énumérons les :

1. section - Assistance et Prévoyance Sociale :				
Présidente : Eugénie Weill				
2.	—	- Hygiène	—	: Dr Thuillier-Landry
3.	—	- Education	—	: Mme Evard
4.	—	- Législation	—	: Mme Maria Verone
5.	—	- Travail	—	: Mme Brunswieg
6.	—	- Suffrage	—	: Mme Fonsèque
7.	—	- Paix	—	: Mme Malaterre-Sellier
8.	—	- Unité de la morale et répression de la traite des femmes	—	: Mlle Legrand-Falco
9.	—	- Presse, lettres et arts	—	: Mme Misme
10.	—	- Emigration	—	: Mme Elie Chevalley
11.	—	- Protection de l'enfance	—	: Mme René Dubost
12.	—	- Sté des Nations	—	: Mme Dreyfus-Barney

Cette énumération donne un aperçu de l'activité considérable de cet organisme et du rôle remarquable qu'il a pu jouer déjà dans l'impulsion qu'il a donnée aux réformes auxquelles s'est décidé le parlement; son rôle actuel, son influence dans l'avenir, peuvent devenir plus considérables encore : c'est pourquoi nous nous y arrêtons si longuement.

A ce sujet, il nous faut signaler la manifestation toute récente qui est dûe à l'initiative du Conseil National des femmes françaises, ou plutôt, de sa présidente, manifestation qui ne sera peut être pas sans influence sur l'évolution possible de la discussion devant la Chambre.

Les 14, 15 et 16 Février 1929, se sont tenus à Paris ce que le Conseil National avait décidé d'intituler « les Etats Généraux du féminisme ».

De même qu'à la veille de la Révolution les Etats Généraux exprimèrent les doléances de la nation par la voix de ses délégués, les femmes, ou plutôt les féministes, qui pensent être à la veille de vaincre les suprêmes résistances des opposants (notamment au Sénat, celle qui concerne le vote) voulurent exprimer nettement, clairement, hautement la raison de leur action, leur but, leurs tendances, faire connaître leurs revendications, dont la première est l'obtention des droits civiques : telle était l'intention des organisatrices qui pensaient créer un mouvement d'opinion, ou, du moins, attirer l'attention des pouvoirs publics.

Cette manifestation eut un certain succès : les déléguées de 67 départements se trouvaient ainsi réunies à Paris aux jours indiqués, sous la présidence de Madame Avril de Sainte-Croix.

A la réunion de clôture de la dernière journée, qui était publique, prirent part quelques parlementaires, notamment MM. Marin, député ; Hervey, sénateur ; MM. Landry, Renaudel, qui, tous, déclarèrent qu'ils ne pouvaient plus rien faire d'utile tant que les femmes n'auraient pas obtenu du gouvernement qu'il prit lui-même l'initiative de déposer un projet de loi.

A la suite de cette réunion, une pétition dans ce sens fut donc déposée à la Présidence du Conseil, par le Comité des Etats Généraux.

Il n'est pas sans intérêt de noter que le gouvernement fit connaître, quelques jours après, en réponse à cette pétition, « qu'il été décidé à appuyer, dès mainte-

nant, les projets de vote et d'éligibilité des femmes aux conseils municipaux, à l'exception provisoire du droit de remplir le mandat de délégué sénatorial ».

Cette manifestation n'avait donc pas été vaine. L'avenir nous dira si elle a véritablement abouti.

L'union française pour le suffrage des femmes :
Nous avons vu dans quelles conditions s'est constituée en 1909 cette organisation qui n'est qu'une des nombreuses branches de l'Alliance Internationale pour le suffrage des femmes, fondée en 1902, à Washington et définitivement constituée en 1904 lors d'un congrès tenu à Berlin par les 9 associations suffragistes alors existantes. On peut se rendre compte de l'importance qu'a prise, depuis lors, cette fédération, si l'on constate qu'elle groupe actuellement des Associations affiliées dans 42 pays.

Le but de cette Alliance Internationale est le suivant : « obtenir l'affranchissement des femmes de toutes les nations par la reconnaissance de leurs droits politiques et par toutes les réformes susceptibles de réaliser une égalité complète entre les hommes et femmes au point de vue des lois; préparer les femmes à leur tâche de citoyennes, et accroître leur influence dans la vie publique ».

L'Union française adhéra à l'Alliance dès sa fondation. Fondée en 1909, l'Union française pour le suffrage des femmes est bien une association Nationale qui, aux termes mêmes de l'article 2 des statuts, a pour objet limité « le droit de suffrage ». Comme la dénomination de l'association l'indique, d'ailleurs, « le but de l'union française pour le suffrage des femmes est d'obtenir, pour les femmes, le droit de suffrage au même titre qu'il est ou pourra être accordé aux hommes ».

Ainsi, alors que le Conseil National des Femmes françaises, et la grande majorité des autres associations ont pour but l'amélioration, en général, du sort de la femme, et la conquête de tous les droits auxquels elle peut prétendre, soit dans l'ordre social, civil ou politique, l'Union Française pour le suffrage des femmes a un objet strictement limité : acquérir le droit de suffrage.

Par quels moyens l'Union Française pour le suffrage des femmes compte-t-elle réussir ? Par une propagande intensive menée, non seulement à Paris, mais dans tous les autres départements.

L'article 2 des dits statuts prévoit, en effet, que pour réaliser cette réforme, l'Union Française pour le suffrage des femmes s'efforcera :

1^o) De former, dans toutes les régions de France, des groupes et sections de l'Union Française pour le suffrage des femmes.

2^o) de fédérer les sociétés qui ont le suffrage des femmes à leur programme.

3^o) D'organiser une propagande, par la presse, par des publications, des conférences, des affiches, par une intervention suivie auprès des pouvoirs publics et d'une manière générale, par tout mode d'action favorable à la cause.

4^o) De préparer les femmes à remplir dignement leurs devoirs en développant leur éducation civique, sociale et morale.

Il est à noter que l'action de l'Union Française pour le suffrage des femmes est indépendante de tout parti politique et de toute opinion religieuse.

Il résulte de tout ce qui précède que l'Union Française pour le suffrage des Femmes est ainsi une véritable fédération formée par les groupes de l'Union et les sociétés affiliées.

Examinons de près les groupes de l'Union (article 5 des statuts) ; un groupe est définitivement reconnu groupe de l'Union Française pour le suffrage des Femmes, par une décision du Comité Central. Appel de la décision du Comité central peut être fait devant le Congrès annuel. Les groupes de l'Union Française pour le suffrage des Femmes ont pour mission de faire de la propagande régionale ; ils acceptent les statuts et règlements de l'Union Française pour le suffrage des Femmes et ils établissent leurs règlements intérieurs conformément aux termes de ces statuts et règlements.

Chaque groupe est composé d'au moins vingt-cinq membres (il faut dire ici que les hommes font partie de l'Union, au même titre que les femmes). Il fixe, d'accord avec le Comité Central, la circonscription territoriale dont il désire s'occuper et le nom qu'il doit prendre.

Les groupes ne peuvent adhérer qu'aux fédérations féministes régionales, n'ayant aucun caractère politique ou confessionnel déterminé, et sous réserve que leur adhésion n'implique aucune obligation contraire aux statuts de l'Union Française pour le Suffrage des Femmes.

L'autorisation préalable du Comité Central doit être requise sous réserve d'appel, en cas de refus, au congrès annuel.

Le Groupe peut, lui-même, constituer des sections. Quand une section a plus de 25 membres, elle peut s'adresser au Comité Central pour se constituer en groupe.

L'Union Française pour le suffrage des Femmes est, aux termes des statuts (article 8), ainsi administrée par un comité central exécutif nommé par le congrès annuel.

Le Comité Central (article 9) est composé de 48 membres renouvelables par tiers chaque année.

Le Comité central a des attributions d'organisation de propagande et d'administration générales. Il provoque la constitution de nouveaux groupes locaux, coordonne l'action des groupes déjà existants, administre les fonds dont il a la disposition.

Il a, seul, qualité pour intervenir auprès des pouvoirs publics centraux : Ministres, Parlement, etc... et pour organiser des manifestations générales engageant la responsabilité de l'ensemble de l'association.

Il peut nommer des délégués dans les régions où il n'existe pas encore de groupes locaux de l'Union. Il peut également retirer leurs fonctions à ces délégués.

Le Congrès National a lieu chaque année. A ce Congrès, ont le droit de vote : 1°) Les délégués des groupes de l'Union, à raison de 1 voix par 25 membres ou fraction de 25 membres ; 2°) les délégués des sociétés affiliées, à raison de 1 voix par société.

Cet exposé permet de se rendre compte du rôle considérable que peut jouer cette organisme, destiné à atteindre et à endoctriner toutes les populations de nos provinces. Tout dépend, évidemment, du succès de sa propagande, c'est-à-dire, non seulement de son activité, mais de l'écho qu'elle est susceptible d'éveiller chez ceux ou celles à qui elle s'adresse.

Il faut reconnaître qu'une campagne de conférences et de presse des plus actives et des plus méthodiques a été menée. A l'heure actuelle, il n'est presque pas de départements en France qui ne comptent un ou plusieurs groupes de l'Union Française pour le suffrage des Femmes.

Ces groupes cherchent, de leur côté, à constituer des sections dans les villes moins importantes et dans les villages.

En même temps, ils cherchent à déterminer un vaste mouvement de l'opinion publique en faveur du suffrage des femmes.

Ils cherchent à faire l'éducation de celles qui peuvent être de futures électrices. Ils leur apprennent comment elles pourront alors améliorer leur sort, comment les fléaux sociaux, dont elles, ou leurs enfants, sont les victimes, pourront être vaincus par elles, grâce au bulletin de vote ; à l'avance, ils mènent la lutte contre l'immoralité, contre le taudis, la tuberculose, la mortalité infantile ; la lutte en faveur de la Société des Nations, contre la guerre (la Française, numéro du 21 Avril 1928).

Les chiffres seront plus éloquents : fondée par 300 femmes en 1909, en 1914, l'Union comptait 9.000 membres, groupés dans 45 départements. Aujourd'hui, elle aurait, paraît-il, plus de 100.000 adhérents répartis dans 200 groupes départementaux, dans toutes les régions de France.

Nous avons vu que l'Union Française pour le suffrage des Femmes avait été fondée par Madame Schmahl, « une modérée, que les idées révolutionnaires n'effraient pas ».

En 1911, Madame Schmahl et la Duchesse d'Uzès, respectivement présidente et vice-présidente, donnèrent leur démission. Il paraîtrait, que la raison de cette retraite serait que certains membres du comité tendaient, par leur action personnelle, à donner à l'Union un caractère hostile aux idées religieuses et conservatrices, ce qui apparaissait à Madame Schmahl et à la Duchesse d'Uzès, comme contraire aux statuts, qui prévoyaient que toute question politique ou religieuse devait être absente du programme, qui est exclusif de revendications féminines.

A Madame Schmahl succéda à la présidence Madame de Schlumberger-Witt, puis Madame Brunschwieg, qui en est l'actuelle présidente, intelligente et combien dévouée ! ainsi qu'une organisatrice admirable.

Citons parmi les militantes les plus ardentes : Madame Malaterre-Sellier, présidente du groupe de Paris ; Mesdames Pichon-Landry, Rebour, la Mazière, Casewitz, Puech, Schreiber, Kraemer-Bach...



Nous en avons ainsi terminé avec l'examen des organisations fondamentales qui se trouvent à la tête du mouvement féministe.

Citons, cependant, également à titre indicatif, d'autres associations, telles que : La Société pour l'amélioration du Sort de la Femme, présidée par Madame Fonsèque. Cette association, nous l'avons vu, est une des plus anciennes : elle a été fondée par Maria Deraismes. L'Union Fraternelle des Femmes, présidée par Madame Legrand-Falco ; la Ligue d'Action Féministe, présidée par Madame Marthe Bray, etc...

Il est utile de signaler que toutes ces organisations ou associations que nous venons d'étudier ou d'indiquer semblent s'occuper uniquement de leur programme féministe et, plus spécialement, suffragiste, abstraction faite de toute idée ou opinion politique et religieuse ; en un mot, de ces deux chefs, elles semblent neutres.

Cependant, depuis la guerre, se sont constituées de nouvelles associations à tendances politiques ou religieuses.

Citons l'Union Nationale pour le Vote des Femmes, qui, présidée par Madame Le Vert-Chotard, a fait un grand travail de pénétration dans les milieux catholiques.

Cette association publie un journal mensuel de même nom, fort bien documenté.

Il existe, d'autre part, depuis 1917, un organe féministe socialiste « La Voix des Femmes », journal hebdomadaire, dirigé par Colette Raynaud.

Il faut signaler, que, dans ces derniers temps, le parti communiste a entrepris une campagne vigoureuse pour soutenir les revendications féministes et, parmi elles, le droit de vote et l'éligibilité.

Signalons, par ailleurs, que parmi les publications périodiques, figure, maintenant, un grand illustré « Minerva », qui est d'inspiration féministe.

Enfin, toute la presse s'est emparée du problème. Des articles nombreux paraissent continuellement sur la questions. Des enquêtes diverses ont été organisées pour savoir l'avis des personnalités éminentes au sujet du vote, telles que celles faites auprès des Académiciens, dont 24 se sont déclarés favorables.

Enfin, pour terminer, indiquons que l'été dernier, les colonnes du journal « Le Temps », se sont ouvertes à une controverse animée au sujet du droit de suffrage. Des opinions intéressantes ont pu être recueillies qui, dans l'ensemble, se sont révélées nettement favorables à la réforme.

Ajoutons qu'actuellement, une vaste campagne est organisée par les différents groupements féministes en vue de porter à la connaissance du pays ce grave problème pendant les élections municipales.



Ayant terminé cet aperçu que nous avons voulu donner du mouvement féministe, en insistant sur les événements essentiels et en imageant cette étude de quelques détails caractéristiques, nous croyons devoir, maintenant, résumer brièvement notre impression sur les tendances diverses et l'évolution du mouvement en ce qui concerne la partie spéciale du problème qui nous occupe : le suffrage féminin.

Le Moyen-Age, la Renaissance et les temps modernes nous ont révélé ce phénomène, curieux pour nous, d'une participation des femmes à la vie publique : participation qui a été, aux débuts, très limitée, a tendu à se généraliser vers le Haut Moyen-Age, puis à décrire peu à peu, pour, finalement, disparaître complètement au cours du XVIII^e siècle, aux premiers souffles de la Révolution.

On a dit et redit qu'il ne fallait pas exagérer l'importance de ce phénomène. On a précisé qu'il s'agissait de coutumes qui n'avaient qu'un caractère purement local. On a ajouté que ces pratiques ne concernaient pas toutes les femmes, mais plus spécialement celles ayant la qualité de chef de famille.

Quant à nous, nous croyons, à la lumière des faits que nous avons exposés, et des témoignages que les temps n'ont pas effacés, que cette conception du rôle de la femme fut loin d'être purement locale.

Certes, nous savons qu'il s'agit d'une époque où les principes de la puissance publique reposaient sur d'autres bases que sur celles de notre régime actuel. Nous nous rappelons que le droit était alors attaché à la terre,

et non à la personne, mais nous avons souvenir, également, que dans les communautés urbaines et de villages, des femmes votèrent et prirent part à l'administration locale.

Une conception s'est ainsi révélée malgré les réserves que l'on peut formuler : celle de la possibilité pour la femme de participer à l'administration de la chose publique, malgré les idées, les théories, les usages et les mœurs qui consacraient son infériorité physique, intellectuelle et sociale.

Nous avons vu, également, comment, peu à peu, sous l'influence grandissante d'un état d'esprit imprégné des postulats religieux, enracinés de plus en plus au cours des siècles dans l'intelligence humaine, aggravé par la renaissance du latinisme classique, et entériné par l'autocratisme royal, les femmes se sont vues chassées du Forum pour y revenir seulement, indirectement, par le chemin que la nature leur a toujours fait suivre et qui subsistera éternellement, selon les mouvements du cœur des hommes.

Puis, c'est l'influence de Rousseau qui guide les souffles de la Révolution triomphante, influence s'amalgamant aux précédentes qui, pour occultes qu'elles deviennent, n'en subsistent pas moins et jouent encore aujourd'hui leur rôle capital.

Le paradoxe est là : la Déclaration des Droits a, pour ainsi dire, vu consacrer l'asservissement de la femme dont l'Empire fera un dogme, que le 19^e siècle va respecter.

Des isolés, hommes et femmes, apparaissent et apparaîtront de plus en plus nombreux, qui soutiendront

le principe de l'égalité des sexes. Mais ils seront noyés dans la masse des indifférents ou des railleurs.

Chaque période révolutionnaire verra naître des suffragistes qui disparaîtront et seront oubliées, la Révolution étouffée.

Il faudra que l'expérience, marchant de pair avec l'évolution des idées (une fois n'est pas coutume), attire l'attention des hommes sur le problème féminin : l'essor économique, le bouleversement commercial et industriel, né du machinisme moderne, et les transformations sociales qui en furent la conséquence, le sort nouveau réservé à la femme qui travaille et quitte de plus en plus son logis pour l'usine, ont fait naître ce qu'on appelle : le féminisme.

La nécessité d'une évolution de la législation en rapport avec ce nouvel état de fait, joint à l'exemple tiré des réformes intervenues, et des idées professées dans d'autres pays, de beaucoup plus avancés que nous à ce sujet, l'ont fait grandir, prendre conscience de lui-même, et agir, d'abord sur l'opinion, puis, par voie de conséquence, sur le Parlement, qui doit en être l'émanation par sa définition même.

Mais, nous avons vu que ce mouvement a refusé, d'abord, puis hésité longuement, puis, finalement, seulement, accepté, on pourrait presque dire, à regret, d'inclore dans ses revendications, celle du droit de suffrage.

Il a fallu, l'expérience étrangère se généralisant ; il a fallu aussi l'énergie, digne d'éloge, des apôtres de la foi nouvelle, pour réussir à faire mettre en tête des revendications féministes, le droit de vote.

Il a fallu la guerre pour faire apprécier la profonde logique de ce mouvement aux esprits qui ont bien voulu et qui ont su comprendre.

Cependant, aujourd'hui, alors que ce mouvement s'est cristallisé dans des organismes remarquables de pénétration et d'action, nous sommes obligés de constater, en examinant le nombre des adhérents de ces différents groupements, que son importance doit être considérée comme relative ; qu'est-ce, en effet, que 300.000, 400.000 500.000 suffragistes par rapport à la masse des femmes françaises, dont nous apprécierons, comme conclusions, l'attitude ? Il faut reconnaître que le mouvement suffragiste actuel atteint certains milieux intellectuels et bourgeois, travaille à s'étendre et à gagner les villes, les bourgs et les campagnes, mais n'a pas encore atteint les masses profondes du peuple de France.

Monsieur Joseph Barthélémy a pu dire, avec juste raison, en 1920, « les états-majors existent, ils n'ont plus qu'à recruter des troupes ». Aujourd'hui, il y a des troupes, mais elles sont insuffisantes.

Ces cadres ont, cependant, pu agir sur les milieux parlementaires et, sinon provoquer, du moins accélérer de multiples tentatives en vue d'assurer le vote des lois de nature à permettre aux femmes l'accès des urnes. Là se borne à ce jour le résultat obtenu.

Nous allons, maintenant, examiner ces tentatives parlementaires, et essayer, à la lumière des discussions multiples qu'elles ont engendrées, de faire apparaître quelles ont été dans le temps les différents arguments invoqués pour ou contre le suffrage féminin.

DEUXIÈME PARTIE

LES TENTATIVES PARLEMENTAIRES EN VUE DE LA RÉALISATION DU VOTE

CHAPITRE I.

Les tentatives parlementaires en vue de la réalisation du vote de 1901 à 1914

A la séance de la Chambre, du 1^{er} Juillet 1901, fut déposée la première proposition de loi tendant à une réalisation, toute partielle d'ailleurs, des aspirations féministes quant au vote des femmes.

Elle était présentée par Monsieur Gautret, député, et comportait un article unique, ainsi conçu :

« Le droit de vote dans les élections municipales, cantonales et législatives, est accordé aux femmes majeures, célibataires ou divorcées ».

« Sous cette réserve les conditions de vote imposées aux électeurs sont exigibles des femmes en tant qu'électorices ».

Il n'est pas sans intérêt d'examiner attentivement l'exposé des motifs de cette proposition de loi : En voici les grandes lignes.

Proposition de loi de M. Gautret.

« Le suffrage universel est la base de notre constitution. Or, que voyons-nous : les femmes, qui sont les plus nombreuses, 20 millions sur 39 environ ont été mises à part : seuls les hommes, la minorité, se sont accordés le suffrage universel ».

Evidemment, M. Gautret commet une erreur : il ne fait pas de distinction entre les mineurs et les majeurs. Simple négligence qui ne laisse pas supposer qu'il admette le vote familial ou..... qu'il fasse voter les mineurs !

Parmi les hommes, tous, à l'exception des condamnés de droit commun, ont été déclarés électeurs, c'est-à-dire suffisamment éclairés, compétents, consultables, qu'ils soient alcooliques ou gateux, ignorants ou illettrés.

Notre devise : « Liberté, Egalité, Fraternité », est une devise sublime mais sonore. Elle fait état des droits et des devoirs de l'homme, du mâle, et non des droits et des devoirs de l'humanité tout entière.

Nous avons, en effet, lutté pour supprimer les privilèges établis à notre préjudice, mais nous copions l'Ancien Régime pour notre profit égoïste. « Aux hommes, les privilèges de la liberté, le droit d'exiger du gouvernement les lois favorables au développement de toutes nos facultés, à l'expansion de tous nos intérêts ; d'être ce gouvernement et de voter ces lois ».

L'égalité, elle aussi, n'existe qu'au profit des hommes : Le droit d'exercer la profession de son choix, l'accession à toutes les fonctions, à toutes les charges, à toutes les magistratures.

Fraternité singulière enfin qui consiste à exclure de ses préoccupations plus de la moitié de l'humanité !

Pour les femmes c'est la sujétion, dépendance, obéissance aux lois que les mâles ont faites, et qui forcément leur sont favorables ; inégalité nécessaire, inéluctable ; lutte des sexes remplaçant la lutte des classes.

Les hommes sont « les parvenus de la liberté, de l'égalité ». Les hommes se sont conduits « comme le laquais qui a dépossédé son maître, comme l'intendant devenu le seigneur du château, d'autant plus dur, d'autant plus arrogant avec les autres serviteurs, que son élévation est plus récente ».

Les hommes ont cru longtemps que c'était bien ainsi, qu'en appliquant une telle conception, ils agissaient selon les lois d'une saine équité.

Mais, les revendications des femmes, d'abord timides et isolées, sont devenues plus fortes ; elles tendent à ébranler une telle conviction !

« Cette infériorité indémontrable en principe, inadmissible en droit, dont tant de sociétés anciennes ont ignoré même l'idée, débris de croyances asiatiques et juives, repoussée par Rome, par les premiers chrétiens, par les barbares d'origine germanique, inconnue de notre haut Moyen-Âge, remontée à la surface avec la renaissance des études bibliques et thalmudiques, cette infériorité de nature, nous n'y croyons plus ».

... « L'égalité ou mieux l'équivalence est désormais reconnue, et le principe de la personnalité humaine mis au-dessus de la distinction des sexes ».

La femme, être moral, conscient et responsable, comme l'homme, est par certains côtés considérée comme son égale par la loi ; celle-ci ne lui impose-t-elle pas les mêmes charges, les mêmes devoirs ; en cas de manquement, de délit ou de crime, ne la punit-elle pas des mêmes peines ?

Mais l'égalité des devoirs suppose l'égalité des droits ; nous dérogeons donc au principe absolu de notre déclaration des droits.

« Tant que l'homme, mari avant tout a nourri la femme et les enfants, comme il avait la plus grande partie des charges, on pouvait à la rigueur admettre qu'il eût tous les droits ».

Mais maintenant (nous sommes en 1901) « le mariage fait banqueroute et souvent frauduleusement... sans parler du divorce qui lui enlève son ancienne sincérité ».

M. Gautret précise, statistique en mains, que les mariages sont de moins en moins nombreux dans tous les pays modernes. Quels en sont les motifs ? : Goût général du bien être, de la recherche de la jouissance, forcément diminuée par les charges de la famille, par l'augmentation du prix de la vie, ou balancée par une élévation correspondante des bénéfices, des traitements ou des salaires ».

Ce ne sont pas les études où elles veulent se lancer, les carrières qui leur sont ouvertes, qui détournent les femmes de l'idée du mariage. « La question du travail intellectuel ou manuel n'est pas une question de choix, mais bien de pain quotidien ».

« Les femmes sont condamnées au travail, au célibat obligatoire ».

Ce sont les nécessités matérielles de la vie qui ont poussé de plus en plus les femmes, qui d'abord se sont bornées aux travaux familiaux, à se faire ouvrir les portes des usines, des grands magasins, des administrations privées ou publiques, banques, postes télégraphe et téléphone, caisse d'épargne, etc..., des écoles primaires, secondaires et professionnelles. Puis les professions libérales !

Les femmes n'ont pas été jugées déplacées dans leurs nouvelles occupations ; elles s'en sont acquittées, elles s'en acquittent brillamment.

Mais si la femme a su faire face aux exigences qu'a eue pour elle la vie moderne, au foyer, quel rôle ne remplit-elle pas ? C'est elle qui est l'éducatrice admirable des enfants ; c'est elle aussi qui dirige le foyer en l'absence de l'homme, absorbé par ses occupations extérieures : « aux charges de la maternité, la femme ajoute les devoirs de la paternité ».

On prétendait que la femme était une créature mobile, changeante, impressionnable, jouet de ses sentiments, de ses sensations et de ses nerfs, incapable de pensée pure, d'abstraction, de généralisation.

Pour M. Gautret les faits nous ont donné un démenti formel de cette affirmation.

« L'opinion publique, formée par tant de préjugés, s'est inclinée aujourd'hui devant l'évidence. La tradition orientale et sémitique de mépris absolu pour la nature même de la femme est maintenant généralement abandonnée. La femme qui travaille est désormais acceptée, reçue, triste constatation à faire puisque c'est constater, en même temps, qu'elle a été discutée, et qu'elle ne s'est imposée qu'avec le temps ».

Mais qu'ont fait les pouvoirs publics ?

Il subsiste toujours l'inégalité des salaires, l'inégalité de traitements à travail égal. Or, l'impôt est égal pour tout homme ou femme contribuable ! Et cependant seul l'homme le consent, puisque seul il est électeur. L'impôt est exigé de la femme sans qu'elle soit consultée.

C'est contraire au principe de Droit, qui forme la base du régime démocratique.

Cependant si la femme n'est pas électrice, certaines concessions lui ont été accordées. La femme qui était seulement témoin au criminel, est depuis trois ans témoin au civil. Commerçante, elle est depuis peu électrice au Conseil des Prud'hommes, aux Tribunaux de Commerce. Fonctionnaire, professeur, au Conseil départemental, au Conseil supérieur de l'Instruction publique, au Conseil du travail.

Ainsi, sur certains points, on est arrivé à reconnaître son égale compétence ; pourquoi n'en est-il pas encore de même pour tout ?

« Puisqu'elle est égale devant les charges, devant les devoirs, la femme devrait l'être devant le droit, devant tous les droits ».

Elle demande donc à être électrice, à être considérée comme « un membre réel de la Nation, comme un individu indépendant dans la collectivité ».

Cependant « modestement » la proposition de loi que M. Gautret dépose sur le Bureau de la Chambre, limite la demande « aux femmes célibataires et aux veuves ou divorcées » en un mot à la femme responsable d'elle-même, au chef de famille ayant un intérêt indépendant à défendre ou à faire valoir.

M. Gautret estime qu'il y a lieu de réserver pour plus tard les droits électoraux des autres femmes.

De plus « modestement » encore, M. Gautret accepte de restreindre encore sa proposition ainsi déposée et de limiter, quant à présent, la demande d'obtention du suffrage féminin aux « affaires municipales, finances loca-

les, travaux d'utilité publique, d'expansion commerciale, d'enseignement, d'hygiène, de salubrité, de moralité, d'assistance ».

Que l'on jette un coup d'œil sur les législations étrangères : la Suède, la Norvège, l'Angleterre, l'Amérique. Pourquoi la législation Française n'imiterait-elle pas la leur ? Tous ces pays n'ont-ils pas à se louer de l'intervention de la femme dans les questions d'alcoolisme, d'assistance, d'hygiène ?

La femme doit obtenir également, certes peut être plus tard, les droits politiques :

« Ici son droit est non moins évident et sa compétence non moins indéniable ».

Comme les hommes en tant que créature humaine, elle est apte à contribuer à l'amélioration des conditions de l'humanité et au progrès universel.

Comme les hommes, être pensant, elle doit avoir la possibilité d'exercer librement toutes ses facultés.

Ouvrière, elle saura comme les hommes discuter de la question des salaires, commerçante, consommatrice, propriétaire, elle doit pouvoir défendre ses intérêts.

De même, en tant que contribuable, elle doit être consultée sur le chiffre de l'impôt, et on doit lui rendre compte de l'emploi de ses deniers.

Enfin dans les questions d'argent et de biens « ne se plaint-elle pas, à juste titre, de sa subordination dans le mariage ? ».

« Femme, la moralité de la Nation, de la rue, le sacrifice de ses sœurs faibles ou dépravées par la pauvreté ou l'exemple contagieux du vice, peuvent-ils la laisser

indifférente, et sur ces questions délicates, comme sur les questions de préservation et de relèvement ne pourrions nous pas l'écouter avec profit ? ».

« Par sa nature essentiellement sensible à la douleur d'autrui, ingénieuse à en trouver le remède, ne devrait-elle pas être écoutée avec déférence dans les œuvres de charité et d'assurance ? ».

« Mère, sur les lois protectrices de l'enfance, sur les lois scolaires, pourquoi n'aurait-elle pas voix au chapitre ? ».

« ... la femme profite t'elle, moins que nous de la paix, souffre t'elle moins de la guerre ? Sans doute, en général, elle ne paye pas directement sa dette à la patrie, mais n'accordons nous le droit de se prononcer sur ces questions qu'à ceux qui ont fait le service militaire ? Et, outre la ruine matérielle égale pour la femme et pour l'homme, ne meurt-elle pas sur le champ de bataille dans la personne de ses enfants pour qui elle a déjà risqué sa vie en les mettant au monde ».

« Les femmes n'aiment-elles donc pas leur pays autant que nous ? et n'ont-elles pas le même droit de travailler ouvertement à sa grandeur, à sa prospérité, à sa gloire ? ».

Et M. Gautret de conclure :

« Accordons leur le droit de vote. Refuser serait essayer vainement d'arrêter la marche du progrès lui-même, ce serait une marque d'entêtement aveugle, coupable. Nous sentons que le principe que nous avons reconnu entraînera fatalement toutes ses conséquences : la forteresse où nous maintenons nos prétendus droits ne résiste plus; battues en brèche, les murailles croulent; les tours sont déjà démantelées, les assiégés ont du reste per-

du leur foi; au travers des lézardes, ils tendent la main... faut-il dire à l'ennemi ou mieux au compagnon de lutte ? ».

La proposition de M. Gautret était timide, elle laissait d'ailleurs de côté la question de l'éligibilité. Cependant elle était un premier pas.

Elle fut renvoyée à la commission du suffrage universel mais ne vit jamais le jour.

• •

Le 10 Juillet 1906 est déposée sur le bureau de la chambre, par M. Dussaussoy, une nouvelle proposition, toute différente d'ailleurs de la première et ainsi conçue :

« Article unique : les femmes sont admises à concourir à l'élection des membres des Conseils municipaux, des Conseils d'arrondissements et des Conseils généraux dans les conditions fixées par la loi pour l'exercice de ce droit par tous les français ».

« Elles sont inscrites sur les listes électorales selon les mêmes règles ».

Proposition de loi de M. Dussaussoy

Il s'agit là d'une proposition d'un caractère universel, quant aux ayants droits, alors que sur ce point la précédente proposition était limitative. Mais beaucoup plus restrictive quant à l'objet du droit : qui est uniquement l'électorat aux assemblées locales et laisse ainsi de côté l'électorat politique.

Dans son exposé des motifs Monsieur Dussaussoy précise d'une part : « Il ne nous paraît plus possible de tenir compte de ce lent mouvement qui transférant l'au-

torité du chef de clan au père de famille autoriserait encore le mari à représenter sa femme dans les élections. Qu'elle soit de conditions bourgeoises et propriétaire, que commerçante elle enrichisse la communauté de ses gains personnels, ou qu'encore par l'administration du ménage et son travail domestique, elle apporte au foyer un concours, sans doute difficile à évaluer en argent, la femme mariée aussi bien que la femme célibataire, veuve ou divorcée, doit garder sa propre vocation, son suffrage personnel ». Par ailleurs, il indique « l'état de nos mœurs et des institutions ne paraît pas autoriser actuellement le législateur à conférer aux femmes l'électorat politique proprement dit. Autant il serait imprudent de ne pas suivre la voie, de retarder l'accession des femmes aux droits qu'elles sont en état d'exercer profitablement et dans la pratique desquels elles acquerront l'expérience civique nécessaire à tous les membres d'une démocratie; autant il serait dangereux de supposer cette éducation parfaite et de doubler d'un seul coup le corps électoral formé en 1848 ».

Ainsi, d'un côté, conception du rôle civique de la femme en dehors de toute considération du principe de l'autorité et de la représentation familiale. Donc innovation par rapport au projet de M. Gautret qui considérerait, craignant peut être de porter atteinte à ce principe, comme préférable de limiter la réforme à la femme « responsable d'elle-même » et plus exactement ayant « un intérêt indépendant à faire valoir ». M. Dussaussoy ne rentre pas dans une discussion plus approfondie de la question d'ailleurs délicate dont nous parlerons ultérieurement. Il se borne à l'analyse superficielle ci-dessus rappelée. Mais d'un autre côté, tentative expérimentale : M. Dussaussoy estime dangereux de lancer immédiatement les femmes dans la vie politique, c'est pourquoi il res-

treint volontairement le champ de son expérience : celle de la plupart des autres pays est d'ailleurs également limitée à cette époque à l'électorat aux assemblées locales.

L'accession progressive des femmes à la vie publique, que différentes lois ont déjà partiellement consacrée, n'est-elle pas le résultat de l'évolution économique, nous dit M. Dussaussoy ?

L'évolution juridique a suivi l'évolution économique. « Le 18^e siècle a proclamé le droit de l'homme, disait Victor Hugo, le 19^e siècle proclamera le droit de la femme ». Peut-on dire que cette prophétie se soit réalisée ? Ce qu'il est certain aux yeux de M. Dussaussoy c'est qu'une nouvelle révolution s'est faite par l'instruction par l'industrie.

M. Dussaussoy précise les raisons pour lesquelles il ne s'agit actuellement à ses yeux que d'accorder le droit de suffrage aux femmes dans les élections aux Conseils municipaux d'arrondissements et généraux.

Il ne faut pas encore accorder l'éligibilité aux femmes; l'électorat leur suffit quant à présent. Car il s'agit « d'un droit nouveau, inexpérimenté et souvent contesté ».

Il ne peut y avoir d'objection valable à faire participer les femmes à l'élection des assemblées locales; en effet « les attributions des conseils ne comportent pas, en principe, l'exercice de la puissance publique. Elles ne sont de même sauf de faibles et peut-être regrettables exceptions, nullement politiques en principe ».

D'ailleurs la proposition de M. Dussaussoy ne contribuerait-elle pas à rendre aux élections de ces assemblées le caractère qu'elles ne devraient jamais perdre ?

La femme n'est-elle pas d'ailleurs aussi compétente que l'homme en matière d'administration locale ?

« On a pu citer une commune de 420 habitants ou 11 électeurs n'étaient pas propriétaires, mais ou 10 veuves propriétaires ne votaient pas ».

« La femme, ajoute M. Dussaussoy, dont on reconnaît volontiers la compétence en matière budgétaire, la femme qui vote dans une assemblée de créanciers, un conseil d'administration, la femme qui participe aux syndicats, en forme et en dirige, serait-elle incapable d'exercer sur ces objets un contrôle qui lui permet de distinguer les administrateurs diligents ? Administrateur ici serait-elle incapable de choisir là (dans les conseils d'arrondissements) ses délégués ? Sur quoi se fonderait-on dès lors pour empêcher son droit de suffrage à l'élection des conseillers généraux qui, dans un cercle plus large, dirigent les mêmes vues et arrêtent de pareilles décisions ? ».

M. Dussaussoy fait alors état des avantages qu'aurait procuré la participation des femmes à l'administration locale. Dans certains pays étrangers notamment en Norvège, par exemple en ce qui concerne la suppression de l'alcoolisme.

M. Dussaussoy réfute ensuite certaines des objections formulées contre la participation des femmes à la vie publique :

Est-il exact qu'accorder à la femme l'exercice des droits publics, c'est « rompre le commerce des sexes ? ».

M. Dussaussoy plaide avec véhémence la thèse contraire : « l'œuvre de la nature ne sera pas mise en péril par une élection municipale.... plus libre, plus consciencieuse, la femme entrera dans des associations conjugales

plus hautes ». Il ne s'agit donc pas de ruiner ou de compromettre la vie domestique, bien au contraire. D'ailleurs, « est-ce le législateur qui arrache l'enfant, la fille, la femme au foyer, l'attache à la glèbe, l'enferme dans l'usine, la rend après un travail prématuré et excessif tuberculeuse, tarée, stérile, anéantie ».Renvoyer la femme à sa « mission de charme » c'est trop souvent lui offrir le dilemme de la prostitution ou de la mort. Mais d'autre part l'instruire des intérêts communs c'est l'améliorer elle-même, l'interresser à la diminution du crime, de la misère, de l'ignorance, « c'est répandre sur la société entière ses vertus accrues. Et n'est-elle pas avant tout l'éducatrice, celle qui forme des citoyens ? ».

On prétend objecter également que l'exercice du droit de vote peut entraîner dans la famille des discussions religieuses. Mais ces problèmes ne sont ils pas de toute façon posés lors de la célébration du mariage en vue de l'éducation des enfants ?

M. Dussaussoy conclut : « c'est une question de savoir s'il vaut mieux rejeter la politique dans les débats fumeux de cabarets ou l'intégrer dans la vie ».

Il ajoute « dira t-on que cette faculté de voter a peu de prix pour la femme » A cela il répond « en sommes-nous juges ? Il suffit qu'elle en ait pour les plus actives d'entre elles, qui ouvrières, commerçantes, industrielles, directrices d'écoles, avocats, médecins etc... ont toutes nos charges, des intérêts communs parfois distincts des nôtres et sont privées de nos droits ».

M. Dussaussoy termine enfin en rejetant cet argument que nous qualifions d'étrange tiré du fait que les hommes seuls sont astreints au service militaire : « avant que le service fut obligatoire et personnel, les hommes

qui s'en trouvaient déchargés étaient-ils déchu de leurs droits électoraux ? Les dispensés les croyaient-ils diminués ? les réformés les perdent-ils ? » et M. Dussaussoy finit par cette réponse admirable citée de Michelet : « qui paye l'impôt du sang ? la mère ».

Ainsi M. Dussaussoy veut démontrer que toutes les objections formulées contre l'accession des femmes à la vie publique sont sans valeur. Il veut démontrer qu'au contraire l'octroi aux femmes des droits publics ne peut être qu'une source de progrès et de vertus pour la cité, pour l'Etat. Il cite à l'appui l'exemple des nations étrangères que nous ne pouvons pas ne pas imiter.

Cependant sa proposition demeure timide et restrictive. Il craint, quant à présent, que les femmes inexpérimentées soient lancées dans la vie politique. Elles doivent simplement pour l'instant acquérir la formation nécessaire en participant à l'élection des membres des assemblées locales.



La Commission du suffrage universel à qui fut renvoyée cette proposition s'en occupe sans retard, après avoir traité la question dans plusieurs séances, elle conclut à l'adoption du projet. Mais elle modifie le texte du projet de M. Dussaussoy avec l'intention d'accorder, dès à présent aux femmes non seulement l'électorat, mais également l'éligibilité municipale et cantonale.

Nous nous expliquerons plus tard sur le texte même proposé par la commission qui, tel qu'il était rédigé aurait eu, s'il avait été adopté par le parlement, une application généralisée qui eut été certes contraire aux timides intentions du législateur.

Cependant la Commission du suffrage universel avait d'autres travaux qu'elle estimait d'un caractère plus urgent que la question du vote des femmes. C'était la réforme du mode électoral alors en usage qu'elle espérait appliquer à la prochaine consultation électorale : le rétablissement du scrutin de liste avec adjonction de la représentation proportionnelle.

La Commission ayant ainsi pris une décision de principe en faveur de la proposition Dussaussoy, désigna M. Ferdinand Buisson comme rapporteur de celle-ci, mais lui donna mandat de ne déposer son rapport qu'au moment où les débats sur la réforme électorale seraient ou terminés ou suffisamment engagés pour que les deux questions ne fussent pas liées : On estimait ainsi la question du suffrage des femmes bien secondaire par rapport au problème de la réforme électorale. On est d'accord pour consentir aux femmes l'accession à la vie publique. Mais si cette réforme qui doit avoir pour conséquence de bouleverser les principes fondamentaux de l'Etat dit jusqu'alors démocratique, est considérée comme ayant une certaine importance, elle est cependant appréciée par le Parlement d'alors comme n'étant pas d'une urgence telle qu'elle doive passer avant la réforme du mode de scrutin dont l'objet n'était vraisemblablement qu'une question secondaire de politique intérieure. Ces explications permettent de comprendre l'importance qu'on accordait alors au parlement au problème du vote des femmes.

C'est ainsi que l'on attendit plus de trois ans pour le dépôt du rapport de la Commission, et ce n'est que le 16 Juillet 1909 que M. Ferdinand Buisson déposa celui-ci sur le bureau de la chambre.

Rapport de M. Ferdinand Buisson

Ce rapport représente un travail considérable et il faut rendre hommage, sans réserve à son auteur qui, se faisant le champion réaliste de la cause féministe, a su réunir tous les éléments historiques et expérimentaux du problème.

Nous comprenons que Monsieur Ferdinand Buisson nous précise que la distribution de son rapport ait été aussi retardée par le temps très long qu'ont exigé plusieurs communications relatives à l'étranger.

Ce rapport contient, en effet, trois parties : une partie relativement succincte résumant pour la France la marche de la législation en ce qui concerne les droits partiels de suffrage demandés et obtenus par la femme.

M. Ferdinand Buisson ne croit pas, à tort, d'après nous, devoir remonter dans cette étude au delà de 1789, car précise-t'il « les institutions civiles et politiques de l'ancienne France reposaient sur des principes profondément différents de ceux qui régissent notre démocratie républicaine..... le vote était alors attaché, non à la personne, mais à la propriété, où à certaines formes de propriété ».

Il est exact, dans une certaine mesure, que le vote fut généralement attaché à la propriété. Sur ce point comme le reconnaît lui-même M. Ferdinand Buisson « cet état de choses plaide à fortiori en faveur du suffrage féminin ». On admettait alors que les femmes étant propriétaires administrant les terres dont elles pouvaient se trouver seules « seigneur et maître » rendant la justice, etc... devaient logiquement avoir des droits égaux aux hommes, dans la mesure où ils en possédaient alors, en ce qui concerne l'administration de la chose publique. N'est-ce pas là le signe que la femme

malgré sa faiblesse et son infériorité généralement admises était cependant jugée capable de faire face à des charges semblables à celles des hommes, était par voie de conséquence, considérée comme susceptible également de délibérer sur les questions qui concernent la vie politique du pays.

N'est-il pas alors intéressant d'étudier historiquement ces phénomènes ?

Ajoutons qu'il est peut être vrai, également, autant que les recherches auxquelles nous nous sommes livrés, nous ont permis de l'entrevoir, de ci de là, qu'en bien des cas, dans l'ancienne France, particulièrement dans le haut Moyen Age le droit de vote était totalement indépendant de la terre et du fief; l'histoire des communautés de villages et des bourgs où les femmes prenaient part aux délibérations communales en est un exemple.

C'est pourquoi nous avons cru dans l'exposé précédent qu'une étude historique de l'état et du mouvement des idées au sujet du droit de suffrage ne pourrait être complète et profitable qu'en incluant l'ancien régime et particulièrement les siècles médiévaux.

La deuxième partie du rapport de M. Ferdinand Buisson est un aperçu très détaillé et schématisé de la situation dans les différents pays du monde. M. F. Buisson nous donne des renseignements très précis sur l'état actuel (1909) des institutions pour les pays qui ont pris l'initiative d'un régime nouveau. Il y ajoute un tableau succinct des résultats constatés jusqu'à ce jour. Puis après cet examen du mouvement de la législation dans les divers pays, M. F. Buisson décrit les caractères généraux des institutions internationales qui ont pour objet d'encourager, de provoquer et de diriger ce mouvement : le

conseil international des femmes et l'alliance internationale pour le suffrage des femmes.

On conçoit toute l'importance de cette étude historique et critique de la situation internationale faite avec le plus grand soin, après s'être entouré d'une documentation cueillie aux sources mêmes. Elle constitue la première étude sérieuse en France de cette question si délicate.

Le monde parlementaire n'avait fait à peu près jusqu'alors, que sourire et ironiser, quand il lui arrivait de discuter négligemment sur ce sujet. Cette étude lui a fait comprendre toute l'importance et la gravité du problème. Elle a éclairé le Parlement sur les progrès grandissants du mouvement dans les pays du monde, progrès susceptibles d'entraîner un jour un bouleversement complet des bases du suffrage universel, ou soi-disant tel. Bref, si ce rapport n'a pas mis précisément cette question à l'ordre du jour du Parlement, il a cependant créé l'ambiance génératrice des décisions futures, lorsque la guerre aura fait comprendre, par sa douloureuse expérimentation, les errements des principes primitifs de la démocratie masculine.

Enfin, le rapport de M. F. Buisson, après ces exposés historiques, étudie, dans une troisième partie, la proposition de loi Dussaussoy elle-même, qui fait l'objet direct de ce rapport.

Examen par M. Ferdinand Buisson de la proposition Dussaussoy.

Cet examen venant à la suite de l'étude que nous venons de rappeler, autorise M. F. Buisson à préciser, tout d'abord, que le coup d'œil jeté sur la législation des différents pays à cette époque « prémunit contre la tenta-

tion de commettre un anachronisme ». Il explique : « cela en serait un de reprendre aujourd'hui la question de principe dans les termes généraux et théoriques où devaient la poser : Condorcet, Stuart Mill, Laboulaye, ou même Secretan ».

Pour ces penseurs, nous dit M. F. Buisson, « C'était une thèse de haute philosophie morale et sociale qui s'appuyait sur des raisons d'ordre tout spéculatif ». Ainsi pour eux, cette question était une pure création de l'esprit. Mais il n'en est plus ainsi actuellement, car elle a pris place dans le domaine des faits observables.

Cependant pour Condorcet, Stuart Mill et tant d'autres, ce problème n'était-il vraiment, comme le prétend M. F. Buisson « qu'une création de l'esprit ? N'avaient-ils pas oui dire des temps anciens où la femme fut peut-être souveraine et ne songeaient-ils pas que certaines civilisations avaient expérimenté, avec succès, la direction féminine. Mais passons. Il est indiscutable qu'à l'époque où écrit M. F. Buisson « si l'on dresse la liste des pays où le suffrage fonctionne, appliqué aux élections locales, aux divers conseils locaux, qui représentent le premier degré des fonctions civiques »....., on s'aperçoit qu'on inclut la majorité des pays du monde. Certes, les pays qui ont adopté le suffrage des femmes, dans sa forme intégrale, sont une infime minorité (et parmi eux il faut noter qu'on ne trouve aucune grande souveraineté indépendante). Mais comme l'explique M. F. Buisson, il y a un mouvement presque universel, tendant à comprendre le bien-fondé des revendications féministes. « Les isolées d'aujourd'hui ce ne sont pas les suffragistes, ce sont les anti-suffragistes ». M. Buisson remarque : « Les pays qui semblent rester comme le nôtre, sous l'autorité, pour ne pas dire sous la superstition du droit ro-

main, s'ils refusent en bloc le suffrage municipal aux femmes, ont pourtant commencé à leur en donner la même monnaie en les faisant électrices et éligibles dans toute une série de juridictions spéciales ». Mais, M. F. Buisson peut ajouter, comme beaucoup l'observent encore actuellement : « que c'est bien la France qui retarde ; que la grande majorité du monde civilisé nous a décidément dépassé, et que « les rieurs ne sont plus de notre côté ».

M. F. Buisson étudie maintenant la question quant au fond, au point de vue doctrinal : On a accordé en France certains droits électoraux aux femmes dans des matières professionnelles bien spéciales. « Y aurait-il péril ou inconvénient à généraliser la formule ? » : Elections municipales, cantonales, législatives, c'est-à-dire en définitive à quitter le terrain professionnel où on leur reconnaît compétence, pour entrer dans le domaine politique.

Ici, M. F. Buisson définit le suffrage universel : « Il consiste à admettre comme ayant droit au vote, et compétence pour voter, non plus telle catégorie de citoyens déterminée par le cens, mais la totalité des citoyens majeurs » Et M. F. Buisson ajoute cette observation qui nous semble incompréhensible : « fiction, soit ; pure convention, d'accord. Mais c'est l'âme du régime ». Puis il dit, contredisant ainsi à notre sens son observation : « La démocratie se reconnaît à ce signe qu'elle considère le droit au suffrage, comme un droit naturel dépendant de la personne humaine, et indépendant des circonstances matérielles et morales, économiques et sociales. où celle-ci peut se trouver ».

Voilà bien la définition sublime du principe démocratique.



Quelles sont se demande M. F. Buisson, les objections que l'on formule contre l'admission des femmes au droit de suffrage ? A son sens elles peuvent être groupées sous quatre chefs : physiologique, intellectuel, moral et politique.

Objection physiologique. — Ce sont celles qui ont trait à la constitution physique de la femme. Ce serait dit-on porter préjudice à la fonction essentielle que la nature assigne à la femme que l'astreindre à la régularité du travail de l'homme, l'exposer aux fatigues, aux orages de la vie publique, l'obliger ainsi à se faire constamment violence pour jouer un rôle qu'elle ne remplira qu'au détriment de sa vie normale.

Ces arguments ne tiennent pas, si l'on considère ce que pourrait être pour la femme la vie politique, auprès des travaux où elle est astreinte par les nécessités quotidiennes des diverses professions où elle trouve son gagne pain.

On ajoute : « comment accorder les droits civiques à qui ne peut remplir toutes les obligations du citoyen ? ».

La femme n'est pas soldat ! M. F. Buisson riposte par le même argument irrésistible de M. Dussaussoy, rappelant la réplique d'une femme à un mot brutal de Napoléon : « Nous ne faisons pas la guerre c'est vrai, mais nous faisons les soldats ».

Objection intellectuelle. — L'intelligence de la femme serait inférieure à celle de l'homme. M. F. Buisson esquive fort sagement la discussion, plaçant la question sur son véritable terrain. Il explique : « Nous qui

n'avons à envisager ici que la question de droit électoral, nous serions inexcusables de nous attarder à prouver que la femme est en état de l'exercer. Attendons qu'il se trouve quelqu'un pour le contester. On peut promettre un beau succès à qui trouvera dans la mesure comparée des crânes où la pesée des cerveaux des deux sexes des raisons péremptoires pour accorder le vote indistinctement à tous les hommes et le refuser indistinctement à toutes les femmes ! ».

Objection morale. — En s'abaissant aux luttes électorales la femme risque de perdre ce qui fait d'elle à nos yeux tout son prestige, toute sa supériorité. Elle tombera du piedestal, et fait plus grave la paix du ménage sera menacée.

Pour M. F. Buisson ce sont là « des exagérations pessimistes » « la grande majorité des électeurs hommes ne met pas les pieds dans les réunions publiques, et n'en vote pas plus mal. Libre aux femmes d'en faire autant ».

On veut tirer argument de l'exemple donné par les batailleuses suffragettes anglaises. Mais nous explique M. F. Buisson « les femmes mettent généralement autant de calme à user d'un droit incontesté qu'elles avaient mis de passion à le conquérir. N'est-il pas probable aussi que les femmes feront moins de bruit pour voter que pour réclamer le vote ? ». Cette remarque est très juste, mais ces explications sont bien incomplètes et ne nous permettent pas d'apprécier la question fort délicate du foyer, de la paix conjugale, prétendus menacés par les dissentiments politiques entre époux. Nous y revenons.

Objection politique. — On sent à lire M. F. Buisson que c'est là à son sens la grosse objection. Mais la haute

intelligence de M. F. Buisson, son idéalisme, sa saine conception des réalités, l'estiment cependant négligeable. Pour lui ces objections politiques sont particulières à la France au moment présent. Elles se résument dans les appréhensions suivantes : donner le suffrage aux femmes dans la commune ou dans l'Etat, c'est jeter dans la balance électorale un poids énorme qui se portera du côté de la réaction. On ne prétend pas que la femme soit par essence conservatrice et routinière; mais jusqu'à présent, en France, elle est restée sous l'influence pour ne pas dire sous la domination du clergé. C'est là même la grande différence entre les pays anglo-Saxons et le nôtre. La femme scandinave, anglaise, américaine est protestante, et le protestantisme par la multiplicité même de ses sectes et par le caractère de ses pasteurs, honorables pères de famille qui ne prétendent pas au prestige sacerdotal habituent les fidèles à l'indépendance pour eux-même et à la tolérance pour autrui. Chez nous, l'accès en masse des femmes aux scrutins serait le signal d'un immense effort des prêtres pour reconquérir d'un seul coup tout le terrain perdu depuis trente ans. Avec les incomparables moyens de persuasion, de pression et d'intimidation dont l'église catholique sait user, elle l'a prouvé, c'est elle qui ferait les élections. Et ce serait peut être pour la République une crise plus grave que toutes celles dont elle est sortie victorieuse.

Telles sont remarquablement exposées les objections politiques ou religieuses soulevées alors par certains adversaires du vote des femmes.

Vingt ans ont passé, et elles demeurent pourtant encore bien actuelles, tellement actuelles que nous pourrions dire avec juste raison, qu'elles constituent aujourd'hui le seul motif véritable qui fait obstacle à ce que le Parlement reconnaisse aux femmes le droit de vote.

M. F. Buisson discutant ces objections déclare qu'il y aurait, certes, une part de vérité dans ces craintes. Mais « on se tromperait lourdement si l'on se figurait la femme française d'aujourd'hui et de demain comme représentant le type qui fut longtemps traditionnel ». L'école laïque aurait agi, la femme serait instruite et accoutumée à la formule : « Le curé à l'Eglise, l'instituteur à l'école, le maire à la mairie ».

Nous sommes loin de penser qu'il n'y ait pas quelque chose de vrai dans ces remarques de M. F. Buisson, mais elles soulèvent une grave question sur laquelle nous reviendrons ultérieurement.

M. F. Buisson croit d'ailleurs que l'important est de donner la capacité électorale aux femmes; avec l'expérience elles acquerront conscience de leur devoir et de leur rôle : citoyenne on s'occupera d'elle et le curé ne sera plus seul à la guider !

M. F. Buisson estime, en résumé, qu'il n'y a donc ni obstacle ni péril qui doive faire renoncer à l'application des principes et à « la rentrée des femmes dans le droit commun de l'humanité ».

M. F. Buisson se pose d'ailleurs la question de savoir si le vote des femmes, d'après le témoignage des faits, a eu en bien ou en mal une influence sur la législation. Il faut reconnaître que les réformes réalisées par les états à suffrages égalitaires pour les sexes laissent apparaître comme très modestes les résultats de l'action féministe. Mais ces réformes pour modestes qu'elles soient, nous dit M. F. Buisson, ne sont pas négligeables : on peut dire que dans les mœurs, dans la vie de la famille, à l'usine, à l'école, l'influence féministe a apporté des soulagements, a introduit plus de justice, plus de prévoyance.

M. F. Buisson termine cet exposé de la question au fond en résumant ainsi fort judicieusement le problème « il n'y a qu'une question : l'égalité des sexes. Or il est impossible de nier le mouvement qui emporte le monde vers la solution égalitaire..... L'égalité des sexes est-elle une notion fausse ou a-t-elle la plus grosse part de vérité !... Ce qu'on peut en dire c'est qu'elle n'est pas plus erronée que la notion de l'égalité des hommes qui est la base des constitutions politiques modernes ! ».

Mais si **M. F. Buisson** a admis le principe du droit de vote des femmes il prétend qu'il y a des mesures à prendre : « pour éviter les accidents d'un mouvement trop brusque ».

La Commission de suffrage universel a pensé qu'en dehors des heures tragiques des révolutions qui se proposent un bouleversement immédiat de l'ordre social, les progrès doivent s'accomplir « suivant les lois ordinaires de la nature humaine ». **M. F. Buisson** est donc d'accord avec la commission pour donner à ce problème « non pas une solution intégrale instantanée, mais la solution graduelle la plus pratique, la plus sûre, la plus efficace ». Au sens de **M. F. Buisson** on peut graduer l'opération d'après plusieurs systèmes. Distinguer d'abord les élections politiques des élections locales, à base municipale. Ensuite distinguer l'électorat de l'éligibilité. Enfin distinguer parmi les femmes certaines catégories qui seules recevraient le droit électoral.

La Commission du suffrage universel ne s'est pas arrêtée à toutes ces distinctions qui ne constituent que des paliers successifs. La Commission a simplement décidé qu'il y avait lieu pour le moment à séparer le vote politique du vote municipal. On accorderait d'abord le

vote municipal, puis le second viendrait ensuite. A ce sujet il faut remarquer, comme ne manque pas de le faire M. F. Buisson, que les élections et les fonctions municipales ont pris partout un caractère politique. Cependant, toutefois, les délibérations des conseils municipaux ne doivent pas être politiques. On ne légifère point, on se borne à administrer. Or, aux dire de M. de la Grasserie, que cite M. F. Buisson, « administrer c'est le propre de la femme ».

La Commission du suffrage universel a donc décidé d'appeler toutes les femmes à bénéficier de la future loi électorale : A ce sujet, M. F. Buisson rappelle la proposition de loi de M. Gautret accordant le droit de vote à tous les degrés, même au degré législatif aux femmes majeures, célibataires, et aux veuves et divorcées. Et il précise : « la Commission n'a pas cru devoir faire de distinction entre la femme mariée et celle qui ne l'est pas ou ne l'est plus, entre celles dont les intérêts ne sont représentés par personne dans les assemblées élues. La raison déterminante de la Commission a été que cette demi mesure qui pourrait s'expliquer avec le régime électoral anglais va à l'encontre du nôtre « chez nous la société ne s'arroe pas le droit d'évaluer le chiffre de revenus ou d'impôts à partir duquel un citoyen sera réputé avoir des intérêts appréciables et le droit de les défendre. Elle pose en principe que tout individu vivant dans une société y a sa place au soleil et constitue une des unités virtuellement égales dont elle se compose. Mais M. F. Buisson croit devoir ajouter « la sujétion dans laquelle la femme mariée est placée par la loi civile, bien loin d'être un argument pour la déposséder du suffrage, serait une raison de plus de le lui donner comme une sorte de compensation. Il n'y a pas là contradiction, car on peut soutenir que si dans l'administration de la com-

munauté il faut bien qu'il y ait un chef, ce qui explique l'autorité conférée par le code civil au mari, aucune nécessité semblable n'oblige à supprimer de même l'opinion de la femme en des matières où elle peut différer de celle du mari sans nul détriment pour la gestion de la fortune domestique ».

M. F. Buisson dans cette démonstration qui nous semble contradictoire, a oublié ou volontairement négligé un argument important qui peut sembler militer en faveur de la proposition limitative de M. Gautret, nous le verrons dans les discussions ultérieures.

La commission ne s'est pas non plus arrêtée à la distinction faite par M. Dussaussoy dans son projet de loi entre l'électorat et l'éligibilité. Elle entend accorder l'un et l'autre : « Il est permis, sans doute, de séparer la qualité d'éligible de celle d'électeur, mais personne ne proposera de les séparer sans de graves motifs ». « Quels sont ceux que l'on peut alléguer ici ? ».

« Il n'y a nulle nécessité, dit-on, à faire siéger les femmes dans les assemblées municipales et départementales ».

M. F. Buisson ajoute, c'est très vraisemblablement ce que pensera l'immense majorité des électeurs, hommes et femmes, mais ce n'est pas une raison pour inscrire cette restriction dans la loi, il suffit de s'en remettre à la sagesse du corps électoral.

M. F. Buisson termine en résumant dans quel esprit la commission du suffrage universel a adopté le principe de la proposition Dussaussoy : « Quand on est résolu à accorder l'essentiel, il ne faut ni ruser, ni biaiser, il faut renoncer à semer la route de petites barricades, destinées à être enlevées l'une après l'autre. Mieux vaut fai-

re largement confiance aux nouvelles recrues du suffrage universel, aider loyalement à leur éducation politique, les faire contribuer le plus et le plus tôt possible au service de la République, c'est-à-dire au bien de la Nation »

Discussion par M. Ferdinand Buisson, du texte de l'article unique, substitué par la Commission du suffrage universel à celui de M. Dussaussoy.

Il est ainsi conçu : Article unique. — Le second paragraphe de l'article 14 de la loi du 5 Avril 1884 est modifié ainsi qu'il suit : « Sont électeurs tous les Français des deux sexes, âgés de vingt-et-un ans accomplis et n'étant dans aucun des cas d'incapacité prévus par la loi ».

M. Ferdinand Buisson explique les raisons pour lesquelles la Commission du suffrage universel s'est arrêtée à ce nouveau texte il en commente le sens.

On a voulu rechercher la rédaction qui serait la plus simple et en même temps la plus complète.

A cette fin il fallait « prendre le texte de la loi électorale actuellement en vigueur pour y faire insérer la déclaration expresse que les deux sexes sont admis à user des mêmes droits, dans les mêmes formes et les mêmes conditions ».

Or, la loi du 5 Avril 1884 a supprimé la dualité des listes municipales et politiques. Elle a donc simplifié les dispositions relatives aux diverses conditions d'électorat.

Le droit électoral est, en effet déterminé par les paragraphes 1 et 2 de l'article 14 de ladite loi, qui sont ainsi conçus :

« Les conseillers municipaux sont élus par le suffrage direct universel.

« Sont électeurs les Français âgés de vingt-et-un ans accomplis et n'étant dans aucun des cas d'incapacité prévus par la loi ».

On sait que les milieux féministes s'étaient en de nombreuses occasions efforcés de faire donner à ce texte une interprétation extensive incluant les deux sexes.

Or, par arrêt du 16 Mars 1885, la Cour de Cassation a enfin fixé à ce texte un sens.

Et quand une femme s'est présentée par la suite pour être inscrite sur une liste électorale ou a posé sa candidature, on lui a donc opposé les dispositions dudit arrêt qui spécifie : « Aucune disposition constitutionnelle ou légale n'ayant conféré la jouissance des droits politiques aux femmes, elles ne peuvent être inscrites sur les listes électorales ».

Aucune erreur n'est plus possible et pour accorder les droits électoraux aux femmes, il suffirait bien de modifier les deux paragraphes sus-indiqués dans les termes spécifiés par la Commission.

C'est bien une formule qui simplifie tout et évite les corrections multiples de la loi de 1884 que nécessiterait un autre texte.

Mais il faut bien comprendre que « du même coup se trouvent tranchées et dans cette loi et dans les textes qui s'y réfèrent, toutes les controverses possibles sur l'étendue des droits civiques ainsi conférés aux femmes ».

Par cette modification « sont électeurs tous les Français des deux sexes..... », c'est la définition même de l'électeur français qui existe en tête du Code électoral pour valoir dans tous les cas ou reparaitra une mention quelconque du mot électeur ou du mot français qui est modifiée.

En un mot, d'après M. Ferdinand Buisson, par cette proposition de loi ainsi conçue « la différence de sexe

n'entraînera plus désormais aucune différence dans les droits civiques à aucune page et dans aucun article de la loi municipale ».

Ainsi il faut comprendre que cette disposition confère aux femmes non seulement l'électorat, mais également l'éligibilité.

M. Ferdinand Buisson observe alors « dira-t-on, que ce texte, en raison même de sa généralité, semblerait conférer aux femmes le suffrage politique en même temps que le suffrage municipal ? ». A cela, il répond : oui, plus tard, mais pour le moment, « c'est seulement l'électorat au sens et dans les limites de la loi de 1884 que nous avons à envisager, c'est celui-là seul que nous proposons de modifier dans le sens ci-dessus indiqué.

Cette partie du rapport de M. Ferdinand Buisson est un tissu de contradictions : En voulant simplifier, tout au contraire, il complique ; cette interprétation restrictive est en contradiction directe avec ce que M. Ferdinand Buisson avait déclaré plus haut : il spécifiait alors que par cette modification de texte se trouvaient tranchées « et dans cette loi et dans celles qui s'y réfèrent » toutes les controverses possibles sur l'étendue des droits civiques ainsi conférés à la femme : c'est-à-dire que la différence de sexe ne devait plus désormais entraîner aucune différence dans les droits civiques **en toutes les matières** puisque les dispositions relatives aux diverses conditions d'électorat sont unifiées !

Cette interprétation restrictive de M. Ferdinand Buisson est donc impossible. Il l'a bien senti car dans le rapport complémentaire, qu'il déposera en 1913, il s'explique sur son erreur et propose une modification complémentaire du texte des § 1 et 2 de l'article 14 de la loi du 5 Avril 1884.

M. Ferdinand Buisson termine en expliquant que les femmes électrices et éligibles au conseil municipal et par conséquent au conseil d'arrondissement et au conseil général, pourront donc être aussi déléguées sénatoriales. Il précise que pour que ce droit ne suive pas les autres, il faudrait une disposition formelle établissant cette exception.

Nous n'insisterons pas pour démontrer encore les contradictions formelles qui résultent à de si nombreux points de vue du texte même de la proposition de loi et des interprétations diverses que Monsieur Ferdinand Buisson veut lui donner.



Ce rapport de M. Ferdinand Buisson, ainsi déposé à la séance de la Chambre des Députés du 16 Juillet 1909, fut repris le 10 Juin 1910, au début de la dixième législature, par 163 députés.

Le 15 Juin 1910, M. Albert Thomas, au nom du groupe socialiste de la Chambre, lisait une déclaration inscrivant au nombre des principales réformes réalistes que la Chambre pouvait, si elle le voulait, faire aboutir dans l'espace de quatre ans, celle qui consistait à compléter l'organisation du suffrage universel en l'étendant aux femmes. Ainsi le parti socialiste, le premier, adhérerait en bloc au rapport de M. Ferdinand Buisson.

La Commission du suffrage universel, dans sa séance du 4 Décembre 1912, confirme les décisions qui avaient été prises par la même commission, dans la législature antérieure, de soumettre à l'approbation de la Chambre une proposition de loi instituant le droit de

vote pour les femmes, dans les élections aux conseils municipaux, aux conseils d'arrondissement et aux conseils généraux.

En comparant les dates, on apprécie le peu d'urgence que la majorité des parlementaires attribuait alors à la solution de ces questions. On aime à croire que du moins ils en comprenaient toute l'importance.

D'ailleurs depuis le dépôt du rapport de M. Ferdinand Buisson, du 16 Juillet 1909, un certain nombre de faits nouveaux, tant en France qu'à l'étranger, étant survenus, il en résulta des éléments supplémentaires d'information dont la Commission voulut tenir compte. Elle chargea donc M. Ferdinand Buisson d'établir un rapport complémentaire, qui fut déposé sur le bureau de la Chambre à sa séance du 29 Juillet 1913.

Etude du rapport complémentaire de M. Ferdinand Buisson.

Ce rapport complémentaire, qui est certes un document d'importance aussi considérable que le premier, comprend deux parties bien distinctes :

La première partie, assez courte, qui forme le rapport complémentaire proprement dit, étudie la situation en France et se borne à rappeler, en les motivant, les conclusions de la commission du suffrage universel.

La deuxième partie, qui forme une volumineuse annexe audit rapport, constitue une étude minutieuse de la situation dans les divers pays étrangers. Comme le dit M. Ferdinand Buisson, ce travail ne correspond pas à « des généralisations théoriques », « c'est une suite de consultations données par les parlementaires, des magistrats, des hommes publics de partis divers en Angleterre,

aux Etat-Unis, en Australie, dans les pays scandinaves, etc..., c'est en somme une enquête internationale sur les conditions et les résultats du vote des femmes dans ces différents pays.

Cette enquête tend principalement à démontrer d'une part les conséquences importantes qu'a eu au point de vue du progrès social l'accession des femmes au forum, et d'autre part, à prouver que « de tous les pays où le suffrage féminin partiel ou total est établi depuis 10, 15 ou 20 ans (nous sommes en 1913), il n'a pas été signalé un seul exemple d'une tentative quelconque ou de revision ou de restriction d'aucune des lois conférant à la femme les droits électoraux. Là même, où ces droits avaient au début rencontré le plus d'opposition, on remarque presque toujours une fois l'innovation introduite, un acquiescement qui se manifeste par la disparition rapide des ligues ou des comités anti-suffragistes ».

Enfin, M. Ferdinand Buisson constate que « les changements survenus depuis quelques années sont tous et partout dans le sens de l'électorat féminin qui tend à passer du suffrage municipal restreint, au suffrage municipal complet, de celui-ci au suffrage politique ».

M. Ferdinand Buisson résume certaines des constatations de cette annexe documentaire dans son rapport proprement dit et il conclut : « Il faut en somme prendre parti pour ou contre une doctrine générale, celle qui exclut un des deux sexes de la vie publique. Les raisons d'admettre cette doctrine, les raisons de la rejeter peuvent s'entrecroiser dans de longs et brillants tournois. Finalement, il faut opter. Et l'acte pour lequel on se décide n'est pas tout à fait pareil à la conclusion d'un théorème de géométrie. Il y entre un je ne sais quoi d'imprévu et de personnel, d'intuitif et d'instinctif qui tient

moins de l'intelligence que du sentiment et de la volonté ». Tout ceci est profondément vrai.

Mais « quelqu'intérêt qu'on ait à marquer une grande différence entre les fonctions d'administration scolaire ou hospitalière et les autres fonctions d'ordre municipal, entre le suffrage dans la commune et le suffrage dans l'Etat, personne ne peut se faire illusion : tous ces termes se tiennent : de l'un à l'autre, il n'y a qu'une question de temps ».

Mais M. Ferdinand Buisson veut respecter les papiers successifs, il maintient donc le caractère restrictif de la précédente proposition déposée par la Commission.

Dans la suite de son exposé, M. Ferdinand Buisson tend à démontrer que la longue suite d'efforts tentés par les défenseurs du suffrage féminin commence à avoir une certaine répercussion dans l'opinion publique : plusieurs corps constitués ont émis des vœux ; enfin parmi les partis, le parti socialiste — seul il est vrai — s'est déclaré dans son ensemble favorable au vote des femmes.

Puis avant de passer à l'examen proprement dit du texte de la proposition de loi, il veut examiner les objections qui demeurent en France à l'électorat féminin ; mais il constate que de toutes les objections passées en revue par son précédent rapport, « on peut dire dès à présent, sans exagération, qu'une seule reste debout, et elle est particulière à la France. C'est l'objection politique ». Ainsi, en 1913, d'après l'opinion de M. Ferdinand Buisson, dont la valeur ne peut être contestée, c'est seulement un motif politique qui met obstacle au suffrage féminin. Retenons cette appréciation : nous y reviendrons : **On a peur de certaines conséquences politiques de l'électorat féminin.**

M. Ferdinand Buisson réitérant les premières explications données à ce sujet, dans son premier rapport, s'efforce de démontrer que cette crainte repose « sur une véritable pétition de principes ».

Pour M. Ferdinand Buisson c'est au contraire par leur entrée dans la vie publique que les femmes d'elles-mêmes se détachent de la main de l'Eglise ; elles sauraient mieux que l'homme faire le départ entre deux domaines qu'il confond volontiers : celui de la religion et celui de la politique. Cette appréciation, d'ailleurs purement théorique, est très contestable.

Examen du texte de la proposition de loi.

M. Ferdinand Buisson revient sur la rédaction proposée précédemment par la Commission, telle qu'elle appert de son premier rapport.

Il est toujours d'avis de n'accorder aux femmes que l'électorat et l'éligibilité aux conseils municipaux, aux conseils d'arrondissement et aux conseils généraux, mais il est d'accord pour reconnaître que l'article unique de la proposition tel qu'il était établi prêtait à confusion ; ce texte, en effet, eut dépassé la portée que la Commission entendait lui donner ; car, M. Ferdinand Buisson se prête à l'évidence, il s'étendrait à toutes les listes électorales et dès lors entraînerait le vote des femmes aussi bien pour les élections législatives, que pour les élections municipales et cantonales.

Il faut donc sans rétablir la dualité des listes électorales qu'a fait cesser la loi de 1884, trouver une formule qui respecte la limitation de la Commission. A cet effet, M. Ferdinand Buisson propose de compléter l'article unique de la première proposition de loi qui deviendra l'ar-

ticle 1 par un deuxième article spécifiant que la modification apportée à la définition du mot électeur n'est pas applicable à l'élection des députés.

La proposition de loi soumise à la Chambre est alors ainsi conçue :

« Article premier. — Le second paragraphe de l'article 14 de la loi du 5 Avril 1884 est modifié ainsi qu'il suit :

« Sont électeurs tous les Français des deux sexes âgés de vingt-et-un ans accomplis et n'étant dans aucun des cas d'incapacité prévus par la loi ».

Art. 2. — La modification apportée par l'article précédent à la loi du 5 Avril 1884 n'est pas applicable à l'élection des députés, à laquelle seuls prennent part les électeurs du sexe masculin ».

M. Ferdinand Buisson croit devoir signaler que l'unanimité n'a pas été faite à la Commission sur le texte ainsi proposé.

Certains membres pensaient, en effet, que dès ce moment le suffrage complet, tant politique que municipal, pourrait être conféré aux femmes.

Mais cette nouvelle rédaction de la proposition de loi est loin de correspondre, à notre sens, à une limitation des droits publics de la femme au vote municipal et cantonal, comme le veut M. Ferdinand Buisson. En effet, il n'est plus contestable que la nouvelle rédaction de l'article 14 de la loi du 5 Avril 1884 a une portée générale — s'étend donc à toutes les listes électorales à l'exception des listes établies pour l'élection des députés.

On pourrait prétendre en déduire par prétérition que les femmes peuvent non seulement être déléguées

sénatoriaux, mais même être élues sénateurs et participer dans une certaine mesure au suffrage politique.

Nul doute que la rédaction ainsi proposée par M. Ferdinand Buisson était défectueuse, puisqu'elle n'était pas susceptible, malgré ses modifications, d'une interprétation conforme aux idées qui avaient guidé sa rédaction.

Malgré le dépôt de ce nouveau rapport, la discussion de la proposition de loi ne devait pas venir devant la Chambre de la dixième législature.

En 1914, au début de la onzième législature, ce rapport fut cependant repris ; mais la guerre survint et toutes ces discussions furent momentanément mises de côté.

La guerre cependant, qui devait faire apparaître sous un jour nouveau la conception du rôle publique de la femme, clôt cette première partie de notre étude de l'activité parlementaire en vue du vote des femmes.

Il nous est donc permis de jeter un coup d'œil rétrospectif sur cette activité à ce jour.

Un long chemin a été parcouru depuis le dépôt de la proposition Gautret, de 1901. On ne saurait trop rendre hommage à l'esprit d'initiative et au courage de son auteur ; elle n'eut aucune suite ; tombant dans un milieu indifférent et prêt au sarcasme et à l'ironie devant un tel sujet de discussion. Mais la proposition Gautret a semé l'idée. Au dehors, les milieux féministes se sont faits plus actifs, des réformes favorables nouvelles ont eu lieu à l'étranger et la proposition Dussaussoy, en 1906, qui reprend d'ailleurs l'argumentation de M. Gautret commence à faire prendre au sérieux le problème négligé du suffrage féminin.

Les rapports successifs de M. Ferdinand Buisson, dont il faut reconnaître l'importance, non seulement au point de vue français, mais au point de vue international, remarquables études documentaires sur ce sujet, ont eu une influence considérable dans les milieux parlementaires.

Ils n'ont certes pas mis à l'ordre du jour le problème du vote féminin, mais ils ont créé l'atmosphère, l'ambiance favorable qui, à la lumière de l'expérimentation douloureuse des longues années de guerre devait entraîner l'adhésion de la Chambre des Députés.

CHAPITRE II

Les tentatives parlementaires en vue de la réalisation du vote

De 1918 à ce jour

Avant que la guerre ne se termine, et sous l'influence du mouvement d'opinion motivé par le rôle admirable des femmes pendant ces années douloureuses, les milieux parlementaires voient à nouveau naître des tentatives en vue de la réalisation du vote. Tentatives que les graves soucis du péril national, avaient jusqu'alors retardées.

Cependant une proposition de réforme administrative avait été déposée le 29 Avril 1915 par Monsieur Jean Hennessy en vue d'accorder l'électorat local aux veuves mères.

De même le 15 Février 1917 la Commission du Suffrage universel de la Chambre se prononçait en faveur de l'admission des femmes au droit de vote pour les élections municipales et de leur éligibilité au conseil municipal.

Monsieur Pierre Etienne Flandin qui avait été désigné comme rapporteur de cette commission en remplacement de Monsieur Ferdinand Buisson, non réélu aux élections législatives de 1914, était chargé par elle de lui présenter un rapport complémentaire de celui de la pré-

cédente législature repris le 16 Juin 1914 sur la proposition Dussaussoy. Monsieur Pierre Etienne Flandin devait notamment élaborer un texte fixant une limite d'âge minima pour équilibrer après la guerre les collèges électoraux masculins et féminins.

La Commission de Suffrage universel décida également alors en outre que les femmes ne pourraient remplir le mandat de délégués sénatoriaux. On se rappelle que les rapports successifs de Monsieur Ferdinand Buisson se montraient plus larges sur ce dernier point, puisque les propositions de loi par lui rapportées reconnaissaient implicitement le droit aux femmes de remplir ce mandat.

Mais la lutte absorbe trop la nation toute entière pour que l'attention soit éveillée par ces timides tentatives. Il faut attendre 1918 pour que l'action parlementaire en faveur du droit du suffrage reprenne naissance et témoigne de sa vigueur dans différentes propositions de loi.

Proposition de loi de Monsieur Emile Magniez député, du 24 Janvier 1918

A la séance d'ouverture de la session ordinaire de 1918, le 9 Janvier, Monsieur Siegfried, doyen d'Age, avait, aux applaudissements quasi-unanimes de la chambre, manifesté l'espoir de voir reconnaître sans délai le droit de vote aux femmes. « Il faudra, disait-il, que dans tout le pays, comme dans cette enceinte, subsiste l'Union sacrée, et qu'aux élections prochaines, par un geste de justice et de reconnaissance, il soit donné aux femmes le bulletin de vote, pour leur admirable attitude pendant la guerre ».

Ainsi la guerre semble avoir fait comprendre au Parlement l'importance du problème du suffrage féminin. Mais surtout dans l'atmosphère de patriotisme qui imprègne encore les esprits tendus vers la lutte finale, on envisage l'acquisition de ce droit de suffrage comme la récompense d'un noble sacrifice.

Voyons plutôt la proposition Magniez.

Le 24 Janvier, Monsieur Emile Magniez déposait sur le bureau de la Chambre la proposition suivante :

Article premier. — Le droit de vote est accordé aux femmes pour les élections municipales, cantonales, législatives et sénatoriales.

Art. II. — Les conditions d'âge et autres de jouissance et d'exercice de ce droit sont les mêmes que celles exigées des hommes, sous la réserve indiquée à l'article III.

Art. III. — Sont exclues du droit de vote les tenancières de maison de tolérance ou de rendez-vous ; les femmes inscrites sur les listes de prostituées.

Art. IV. — En ce qui concerne les élections sénatoriales, le conseil municipal de chaque commune nommera parmi les électrices de la commune, autant de femmes déléguées qu'il peut nommer d'hommes délégués.

Dans son exposé des motifs, Monsieur Magniez précisait que la guerre avait lumineusement démontré toute la valeur des aspirations féminines à la vie nationale : les femmes n'ont-elles pas été mobilisées aux champs, dans les usines, dans les administrations ? Elles se sont partout montrées les précieuses collaboratrices de l'homme ; elles l'ont même suppléé ; elles ont eu enfin, de-

puis le début de la guerre, le sentiment très net de leur responsabilité au point de vue national. Pourquoi dans ces conditions ne seraient-elles pas capables, pourquoi persisterait-on à leur refuser de participer à la vie politique du pays ?

Cette proposition de loi née sur la fin de la guerre victorieuse, mérite toute l'attention. Elle tend à établir l'égalité absolue des sexes au point de vue des droits de vote, qu'il s'agisse des élections municipales, cantonales, législatives et sénatoriales. Par un scrupule remarquable elle prévoit que le Conseil municipal devra choisir en nombre égal les délégués de chaque sexe. La limite d'âge sera la même pour les deux sexes. Cependant elle n'accorde aux femmes aucune espèce d'éligibilité ; enfin elle fait une restriction d'un caractère spécial sous l'article III. L'exclusion que vise cet article, faite sans doute dans un but de haute moralité, part d'une conception à notre point de vue erronée. En effet, il n'est prévu par la loi comme incapacités, soit permanentes, soit temporaires en matières électorales, que celles limitativement énumérées dans les articles 15 et 16 du décret organique du 2 Février 1852 : ce sont les condamnations, soit à des peines afflictives ou infamantes, soit à des peines infamantes seulement, soit certaines autres condamnations limitativement énumérées. Comment assimiler à ces catégories d'individus des femmes, « qui exercent une profession réglementée administrativement », c'est-à-dire une profession, sinon reconnue (et le terme serait à peine exagéré), du moins tolérée par la loi. Ce n'est pas en commettant une injustice qu'on abattra le mal. Au lieu d'adjoindre un tel article à sa proposition de loi, il eut été préférable que Monsieur Magniez déposât concomitamment une autre proposition de loi, tendant à abolir la réglementation administrative de la

prostitution et prévoyant des sanctions pénales à l'inobservation de ces nouvelles dispositions légales.

Mais les préoccupations du Parlement étaient encore tournées vers d'autres problèmes plus urgents, et la proposition de Monsieur Magniez demeura sans suite.

Proposition de Monsieur Louis Martin
(Sénat, 29 Juin 1918).

Nous avons vu que jusqu'à ce jour toutes les propositions déposées l'ont été sur le bureau de la Chambre. Cette proposition est la première qui émane d'un membre de la Haute Assemblée. Donc, le 29 Juin 1918, Monsieur Louis Martin déposait sur le bureau du Sénat la proposition de loi suivante :

« La femme française, à partir de 25 ans révolus, a le droit de figurer sur les listes électorales de la commune, où elle remplit les conditions de résidence exigées par la loi. Ce droit est soumis aux diverses causes de déchéances énumérées dans l'article 15 du décret du 2 Février 1852.

La femme dont le nom figure sur les listes électorales d'une commune, peut être, à l'occasion des élections sénatoriales, nommée déléguée par le conseil municipal de ladite commune ».

Cette proposition de Monsieur Louis Martin est plus restrictive que la précédente en ce qu'elle établit une limite d'âge différente pour la femme : soit 25 ans. Elle est d'ailleurs basée sur les mêmes motifs que celle de Monsieur Magniez. Toutes les femmes françaises, qui ont souffert de la guerre, ont mérité par leur attitude le droit d'exprimer leur opinion.

Sur la demande de Monsieur Louis Martin, fut sollicité, par la 5^e Commission d'initiative parlementaire, la prise en considération de cette proposition et le renvoi au bureau pour nomination, d'une commission spéciale.

C'est ainsi que ladite proposition fut prise en considération et renvoyée le 10 Novembre 1918, à une commission de dix-huit membres.

• •

Entin, le 18 Octobre 1918, Monsieur Pierre Etienne Flandin, désigné dans les conditions que nous avons précisées, comme rapporteur de la commission du suffrage universel, déposait sur le bureau de la Chambre son rapport établi au nom de ladite commission, conformément au dernier paragraphe de l'article 36 du règlement. Ce rapport avait, comme on sait, pour objet de compléter le rapport de la précédente législature, repris le 16 Juin 1914, par Monsieur Ferdinand Buisson, sur la proposition de Monsieur Dussaussoy, tendant à accorder aux femmes le droit de vote dans les élections aux conseils municipaux, aux conseils d'arrondissement et aux conseils généraux.

Etude de la proposition Dussaussoy modifiée
Discussion de la dite proposition à la Chambre
des Députés.

Pour Monsieur Pierre Etienne Flandin, la France ne peut s'obstiner dans cet état d'esprit conservateur — de tout temps dans notre pays l'apanage des parties au pouvoir — qu'à deux conditions : 1^o. - Démontrer que les autres nations se sont trompées en admettant la femme

à la vie publique, et établir en conséquence que les résultats du droit de suffrage ne sont pas heureux ; 2°. - Démontrer que la femme française ne possède pas les mêmes aptitudes à exercer les droits politiques que celle des autres pays.

Or, cette double démonstration est impossible, les faits eux-mêmes, dans toute leur simplicité, réfutent de tels arguments.

Il faut donc, pour Monsieur Pierre Etienne Flandin, supprimer les inégalités politiques entre l'homme et la femme, comme ont été supprimées les inégalités sociales.

Mais est-il permis de dire hélas ! nous permettons-nous d'observer, que, toutes les inégalités sociales aient été supprimées entre la femme et l'homme ?

On peut au contraire prétendre que l'accession de la femme du droit de suffrage sera le véhicule qui lui permettra d'abattre définitivement l'ensemble des inégalités sociales, subsistantes de son sexe.

Monsieur Pierre Etienne Flandin précise avec raison que c'est la concentration du travail dans les grands magasins, à l'usine, qui a obligé, pour vivre, la femme à quitter le foyer. Monsieur Flandin est persuadé que la femme est naturellement portée à préférer d'instinct les soucis de la maternité, aux travaux malsains du dehors. Mais la lutte pour la vie lui a été imposée, c'est la main-d'œuvre à bas prix qui est la cause de la disparition progressive du foyer familial.

On pourrait plutôt dire que c'est la hausse croissante du coût de la vie, rendant insuffisant le salaire de l'homme pour permettre au foyer familial de vivre, qui a nécessité l'appoint du travail extérieur de la femme, dont le salaire s'ajoutera ainsi à celui du mari.

Mais combien de femmes, seules, sans mari, abandonnées dans la lutte pour la vie, sont obligées de travailler ? N'est-il donc pas légitime que la femme fasse entendre sa voix pour obtenir une législation en rapport avec les nouvelles conditions de la vie sociale ?

Les idées de Monsieur Pierre Etienne Flandin sont justes, elles ne sont d'ailleurs pas nouvelles, mais on comprend difficilement comment cette conception de la réalité du problème féminin puisse s'accorder avec le texte de la proposition de loi que la Commission du Suffrage universel et son rapporteur apportaient à la Chambre.

D'ailleur en voici le contenu :

Article I. — Le 2° paragraphe de l'article 14 de la loi du 5 Avril 1884 est modifié ainsi qu'il suit :

Sont électeurs tous les Français de deux sexes, sous réserve :

1°. — Lorsqu'ils sont du sexe masculin, qu'ils soient âgés de 21 ans accomplis.

2° Lorsqu'ils sont du sexe féminin, qu'ils soient âgés de 30 ans accomplis.

Et qu'ils ne soient dans aucun cas d'incapacité prévue par la loi.

Art. II. — La modification apportée par l'article précédent à la loi du 5 Avril 1884, n'est pas applicable à l'élection des députés, à laquelle seuls prennent part et sont éligibles les électeurs du sexe masculin.

Art. III. — Le dernier paragraphe de l'article II de la loi du 2 Août 1875, est modifié ainsi qu'il suit :

« Il peut porter sur tous les électeurs du sexe masculin de la commune, etc.... ».

Art. IV. — L'article 6 de la loi du 10 Août 1871 est modifié ainsi qu'il suit :

« Sont éligibles au Conseil Général tous les Français du sexe masculin, inscrits ».

Art. 5. — Les femmes ne sont pas éligibles aux Conseils d'Arrondissement.

Ainsi cette proposition de loi fixait à un âge de neuf ans plus élevé que celui de l'homme, la majorité politique de la femme.

Il lui accordait seulement l'électorat et l'éligibilité en matière municipale — seulement l'électorat au conseil d'arrondissement et au conseil général — et lui refusait tant l'électorat que l'éligibilité pour les élections législatives (ceci avec une précision ne laissant aucun doute : art. 2 et art. 3).

Nous sommes donc ici en régression très nette sur la proposition Dussaussoy, de l'origine et sur celle sortie des rapports de Monsieur Ferdinand Buisson. La Commission du Suffrage universel et son rapporteur ont ainsi voulu, paraît-il, désarmer ceux qui redoutent l'entrée trop rapide des femmes dans la vie publique et conseillent d'abord un délai pour l'apprentissage politique du sexe féminin.

Cependant, le 30 Janvier 1919, Monsieur Louis Andrieu, député, présentait à la Chambre un avis, au nom de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, sur la proposition de Monsieur Dussaussoy, ainsi modifiée. Il attirait l'attention de la

Chambre sur l'insuffisance éclatante de la proposition précitée. Mais Monsieur Andrieu voyait plus large encore que la Commission, au nom de laquelle il présentait l'avis.

La Commission de l'administration générale, départementale et communale, propose de n'accorder le droit de vote qu'aux mères de famille, aux veuves et aux femmes chefs de famille, telles qu'une sœur aînée ayant la tutelle ou la gestion des intérêts d'un ou de plusieurs orphelins.

La commission d'administration générale revient ainsi pour partie, mais peut être par certains côtés plus restrictivement à la proposition Gautret de 1901.

La commission estime qu'ainsi, le nombre des futures électrices se trouvant diminué, il n'y aura plus de raison pour ne pas donner le droit de vote avec l'éligibilité aux femmes comme aux hommes, à l'âge de 21 ans accomplis. La Commission rappelle à ce sujet que le Code Civil fixe au sexe féminin une maturité plus précoce puisqu'il autorise le mariage de la femme à l'âge de 15 ans, alors que celui de l'homme ne peut avoir lieu avant 18 ans.

Nous voyons donc encore ici le même esprit dominer. Eviter que le collège électoral féminin dépasse en nombre le collège masculin, par le fait même que les femmes sont plus nombreuses que les hommes. Ce n'est point une question de principe, mais d'opportunisme politique.

Cependant, sous ces réserves, la Commission d'administration générale estime qu'il y a lieu d'accorder aux femmes sus-désignées, l'électorat et l'éligibilité pour toutes les assemblées locales et législatives.

Comme nous l'avons dit plus haut, Monsieur Louis Andrieu n'admet pas ces réserves et in fine de son avis, il reproduit sous sa responsabilité personnelle un amendement ainsi conçu qu'il dépose sur le bureau de la Chambre.

« Les lois relatives à l'électorat et celles relatives à l'éligibilité en toutes matières, sont applicables à tous les français sans distinction de sexe ».

C'est le suffrage intégral. Les efforts de Monsieur Andrieu devaient, en ce qui concerne la Chambre, aboutir plus rapidement peut être qu'il ne le pensait.

En effet le problème fut posé en séance publique sur la proposition de Pierre Etienne Flandin, le 8 Mai 1919.

C'était la première fois que la question du suffrage des femmes avait les honneurs de la Tribune parlementaire.

Le 8 Mai 1919, Monsieur Pierre Etienne Flandin développa donc l'argumentation de son rapport et la discussion générale du projet commençait ainsi :

Monsieur Bracke après l'exposé du rapporteur annonça qu'avec son collègue, Monsieur Lafont, et d'accord avec le groupe socialiste il présentait un amendement tendant à donner le droit électoral et l'éligibilité dans toutes les élections à toutes les femmes.

Le 15 Mai 1919 la discussion reprenait : Monsieur Lefebvre du Prey se déclara adversaire de la proposition prétendant que si on procédait à un référendum chez les femmes, la grande majorité déclarerait qu'elles estiment le droit de vote comme en dehors de leurs fonctions, de

leur vrai rôle. Cette remarque était certainement juste à l'époque, nous nous permettrons de penser qu'elle l'est encore actuellement.

Il ajoutait : « l'autorité du mari est aussi nécessaire dans un ménage que l'autorité d'un chef dans n'importe quelle association, dans n'importe quelle organisation. Or quand vous aurez donné à la femme une autorité égale, vous aurez mis en présence deux puissances rivales » et plus loin « Dans toute organisation, dans tout syndicat, tant toute société civile ou commerciale la première préoccupation n'est-elle pas d'assurer un pouvoir fort aux administrateurs compétents ? On pourrait répondre, que peut être la question n'est pas là, que le droit de suffrage n'est pas incompatible avec le respect de l'autorité maritale, qu'en tous cas, qu'il s'agisse de la société familiale, d'une société civile, ou commerciale, ou d'une organisation quelconque, elle ne doit pas être fondée au mépris des droits individuels.

Cependant la discussion générale était close à cette séance et par 330 voix contre 218 la Chambre décidait de passer à la discussion des articles.

Sur la discussion de l'article I Monsieur Roulleau Dugage dépose un contre projet qui lie le principe du vote familial à celui du vote des femmes. Il est ainsi conçu :

« Sont électeurs tous les Français sans distinction de sexe ni d'âge, à l'exception de ceux qui se trouvent dans l'un des cas d'incapacité prévus par la loi et des pupilles de l'Assistance ».

La Chambre n'était pas préparée à lier les deux problèmes. Elle se refusa donc à prendre en considération ce contre-projet et prononça immédiatement sa disjonction.

Le 20 Mai 1919 continua la discussion des articles. Deux nouveaux contre projets avaient été déposés :

Le 1^{er} : par Messieurs Jean Bon et Lucien Dumont.

Le 2^e : par Monsieur Louis Andrieu.

Ces deux contre projets avaient tous deux pour but de donner aux femmes le droit de suffrage intégral.

Messieurs Jean Bon et Louis Andrieu prirent la parole avec ardeur pour défendre leur contre-projet.

Le premier souligna le raisonnement dangereux soutenu par plusieurs orateurs notamment Monsieur Augagneur : « Nous sommes d'accord sur le principe, mais l'heure n'est pas venue de le réaliser ». Or, c'est depuis 1848, que le suffrage universel a été donné aux hommes. Il est devenu maintenant une règle. « Nous sommes les enfants de nos pères, mais nous sommes surtout les enfants de nos mères, non seulement parce qu'elles sont nos génitrices, mais parce qu'elles sont nos éducatrices et puisqu'elles nous ont éduqué de telle façon que si le suffrage universel peut être dans notre acquis moral, c'est que le suffrage universel est déjà dans l'acquis moral des femmes ».

Le second attira l'attention de la Chambre sur des considérations d'ordre social : « je demande justice pour la femme afin qu'elle puisse défendre ses intérêts dans la lutte pour la vie ». « Dans une démocratie ceux qui ne votent pas, ne comptent pas ».

On prétend que les femmes ne veulent pas voter? « Quand la femme saura ce qu'il y a au fond du scrutin, ce jour là... il n'y aura pas d'abstension parmi les femmes ». Et après tout qu'importe ? Mais quand bien même il serait vrai que les femmes ne veulent pas voter, ce n'est pas leur seule volonté, ni leur seul intérêt, que l'orateur défend. Le féminisme n'est pas seulement la défense des intérêts de la femme. Il tend à améliorer la collectivité humaine, car « le jour où les femmes seront parmi nous, les hommes seront meilleurs, les lois que vous ferez seront plus humaines », et puis enfin « *bella matribus destestata.....* ».

La Chambre semblait convaincue par ces interventions; Monsieur Pierre Etienne Flandin voulut alors défendre le projet initial de la Commission : Participation progressive et seulement progressive aux affaires publiques.

Mais Monsieur Viviani monta à la tribune. Avec son éloquence grave, poignante, il vint soutenir les deux contre-projets, plaidant avec émotion la cause des femmes dont il s'était fait depuis longtemps le défenseur, et reprenant avec une conviction irrésistible la thèse déjà soutenue.

Cette intervention suivie d'une courte improvisation de Monsieur Briand devait entraîner le vote du contre projet qui fut adopté par 344 voix contre 97.

Il comprenait deux articles auxquels fut adjoint un troisième sur la proposition de Monsieur Houbé.

Article I. — Les lois et dispositions réglementaires sur l'électorat et l'éligibilité à toutes les assemblées élues

sont applicables à tous les citoyens français sans distinction de sexe.

Article II.— Pour une durée d'un mois à dater de la promulgation de la présente loi, les listes électorales seront ouvertes à toutes inscriptions complémentaires selon l'article précédent.

Article III. — La présente loi est applicable en Algérie.

Ce vote, comme l'a dit Monsieur Joseph Barthélémy est une grande date dans l'histoire du féminisme français, la Chambre avait ainsi brûlé les étapes et décidé brusquement — mais avec une logique remarquable — d'accorder immédiatement l'intégralité des droits politiques aux femmes. Il restait à obtenir le vote du Sénat.

Mais il semblait que la Haute Assemblée ne pouvait que s'incliner devant une décision émanant de la représentation populaire.

Qui eut dit alors que la clairvoyance, sinon l'opportunisme de la Chambre se heurterait au refus persistant de la Haute Assemblée et qu'aujourd'hui encore, 10 ans après, les choses en seraient au même point ?

Proposition de loi de Monsieur de Las Cazes (Sénat du 11 Juillet 1919).

Avant d'examiner toutes les vicissitudes auxquelles s'est heurtée la proposition votée par la Chambre, une fois transmise au Sénat, il est bon de signaler le mouvement qui se manifestait alors dans le pays en faveur du vote familial. Ce mouvement se traduisit par le dépôt de propositions de loi dans ce sens.

Citons celle de Monsieur de Las Cazes et plusieurs de ses collègues sénateurs, déposée sur le bureau du Sénat, à la séance du 11 Juillet 1919. Elle ainsi conçue :

« Article I. — Sont électeurs tous les Français sans distinction de sexe, ni d'âge, à l'exception de ceux qui se trouvent dans l'un des cas d'incapacité prévue par la loi et des pupilles de la Nation.

« Article II. — Le droit électoral des mineurs non émancipés est exercé par leur père, naturel ou adoptif. En cas de décès, d'incapacité légale ou d'absence du père, il est exercé par la mère. A défaut de celle-ci, il est exercé par le tuteur ou la tutrice.

« Article III. — Le nombre des suffrages dont chaque électeur aura la disposition, en vertu des articles précédents, est fixé chaque année, au moment de la revision des listes électorales, d'après la situation de famille existant au jour du dépôt du tableau rectificatif.

« En vue de la revision des listes, les mairies délivreront gratuitement à la demande des intéressés, les certificats établissant leur situation par rapport à l'électorat.

« Les listes porteront mention pour chaque électeur des personnes qu'il doit représenter au scrutin, ou de la personne par qui il doit être représenté.

« Article IV. — Chaque électeur majeur reçoit une carte électorale portant, s'il y a lieu, outre son nom, l'indication nominative des mineurs qu'il doit représenter au scrutin.

« L'électeur dépose donc dans l'urne autant de bulletins séparés que sa carte lui donne de suffrages à expri-

mer, et l'émargement de toutes les personnes ainsi représentées se fait alors sur la liste générale des inscrits ».

Cette proposition ainsi conçue fut renvoyée à la Commission nommée le 22 Novembre 1918, chargée déjà de l'examen d'une proposition de loi tendant à reconnaître aux femmes le droit de vote.

Il faut noter que cette proposition de vote familial n'était pas nouvelle. Déjà en 1914, Monsieur Louis Martin avait déposé une proposition dans ce sens, proposition rectifiée en 1916 et limitée alors à la représentation des enfants morts pour la Patrie. Monsieur de Las Cazes reprenait d'ailleurs, un amendement qui avait été repoussé par la Chambre des Députés, relatif au vote familial.

Pour Monsieur de Las Cazes la logique impose l'admission des femmes et des enfants dans le corps électoral en parfaite égalité avec les hommes. Les femmes et les mineurs font partie de la nation au même titre que les hommes majeurs. Ils ont des intérêts personnels à défendre, ils ont les mêmes droits civils, ils doivent avoir les mêmes droits politiques.

A vrai dire, ce mouvement en faveur du vote familial, qui inclut le vote des femmes — et c'est la raison pour laquelle nous en touchons un mot — a avant tout pour cause l'état de chose né de la guerre.

Du fait de la guerre, nous dit Monsieur de Las Cazes, des centaines de milliers de familles, dont les chefs sont tombés au Champ d'Honneur, seraient dans le système actuel sans aucune influence politique. « Ne serait-il pas inique que ce soient ces familles particulièrement éprouvées par la guerre qui se trouvent désormais privées de tout droit de suffrage ? ».

Enfin le suffrage familial aurait pour conséquence d'assurer aux familles nombreuses une influence sur les destinées de la nation. Il s'agit là du problème angoissant de la crise de natalité, crise sur laquelle la guerre n'a pas été sans agir.

On le voit, c'est plutôt guidé par des considérations opportunistes que par des raisons juridiques que Monsieur de Las Cazes a été amené à déposer sa proposition de loi.

Il en est de même de celle de Monsieur Dominique Delahaye, renvoyée à la Commission le 15 Janvier 1919. Monsieur Delahaye est très nettement hostile à l'électorat et l'éligibilité des femmes. Mais il veut seulement inscrire sur les listes électorales les morts et les disparus de la guerre par le procédé suivant « les veuves non remariées, les mères, les filles célibataires, les sœurs célibataires, âgées de 21 ans, des morts de la grande guerre, des disparus non déserteurs, seront inscrites sur la liste électorale pour prendre part aux élections de 1919, au lieu et place de leurs maris, de leurs enfants, de leurs pères et de leurs frères ». A défaut de représentants du sexe féminin, les mâles représenteront les morts.

Cette proposition était basée sur deux idées : 1°) le culte de ceux qui sont tombés pour la patrie ; 2°) contrebalancer ainsi l'influence grandissante du bolchevisme dans les villes.

La proposition Delahaye, comme la proposition de Las Cazes, n'eurent pas d'ailleurs l'approbation de la Commission chargée de les examiner.

Monsieur Alexandre Bérard, rapporteur de chacune d'elle, les repousse : En ce qui concerne la proposition de Las Cazes, il déclare : « La République Française est

fondée de par la volonté de la nation sur la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, établissant l'égalité et remettant à tous les citoyens le soin de diriger la chose publique. Notre honorable collègue remplace ce droit par une accumulation de droits individuels ayant chacun pour une part la possibilité d'être représenté et chacun par une part également disposant des destinées de la Nation ». Aux yeux de Monsieur Alexandre Bérard, Monsieur de Las Cazes méconnaîtrait ainsi les principes mêmes du suffrage universel : le Droit de suffrage devant se répartir également et exclusivement entre tous les citoyens raisonnables.

Nous avons cru devoir attirer l'attention sur ces tentatives : elles posent un problème délicat entre tous, mais elles font surtout apparaître l'état d'esprit de l'après-guerre immédiat.

Nous revenons maintenant au problème du vote des femmes proprement dit :

**Etude du rapport de Monsieur Alexandre Bérard
(Séance du Sénat du 3 Octobre 1919).**

A la séance du Sénat, du 3 Octobre 1919, Monsieur Alexandre Bérard déposait un autre rapport, établi par lui, au nom de la commission chargée d'examiner :

1°. — La proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, tendant à rendre applicable à tous les citoyens français, sans distinction de sexe, les lois et dispositions réglementaires sur l'élection et l'éligibilité ;
2°. — la proposition de loi de Monsieur Louis Martin, tendant à reconnaître aux femmes le droit de vote ; 3°. — une proposition de Monsieur Beauvisage, tendant à accorder l'éligibilité mais non l'électorat aux femmes.

L'étude de ce rapport de Monsieur Alexandre Bérard, concernant simplement le vote des femmes, est du plus haut intérêt, car il met en pleine lumière l'état d'esprit de la majorité des membres de la Haute Assemblée en face du problème du droit de suffrage féminin.

Tout d'abord Monsieur Alexandre Bérard remarque que la Chambre, élue en 1914, qui n'a pas encore été renouvelée, a outrepassé son mandat en votant, d'ailleurs hâtivement, et sans avoir pris le temps de la réflexion, une réforme du système, dont l'importance, dont la gravité, rendaient nécessaire au préalable, une consultation des comices électoraux. C'est là que la question de l'électorat féminin doit être tout d'abord posée. Il faut donc attendre la nouvelle législature.

Monsieur Alexandre Bérard se pose la question de savoir quelle est l'ampleur et la nature du mouvement d'opinion pour l'électorat féminin. A ses yeux, des opinions isolées de petits groupements, à peu près tous enfermés dans les étroites limites de Paris, c'est tout. Le mouvement ne se serait pas même étendu dans les grandes villes, il n'en existerait pas trace dans les petites, et il serait absent totalement des campagnes. « A en croire beaucoup de nos collègues, dit-il, textuellement, à en croire des enquêtes faites un peu partout, il résulte clairement que l'ensemble du pays est, ou indifférent à une réforme à l'apparition de laquelle il ne croit pas sérieusement, ou résolument hostile ».

L'immense majorité des femmes de France repousserait le droit de vote. « Elle estime qu'elle n'a pas à quitter le foyer pour aller au forum; elle estime que la maison familiale avec les enfants à élever suffit largement

à sa tâche et que dans ce domaine, la mission est assez haute, assez noble, assez grande, elle estime que là se borne sa tâche pour la patrie ».

« On jette dans le débat ceci : la femme a fait son devoir durant la guerre, il faut la payer du bulletin de vote ». Mais « elle ne demande nullement pour récompense un bulletin de vote que nul lien ne soude à sa noble tâche ».

La Commission a tenu à entendre tous les groupements qui poursuivent le triomphe de l'électorat féminin. Il serait de toute évidence, par l'audition même qui en a été faite, par leur aveu, **que ces groupes ne représentent en fait qu'une infime minorité de femmes.**

Et, Monsieur Alexandre Bérard discute, en dehors de la thèse philosophique qu'il réserve, les arguments que les orateurs féministes ont fait valoir. Ceux-ci ne seraient que des assertions démenties par les faits.

Il faudrait que les femmes votent pour que l'Etat s'occupe de l'hygiène et de l'enfance ?

Pour répondre à cet argument il n'y aurait qu'à présenter le recueil des lois votées depuis 20 ans par le Parlement.

La femme prétend ne pas avoir à se soumettre à des lois qu'elle n'a pas votées ? Mais la loi n'est que la volonté souveraine de la majorité et nombreux sont les hommes qui doivent se soumettre à des lois qu'ils n'ont pas votées, contre lesquelles ils ont voté.

Nous ne pouvons ici nous empêcher d'attirer l'attention sur l'incompréhension de la démonstration du rapporteur. On cherche ici visiblement à créer une confusion : les hommes doivent se soumettre aux lois dont

ils sont tous en général et chacun en particulier les auteurs (indirects bien entendu à raison de la nécessité pratique du système représentatif) en tant que parcelle de souveraineté. Mais l'accord unanime étant le plus souvent impossible, il faut donc se résoudre à adopter ce que veut la majorité. Il n'empêche cependant que tous les hommes, tous les citoyens ont participé, ou ont eu la faculté de participer à la formation de cette majorité, parce que tous bénéficient du droit de vote.

Mais, la femme, n'a point le droit de vote, elle obéit donc à des lois dont l'adoption ou le rejet sont indépendants, toutes choses égales d'ailleurs, de l'exercice de sa volonté; elle doit donc au véritable sens du mot « se soumettre à ces lois ».

Nous ne continuerons pas plus longtemps l'étude de la réfutation par Monsieur Bérard des arguments féministes. En toute impartialité elle revêt un caractère trop tendancieux et parfois trop puéril, en invoquant certaines idées prétendues féministes et qui ne sont certainement qu'outrancières. Citons un passage au hasard : « Les déléguées des groupements féminins, en sont venues peu à peu s'enhardissant à la menace, à la menace du tapage dans les rues, à la révolte violente, suivant des exemples donnés, il y a quelques années, de l'autre côté du détroit. Certaines déléguées en sont même venues... à invoquer l'exemple de la comédie antique : l'exemple de Lysistrata » et plus loin « en résumé, les déléguées du féminisme nous ont affirmé que, en ce bas monde, en France, notamment, tout le mal venait de l'homme, et tout le bien de la femme, comme elles affirmaient que la femme constituait à elle seule la famille, dont elle est en effet l'élément essentiel, mais non l'élément unique, et que la femme ce que la plus simple galanterie

nous empêche de contester, que la femme est bien supérieure à l'homme, tant moralement qu'intellectuellement ». N'insistons pas !

Monsieur Alexandre Bérard arrive alors à l'argument tiré de l'exemple des autres pays. Sans doute le suffrage féminin s'est peu à peu implanté dans les pays scandinaves, aux Etats-Unis d'Amérique, puis dans la Grande-Bretagne, et maintenant en Allemagne et en Pologne, soi-disant en Russie. Nous n'avons pas à discuter ce qu'ont fait les autres : les situations ethnographiques sont probablement différentes, et pour les pays où la loi nouvelle s'est solidement implantée il y a avec la France un état dissemblable qu'il faut aborder de front : les pays scandinaves, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, en très grande majorité sont protestants, la France est en grande partie catholique; qu'on se réjouisse ou qu'on se désole, dans tous les cas on ne saurait le contester, ici, dans les églises, c'est la domination sévère, c'est la hiérarchie, là c'est le libre examen.

Nous reviendrons plus loin sur cette appréciation peut être fort juste en elle-même, de Monsieur A. Bérard, mais dont il tire des conséquences qui à nos yeux ne méritent pas une telle appréciation.

D'abord, notons en passant la remarque de Monsieur A. Bérard que même parmi les pays protestants, la Suisse est demeurée réfractaire au vote des femmes.

Nous arrivons maintenant à l'argument fondamental tiré de cet état de chose, argument qui aux yeux de Monsieur A. Bérard et certainement de la majorité du Sénat, a été et demeure prépondérant pour motiver le rejet de la réforme.

Nous citerons textuellement le rapport :

« Avec la mentalité catholique de la grande majorité des femmes de notre pays, et étant donné que malheureusement dans notre pays, les adversaires de la République et de la liberté ont, la plupart du temps, mêlé deux choses qui devraient être rigoureusement séparées, la religion et la politique, que depuis plus d'un siècle on a suivant le vieux mot du temps de la restauration consolidé le trône par l'autel, **donner le droit de vote aux femmes, ce serait aller à un grave péril....** il n'y a pas cinquante chaires dans les églises de notre pays, qui depuis un demi-siècle n'aient retenti des appels aux luttes politiques, et toujours aux luttes contre la démocratie, contre les principes de 1789.... Une énorme quantité de femmes françaises, sinon la majorité, ont la foi catholique, et nul ne saurait les en blâmer, mais sous le couvert de la foi, laquelle est du seul domaine de la conscience, on n'a pas cessé de glisser dans leurs esprits une opinion politique.... La chaire publiquement et le confessionnal dans une étroite limite, ont été hier, et seront plus encore demain, avec l'électorat féminin, des moyens de propagande politique... ».

Et Monsieur Alexandre Bérard conclut que c'est pour cela que jusqu'ici les pays catholiques, se sont refusés à accorder aux femmes soit l'électorat, soit l'éligibilité.

A l'exception de la France, est-il bien vrai que ce soit pour cette raison ? Nous posons simplement la question, nous y répondrons plus tard.

En un mot, Monsieur Alexandre Bérard craint que le vote des femmes ne mette en péril la République !

Si nous voulons résumer la thèse de Monsieur A. Bérard et de la Commission du Sénat, nous dirons simple-

ment que les motifs par eux invoqués pour rejeter le droit de vote sont uniquement des motifs opportunistes.

On ne discute pas de savoir si juridiquement les femmes sont fondées ou non à être électrices ou éligibles. Le problème est simplement de savoir s'il est opportun ou non qu'elles votent, qu'elles soient élues. Ce n'est même pas une question d'opportunisme social, c'est simplement une question d'opportunisme politique. Si les femmes votaient maintenant, le régime républicain pourrait être mis brutalement en péril.

Nous avons ajouté « maintenant » ; en effet, après avoir expliqué implicitement que la place de la femme doit être uniquement au foyer, Monsieur A. Bérard déclare « une question d'opportunité se pose : Il faut amener par son éducation, la femme à la vie publique ».

Il y a visible contradiction dans toute cette discussion, puisqu'on laisse entendre que le seul obstacle à l'accès des femmes à la vie publique, c'est l'opportunité, l'opportunité politique. C'est en somme reconnaître que les femmes sont en droit d'exiger une place au forum comme les hommes, après avoir prétendu qu'elles ne peuvent s'absenter du foyer.

« Donner le droit de vote aux femmes de France en ce moment, c'est faire dans l'inconnu, précise Monsieur A. Bérard, le saut le plus formidable, plus grand que celui qui, en 1848, on fit dans notre pays par l'adoption spontanée du suffrage universel ».

Monsieur A. Bérard fait remarquer à ce sujet que près de deux millions d'hommes manquant par suite de la guerre, si les femmes votaient, il y aurait deux millions d'électrices de plus que d'électeurs. « La France tomberait en quenouilles ».

Et le rapporteur de terminer :

« Raison de principe, raison d'opportunité, tout concorde pour, à l'heure actuelle, repousser les propositions que nous craignons avoir été adoptées quelque peu inconsidérablement au Palais Bourbon, tout concorde pour réserver l'avenir et respecter les droits imprescriptibles du suffrage universel, cela pour les destinées même de la patrie ».

Raison de principe, raison d'opportunité. Monsieur A. Bérard a fait ici, involontairement, nous voulons l'espérer, une grave erreur. Du moins c'est ce qui apparaît de l'examen de son rapport.

Car si les raisons d'opportunisme politique par lui invoquées peuvent être considérées comme ayant quelque valeur d'un certain point de vue particulier qui le préoccupe, les raisons de principe se sont révélées dans cet exposé comme inexistantes.

Les adversaires du suffrage des femmes peuvent prétendre démontrer le bien fondé de leur thèse, au point de vue des principes même du droit public. Ici, les tentatives faites en vue d'une telle démonstration sont insignifiantes et il apparaît nettement que ce sont d'autres considérations dont nous n'avons pas à apprécier ici la valeur et la force qui ont guidé les membres de la Commission du Sénat, lorsqu'ils ont décidé de proposer le rejet des propositions de loi soumises à leur examen.

..

Le dépôt de ce rapport qui reflétait d'ailleurs l'opinion de la grande majorité du Sénat ne devait pas avoir pour conséquence une rapide mise à l'ordre du jour du débat.

Devant cette attitude d'hostilité aux décisions de la Chambre, Monsieur Bracke, député, prit l'initiative d'une proposition de résolution ainsi conçue : « La Chambre invite le Gouvernement à obtenir que le Sénat inscrive dans le plus bref délai possible à son ordre du jour, la discussion de la proposition de loi votée par la Chambre le 20 Mai 1919 et tendant à accorder le droit de suffrage aux femmes ».

Cette proposition fut adoptée par la Chambre le 7 Octobre 1919, par 340 voix contre 95.

Elle était renouvelée sept mois plus tard par MM. Justin Godard, Jules Siegfried, Bracke, etc... Et elle eut l'occasion de se renouveler encore par la suite en 1922, dans la nouvelle législature, sur l'initiative de Monsieur P. Dormoz, député.

Cependant, entre temps, le groupe socialiste de la Chambre avait déposé, le 22 Janvier 1920, une proposition de loi tendant à établir non seulement l'égalité politique, mais l'égalité civile et économique des deux sexes.

Dans son exposé des motifs, le groupe socialiste précisait que les droits de l'homme impliquent et exigent ceux de la femme, mais ces droits, tant pour l'homme que pour la femme, ne deviendront une réalité vivante que par et dans la société socialiste.

Cependant il est immédiatement possible de réaliser l'égalité civile, politique et économique des deux sexes et c'est à cet effet que le groupe socialiste déposait ladite proposition ainsi conçue :

Article I. — « Toutes les dispositions législatives établissant l'infériorité de la femme vis-à-vis de l'homme sont et demeurent supprimées ».

Article II. — « La femme est admise au bénéfice de toutes les lois ne s'appliquant jusqu'à présent qu'à l'homme ».

Article III. — « Toutes les lois, à l'avenir viseront et devront voir l'être humain sans distinction de sexe ». Il n'est point besoin d'ajouter que cette proposition n'a pas encore vu le jour.

■
* * *

Citons d'autre part la proposition de loi déposée par Monsieur Roulleau-Dugage, le 30 Janvier 1920, sur le bureau de la Chambre, tendant à accorder le vote familial qui incluait le vote des femmes et constituait aux regards de son auteur « le suffrage universel intégral ».

Citons également la proposition de MM. Joseph et Anselme Patureau Mirand, députés, du 3 Mars 1922, qui dans la nouvelle législature est une régression sur la proposition votée antérieurement par la Chambre puisqu'elle vise uniquement à admettre le droit de suffrage des veuves de guerre.

1^{re} discussion publique au Sénat sur le vote.

Le 7 Novembre 1922, le Sénat s'arrêtait enfin à la discussion des propositions qui lui étaient soumises, à savoir :

1°. — La proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés tendant à rendre applicable à tous les citoyens français sans distinction de sexe les lois et dispositions réglementaires sur l'élection et l'éligibilité.

2°. — La proposition de Monsieur Louis Martin tendant à reconnaître aux femmes le droit de vote.

3°. — La proposition de Monsieur Beauvisage sur l'éligibilité des femmes.

Il faut attirer l'attention tout d'abord sur l'atmosphère dans laquelle s'engageait cette discussion.

Certes, quelques sénateurs, parmi lesquels il faut citer en premier lieu Monsieur Louis Martin, s'étaient fait déjà les défenseurs inlassables de la cause féministe. Mais il faut bien dire que leur initiative avait été sans influence sur la mentalité des élus du Luxembourg, qui dans la grosse majorité, sinon l'ensemble, se montraient nettement hostile à l'idée même.

Le problème pourtant si grave mis en discussion n'est en général pas pris au sérieux au Luxembourg.

Ajoutons qu'un certain nombre de sénateurs ayant demandé au Ministre de l'Intérieur, Monsieur Maunoury, d'exprimer au cours des débats, l'opinion du gouvernement, celui-ci déclara que le Gouvernement ne s'opposait pas au passage à la discussion des articles, sans plus. Le Gouvernement se refusait en réalité à prendre nettement parti. En tous cas, il ne faisait rien pour soutenir de son influence et de son autorité les propositions ou discussions.

Pour tous ces motifs, les féministes couraient ainsi à un échec certain. Voyons les grandes lignes de cette discussion.

Tout d'abord, Monsieur Louis Martin soutint à la tribune, avec une grande énergie, la cause des femmes.

Pour Monsieur Louis Martin il n'est pas exact que le fait que la femme votera pourra la détourner de ses fonctions de mère.

Pour sa démonstration il emprunte alors un exemple qui à notre avis n'est véritablement pas probant : il déclare en effet : « Le sentiment paternel très grand, très noble est un sentiment inférieur au sentiment maternel. Et le suffrage universel existe depuis 70 ans. On n'a jamais remarqué qu'il ait fléchi depuis que le père est investi du bulletin de vote. A-t-on jamais remarqué que depuis que les ouvriers votent, ils soient de moins bons travailleurs ? ».

Ces comparaisons sont mauvaises. Le sentiment maternel, l'exercice de la fonction de mère est tout autre chose qui ne peut supporter de telles comparaisons.

Le problème qui se pose est de savoir si l'exercice du droit de vote, qui se renouvelle tous les 4 ans, la participation de la femme à la vie publique, non seulement par l'électorat, mais l'éligibilité même, sont de nature à détourner la femme d'une fonction qui, il faut le reconnaître, à certaines périodes prolongées, l'absorbe toute entière, et dans sa vie physique et dans sa vie morale ?

Monsieur Louis Martin arrive à la discussion de l'influence possible de l'Eglise, qui constitue nous le savons, le point qui a attiré toute l'attention de Monsieur A. Bérard.

Il dit fort judicieusement : « Si l'Eglise, dont vous avez peur, prend entre ses mains, la cause de la femme, si elle dit.... aux femmes, qui viennent près d'elle, et reçoivent son enseignement « c'est votre liberté de conscience que l'on attaque » et si elle dit aux autres « nous avons les mêmes adversaires, vous voulez voter, vous savez où est l'obstacle et quelle est ma force, je vous l'apporte ». Si elle agit avec toutes ses forces réunies, quelle sera votre situation et quelle responsabilité aurez-vous encourue ? Pour moi, voilà où git le véritable péril ».

Monsieur Louis Martin répond enfin à l'objection de Monsieur Alexandre Bérard que le suffrage universel en 1848 n'aurait pas tardé à tuer la République. Il fait remarquer qu'on ne propose pas comme alors d'introduire « soudainement dans des cadres qui viennent d'être brisés un nombre d'électeurs 40 fois supérieur à celui des électeurs censitaires ». Ici on se propose simplement de doubler le corps électoral. « En 1848 tout était péril pour la République parce que le pays n'était pas instruit. Aujourd'hui la moindre fillette de 15 à 16 ans, sortant de l'école est beaucoup plus instruite que le bourgeois censitaire de 1848 ».

Et Monsieur Louis Martin d'ajouter qu'aujourd'hui, un changement de régime ne peut se concevoir et que la République ne peut en aucune manière être mise en péril.

Il faut signaler comme autre intervention en faveur du suffrage celle de Monsieur Gourju qui attira l'attention sur le point de vue spécial suivant : les sarroises sont aujourd'hui allemandes et dépassent de 11.000 unités les hommes du territoire de la Sarre. Et quand le plébiscite aura lieu en 1935, pour qui voteront-elles, si le droit de vote français ne remplace d'avance pour elles le droit de vote allemand ?

C'est certainement ici un argument politique, dont la valeur n'a pas à entrer en ligne de compte dans notre discussion.

Mais la réplique aux partisans du vote des femmes se fait entendre. Monsieur Labrousse prononce comme il le dit lui-même un « réquisitoire » contre le vote. Il invoque l'appui « des auteurs anciens et modernes les plus réputés et cela dans toutes les formes littéraires et dans tous les domaines du genre, du rire d'Aristophane, à

l'amertume de Schopenhauer, en écoutant les célèbres et malheureux misogynes, Juvénal, Jean de Meung, Molière, Boileau, l'histoire nous fournirait dans l'ironie même mesurée, dans l'épigramme même légère, dans la satire même aimable aussi bien que dans les imprécations hautaines et grondantes des grands prélats, les éléments de mille discours contre les femmes et sur les malheurs qu'elles ont occasionnés à l'histoire ».

Et plus loin Monsieur Labrousse ajoute « Le droit essentiel de la femme c'est le droit à la protection de l'homme ou à la protection de la société qui a le devoir de se substituer à l'homme indigne ». Monsieur Labrousse semble donc vouloir faire appel aux exemples empruntés parfois à l'histoire et à la littérature, c'est à dire à l'énoncé de faits souvent déformés par l'imagination des hommes. « Le droit essentiel de la femme est la protection de l'homme » précise Monsieur Labrousse en cette phrase souvent employée et qui tend à consacrer non seulement la faiblesse de la femme mais son infériorité par rapport à l'homme.

Nous répondrons quand à nous que le droit essentiel de la femme n'est pas le droit à la protection de l'homme auquel se substituerait la société, mais que son droit essentiel comme celui de tout individu quel que soit son sexe c'est le droit à la protection de la société qui est constituée par tous les individus quel que soit leur sexe, et qui doit veiller à assurer également le bien être et la sécurité de tous, hommes et femmes en tenant compte des moyens inégaux dont chaque catégorie, chaque sexe peut disposer de par sa nature, son éducation et sa situation sociale.

Monsieur Labrousse poursuit : « n'est-ce pas rendre à la femme le plus signalé des services et confirmer le

respect dû aux mères que leur refuser les mesquineries, les désillusions et les déboires des luttes de partis ? ».

Est-il permis de continuer ainsi à parler « sentiment » quand il s'agit de discuter **du droit** des femmes à la vie publique ? Passons !

Monsieur Labrousse réfute l'argument qui consiste à dire que déjà plus de 24 nations ont donné le droit de suffrage aux femmes. Pourquoi donc la France, les pays Latins, sont-ils en cette matière en retard ? Il ne faut pas, aux dires de Monsieur Labrousse, présenter toute idée nouvelle comme un progrès et particulièrement, toute importation étrangère comme un sûr bénéfice « il faudrait..... raisonner la question de savoir s'il y a identité de mœurs entre notre pays et les autres, si la force et la forme du pouvoir central, l'unité religieuse, l'absolue séparation de l'Eglise et de la politique, si le verbalisme national et parlementaire, les formes confessionnelles n'entraînent pas des législations différentes ».

Nous pourrions dire pour répondre à Monsieur Labrousse que si tout ceci peut entraîner des législations différentes, il n'en laisse pas moins subsister les droits de chaque individu qui par leur définition même sont indépendants de telles considérations. Mais Monsieur Labrousse ne voit pas sous cet angle le problème, car il ajoute : « chaque époque a eu sa formule féminine. La formule industrielle et matérialiste de la femme masculinisée vaut elle moins que la formule patriarcale romaine ? Est-elle le dernier mot de la sociologie ? Ne pourrait-on en substituer un autre qui équilibrerait mieux la nature de la femme et les conditions de la vie contemporaine. »

Monsieur Labrousse, comme la plupart de ses collègues, n'a pas compris que le droit de vote peut être considéré comme indépendant des sexes et résultant tout

naturellement du principe de l'existence d'une individualité humaine raisonnable.

Mais la bataille était perdue d'avance : le groupe radical avait mandat de se montrer hostile ; Monsieur Hugues Le Roux tenta bien une formule transactionnelle : accorder le vote municipal aux femmes et la capacité politique intégrale pour les veuves de guerre.

Cependant, Monsieur A. Bérard, à la séance du 16 Novembre 1922, demande le renvoi de la proposition sans passer à la discussion des articles. Des orateurs, défenseurs du droit de suffrage, désireux de faire un dernier effort pour éviter un vote hostile, tentent de placer la question sur le terrain international. Monsieur Fernand Merlin, après avoir déclaré que la seule supériorité de l'homme est une supériorité physique, attire l'attention sur le rôle social et politique des femmes dans le monde ; pour lui le grand mouvement pacifiste mondial est l'œuvre des femmes et la France ne pourrait donc que bénéficier de ce suffrage. Pour Monsieur d'Estournelle de Constant, le vote des femmes n'est pas seulement une question de justice, mais de sagesse, il serait extrêmement important à ses yeux de ne pas laisser s'établir une solidarité de fait entre les femmes de tous les pays, à l'exception des femmes françaises, « dans les pays où la femme est libre, dans les pays où elle a le droit de vote, on tend à considérer la France comme le pays le plus réactionnaire du monde, puisqu'elle ne veut pas réaliser le plus naturel et le plus justifié de tous les progrès ».

Mais tous ces efforts sont vains et le Sénat rejette le passage à la discussion des articles, par 156 voix contre 134.

Ainsi tous les efforts faits jusqu'à ce jour pour obtenir une reconnaissance, même limitée, quant à présent, du droit de vote, sont demeurés sans succès devant la résistance d'une majorité, d'ailleurs assez limitée, de la Haute Assemblée.

Les champions du droit de vote ne s'estiment pas battus ; il suffirait d'un déplacement d'une vingtaine de voix au Sénat pour qu'ils triomphassent.

Ils vont reprendre la lutte; les années qui vont suivre verront s'amonceler de nouveaux projets sur les bureaux des deux assemblées ; projets dont beaucoup se révéleront plus timides que les propositions de loi précédentes : certains tendant uniquement tout d'abord à accorder le droit de vote aux assemblées locales.

Efforçons-nous de passer en revue les plus intéressants d'entre eux.

Signalons tout d'abord que l'année 1923 a vu le dépôt au Sénat d'une proposition de loi de Monsieur Gourju sur le suffrage des femmes et quelques dispositions accessoires et également le dépôt d'une nouvelle proposition de loi de Monsieur L. Martin, tendant à reconnaître aux femmes le droit de vote et l'éligibilité. Cette dernière proposition mérite un examen approfondi, nous en renvoyons l'étude avec celle du rapport de Monsieur Pierre Marraud, qui l'a étudiée.

Quelques jours après que le Sénat eut ainsi repoussé les propositions de loi qui lui étaient soumises, Monsieur Justin Godard et 82 de ses collègues, déposaient une nouvelle proposition sur le bureau de la Chambre. Ceux-ci ne reprenaient pas les textes votés par la Chambre en 1919, mais tenant compte du fait que les femmes sont en France plus nombreuses que les hommes, ils

proposaient de diminuer le contingent électoral féminin en fixant à trente ans l'âge de l'inscription des femmes sur les listes électorales. Cette proposition fut renvoyée à la Commission du Suffrage Universel et Monsieur Joseph Barthélémy fut nommé rapporteur.

La Commission ne pouvait mieux choisir son rapporteur. On connaît la remarquable étude de Monsieur Joseph Barthélémy sur le problème du vote des femmes (« Le Vote des Femmes », Librairie Félix Alcan), au point de vue théorique et au point de vue positif. Sa haute compétence sur la question le désignait donc depuis longtemps pour un tel rapport.

Rapport de Monsieur Joseph Barthélémy

Dans ce rapport, Monsieur Barthélémy brosse donc une saisissante vue d'ensemble du problème. Il rappelle que tout a été dit et redit sur l'ouverture aux femmes des portes de la Cité politique, dans le cours des siècles.

Pour lui le problème doit être ainsi résumé : La femme doit avoir le droit de vote.

- 1°. — Parce que la logique démocratique l'exige.
- 2°. — Parce que la femme a des intérêts à défendre.
- 3°. — Parce qu'elle a des services à rendre à la société.
- 4°. — Parce que l'exercice des droits politiques lui sera utile à elle-même.

Pour nous, il nous semble que le problème peut être résumé en une proposition unique : La femme constituant comme l'homme une individualité humaine raisonnable, doit comme telle bénéficier des mêmes droits

que ceux reconnus à ce dernier. Le problème qui se pose n'est donc pas un problème d'utilité sociale politique ou personnelle à un sexe, c'est un problème de simple et pure justice, qui a pour base la définition de l'état démocratique.

Monsieur J. Barthélémy dans son exposé signale que depuis le vote de la Chambre en 1919, il ne s'est produit dans le monde aucun événement de nature à en affaiblir la signification et la portée. Nombreux sont les pays qui depuis ont accordé le droit de vote : Les Etats-Unis ont suivi l'Angleterre ; le 4 Mars 1920, la Chambre belge a donné aux femmes le droit de vote pour les conseils communaux. Serait-ce là, demande Monsieur Barthélémy, l'élément d'une objection contre l'introduction en France des principes démocratiques appliqués dans les autres pays ?

Il faut signaler que le 15 Décembre 1922, Monsieur de Monicault avait déposé un amendement limitatif de la proposition de Monsieur Justin Godard. Il tendait à accorder seulement aux femmes l'électorat municipal et cantonal ainsi que l'éligibilité aux postes de conseillers municipaux et la faculté d'être désigné comme membres des bureaux de bienfaisance. Il s'agissait, comme on le voit, d'un amendement peu logique et peu cohérent ; il fut repoussé par Monsieur J. Barthélémy au nom de cette logique démocratique qui ne permet pas qu'on s'arrête à mi-chemin. Le rapporteur ajoutait : « tous les arguments de droit, d'équité, d'opportunité s'appliquent avec une force particulière au suffrage législatif ».

Par ailleurs, la Commission, sur la proposition de Monsieur P. E. Flandin, estima qu'il y avait lieu de fixer l'acquisition des droits à l'âge de 25 ans.

Monsieur Barthélémy concluait dans son rapport à l'adoption du texte suivant :

Article unique. — Les lois et dispositions réglementaires relatives à l'électorat et l'éligibilité s'appliquent aux femmes âgées de 25 ans.

Discussion de la proposition de loi de Monsieur Justin Godard, rapportée par Monsieur J. Barthélémy.

La discussion commence le 7 Décembre 1923 et la Chambre décide immédiatement de passer à la discussion des articles.

Cependant, Monsieur Roulleau-Dugage avait déposé un contre-projet qui constituait une nouvelle tentative de jonction du vote féminin et du vote familial. Il importe de le signaler :

Article I. — Le droit de suffrage par lequel s'exerce la souveraineté étant à la fois la conséquence logique et la garantie des droits des citoyens, sont électeurs tous les Français, non indignes, jouissant de leurs droits civils, sans distinction de sexe ni d'âge.

Article II. — L'exercice personnel du droit de suffrage appartient à tous les Français, hommes et femmes, âgés de 20 ans accomplis.

Article III. — Le père de famille exerce le droit de suffrage pour lui-même et pour ses enfants mineurs des deux sexes, légitimes ou reconnus.

Article IV. — En cas de décès, d'incapacité, ou d'absence judiciairement prononcée ou déclarée du père de famille, le droit de suffrage est exercé par la mère en personne, pour elle-même et pour ses enfants mineurs.

Article V. — En cas de décès, d'incapacité légale ou d'absence judiciairement présumée ou déclarée du père et de mère, l'enfant mineur est représenté par son tuteur ou curateur, exception faite des pupilles de l'Assistance publique.

On se rend compte sans prendre parti sur ce projet, dont l'intérêt est indiscutable, qu'il s'agit bien là d'une tentative pour mêler suffrage des femmes et suffrage familial.

Monsieur Roulleau-Dugage s'expliqua d'ailleurs sur son contre-projet : « Le droit de suffrage, dit-il, n'est pas seulement l'expression d'une opinion politique. C'est beaucoup plus que cela.... c'est aussi pour chaque citoyen, la possibilité de la défense des intérêts sociaux et la garantie même de ses libertés. Je dirai plus, c'est le résultat de la théorie même de la souveraineté populaire..., celle qui s'attache à l'ensemble des citoyens et non pas seulement à quelques-uns. Et qu'est-ce qu'une souveraineté qu'on n'a pas le droit d'exercer ? Si vous admettez que la souveraineté populaire doive exister en fait, il est indispensable que tous qui y participent à un degré quelconque, présent ou à venir, puissent exercer leur influence. Et comment les enfants pourraient-ils être écartés, alors que précisément les intérêts qu'ils représentent sont plus considérables que ceux de l'adulte lui-même, puisque ce sont eux qui représentent l'avenir de la nation ? ».

On pourrait répondre que ce raisonnement est un pur sophisme.

Pour l'instant, bornons-nous à indiquer quel fut le résultat de cet enchevêtrement de propositions successi-

ves : A la séance du 11 Décembre 1923, Monsieur Bonnefous, président de la Commission du Suffrage Universel, exposait à la Chambre que ce contre-projet avait été favorablement accueilli par la Commission. Mais la Chambre se trouvait en présence de deux questions auxquelles il fallait répondre et ces deux questions faisaient l'objet de deux rapports. Or, certains députés étaient hostiles au vote familial et favorables au vote des femmes. D'autre part, si l'on voulait disjoindre ce contre-projet on allait se heurter au refus des partisans du vote familial. Monsieur Bonnefous, pour tenter d'éviter la difficulté, propose donc que la Chambre se prononce d'abord sur la partie du texte de l'article premier du contre-projet de Monsieur Roulleau-Dugage concernant le vote des femmes seulement. Il demande donc, au nom de la Commission, de réserver les mots « tous les Français » et de se prononcer d'abord sur les mots « sont électeurs sans distinction de sexe », chacun pourrait ainsi se prononcer sur le suffrage féminin.

Mais Monsieur Ferdinand Buisson n'était pas de cet avis. Il demande que dans l'intérêt commun, Monsieur Roulleau-Dugage consente à retirer son amendement.

Le débat s'engage alors sur ce point de procédure. La disjonction du contre-projet appuyée par Monsieur Bracke est repoussée par 405 voix contre 170, et la prise en considération du contre-projet est immédiatement adoptée par 440 voix contre 135. Les séances ultérieures devaient voir s'instaurer des débats de plus en plus confus sur cette proposition et ce contre-projet. De nouveaux contre-projets sont alors déposés. Messieurs Georges Lévy, André Berthon et plusieurs de leurs collègues proposent que « le droit de vote et d'éligibilité soient étendus à tous les militaires de tous grades, qui ne sont

pas des militaires professionnels ». Monsieur Paul Gay propose que le droit électoral soit accordé aux femmes à partir de 23 ans.

Enfin, un troisième amendement est présenté par Monsieur Pierre Even. Il tend à ajouter dans l'article premier, après les mots « appartient à tous les Français », ceux-ci « pères de famille, qu'ils soient civils ou qu'ils appartiennent à la force armée ».

De plus Monsieur Herriot, intervenant, demande que pendant une période de 8 ans, l'électorat et l'éligibilité des femmes soient restreints aux fonctions municipales, à titre d'expérience.

Le débat devient ainsi incohérent. L'hésitation est grande dans l'assemblée. On ne sait quelle décision prendre. Finalement, on s'en tire en renvoyant la proposition à la Commission du Suffrage Universel ce qui équivalait d'ailleurs à un abandon quasi définitif.

Nous avons insisté sur ces débats, car ils ont un intérêt évident par les deux points suivants : l'idée du vote familial a fait des progrès considérables dans l'esprit des membres du Parlement et l'on tente pour la première fois en séance publique de lier cette question à celle du vote des femmes.

Pour nous, nous croyons que c'est faire une grande erreur de raisonnement que de croire que ces deux problèmes puissent être liés ensemble ; introduire le vote des femmes est tout autre chose qu'instituer le vote familial.

Le vote des femmes découle à notre sens de l'application logique du principe de souveraineté caractérisant le régime démocratique.

Mais si le vote familial, considéré d'un certain point de vue de moral utilitaire, peut trouver sa justification, il n'empêche qu'à nos yeux, il est absolument anti-démocratique et que tout raisonnement qui tend à établir le contraire, ne peut être qu'un pur sophisme.

D'autre part, une tendance apparaît au Parlement pour considérer qu'il y a lieu d'accorder le droit de vote aux militaires, alors qu'ils en ont été privés jusqu'à ce jour.

A notre avis cette conception est assez juste. On peut considérer qu'il n'y a pas de raison pour qu'un militaire soit privé de ses droits politiques, alors qu'un fonctionnaire a la faculté de les exercer, et que tous deux, sous une forme et par des moyens différents, sans doute, sont affectés au service de la collectivité. Certes, nous savons que le motif de cette restriction est surtout utilitaire. On a craint, que la participation de l'armée à la vie politique du pays, nuise à sa discipline, qui est fondamentale et puisse l'entraîner dans des aventures politiques, dont les temps passés ont donné de fréquents exemples. Mais un tel raisonnement peut-il résister à la mentalité actuelle et à la conception moderne de la nation armée ?

Nouvelle discussion à la Chambre sur le vote. - Avril 1925

L'année 1924 fut relativement calme et occupée surtout par les luttes électorales.

Mais la nouvelle législature met la question du suffrage féminin à son ordre du jour.

Le 31 Mars 1925, le Président de la Chambre appelle la discussion des propositions de loi suivantes, qui ont été déposées entre temps :

1°. — Celle de Monsieur Louis Marin et plusieurs de ses collègues, tendant à donner aux femmes, pour les élections de 1925, l'électorat et l'éligibilité aux conseils municipaux.

2°. — Celle de Monsieur Marcel Cachin et de plusieurs de ses collègues, tendant à accorder le droit de suffrage aux femmes.

3°. — Celle de Monsieur Henry Fontanier et plusieurs de ses collègues tendant à donner aux femmes, dans les prochaines élections municipales et cantonales de 1925, l'électorat et l'éligibilité.

Le but de ces diverses propositions était très net : Obtenir un vote favorable pour les prochaines élections municipales, fixées au 3 Mai 1925. Mais la discussion commençait 5 semaines à peine ayant lesdites élections; la tactique de ceux qui croyaient voir dans cet appoint féminin un avantage politique, était donc de tenter d'obtenir rapidement un vote favorable, afin que les femmes puissent être inscrites à temps sur les listes électorales et puissent prendre part au scrutin.

Il est évident que ceux qui considéraient ce vote comme politiquement inopportun allaient tout faire pour

sinon l'empêcher, du moins le retarder, ou le rendre inefficace.

Telle est l'atmosphère dans laquelle commence la discussion générale.

Monsieur Emile Borel intervient tout d'abord pour proposer un amendement, qu'il nous semble intéressant d'exposer ici.

Pour Monsieur E. Borel, on devrait décréter, dès maintenant, que les femmes ont droit au vote politique à l'âge de 25 ans, mais qu'elles ne pourront se faire inscrire sur les listes que le jour où elles atteindront leur 25^{me} année. Il en résulterait que celles qui seraient nées au 19^e siècle seraient par conséquent forcloses.

Elles seraient toutefois éligibles, mais elles ne seraient pas électrices « parce qu'on ne peut pas légiférer pour une minorité et qu'il n'y a qu'une infime minorité d'entre elles qui s'est préparée à ce rôle d'électeur ».

Monsieur Emile Borel estime (et sur ce point nous sommes entièrement de son avis) que si l'on adoptait la réforme qu'il propose, le suffrage politique des femmes serait réalisé plus vite et avec moins de difficultés que si l'on attendait encore pour leur accorder le suffrage municipal et si les autres droits de suffrage leur étaient accordés, par paliers successifs et largement espacés.

Monsieur Emile Borel fait ensuite une proposition originale. Il suggère un moyen qui permette d'élire des femmes au conseil municipal, dans les communes qui en exprimeraient le désir.

« Je crois, dit-il, que cette question du vote municipal des femmes, doit être traitée comme une question municipale et non pas comme une question politique ». Il

propose donc de laisser à chaque conseil municipal le droit de décider s'il désire que des élus femmes figurent parmi ses membres. Monsieur Emile Borel croit que dans les campagnes les paysans ne désirent pas avoir de femmes dans les conseils municipaux et que les femmes ne désirent pas y être.

Monsieur E. Borel propose en conséquence qu'après chaque élection municipale, le conseil municipal mandaté par la population décide s'il doit ou non comprendre des femmes.

Ces femmes seraient élues par les femmes ; cette création d'un collège électoral féminin permettrait, au dire de M. E. Borel, de faire rapidement l'éducation politique des femmes.

Nous ne croyons pas, quant à nous, qu'il faille de telles précautions pour assurer l'éducation politique des femmes, d'autant plus que celles-ci semblent prendre le caractère d'un opportunisme assez particulier qui fait bien peu de cas des principes du suffrage universel dans une démocratie.

Il faut dire que seul le suffrage universel a le droit de choisir entre les hommes et les femmes, qui se présentent en concurrence.

Citons comme autre amendement proposé, celui du Docteur Pinard, qui propose de refuser le droit de vote aux femmes non instruites ou plus exactement non diplômées. Singulière proposition, en vérité ! Peut-on concevoir qu'on accorde le droit de suffrage aux hommes illettrés et qu'on le refuse à des femmes de la même situa-

tion ? Si l'on accorde le droit de vote aux femmes, on reconnaît par là que la femme est comme l'homme une individualité humaine raisonnable, à laquelle échoit dans le régime démocratique une parcelle — égale pour toutes — de souveraineté. Or, l'homme illettré est considéré dans le régime démocratique comme une individualité humaine raisonnable. La logique veut qu'il en soit de même de la femme illettrée.

Ces amendements furent naturellement vivement combattus au nom des principes démocratiques, notamment par M. Louis Marin.

La discussion se poursuit à la séance du 2 Avril. Citons à cette séance cette remarque intéressante de Monsieur P. E. Flandin. « Il faudrait voir si l'évolution de notre société moderne ne tend pas inéluctablement à diminuer les possibilités d'existence de la famille dans notre pays. Nous pouvons le déplorer. Mais nous sommes obligés de constater le fait. Actuellement la famille ne tient plus, parce que le salaire de l'homme ne suffit plus à faire vivre la famille ». Tout ceci est profondément juste.

A la séance du 7 Avril on passe au vote des articles de la proposition de loi. M. Emile Borel avait proposé que l'article premier fut ainsi rédigé :

« A dater de la promulgation de la présente loi, les femmes françaises sont éligibles à toutes les fonctions électives et peuvent être candidates à tous les examens et nommées à tous les emplois dans les mêmes conditions que les citoyens français, exception faite, toutefois pour les écoles et les examens donnant accès aux cadres de l'armée de terre et de mer ».

Par ailleurs aux termes de cet amendement l'éligibilité aux conseils municipaux était ainsi réglée :

« Chaque conseil municipal a le droit de décider soit dans le mois qui suivra la promulgation de la loi, soit dans le mois qui suivra chaque renouvellement intégral du conseil qu'il lui sera adjoint des conseillères municipales, en nombre égal, au plus, au tiers du nombre actuel des membres du conseil. Ces conseillères sont élues par des électeurs dont la liste sera établie suivant les mêmes règles que la liste électorale pour les élections municipales, sauf que l'âge nécessaire pour y être inscrit est fixé à 25 ans.

« La décision prévue par le paragraphe précédent doit être prise à la majorité de $\frac{3}{4}$ des membres composant le conseil, elle subsistera après le renouvellement intégral du conseil, à moins qu'elle ne soit annulée dans le mois de ce renouvellement par un vote rendu dans les mêmes conditions de majorité. La même décision doit établir, s'il y a lieu, le sectionnement.

« La convocation des électeurs est soumise aux mêmes règles que pour les élections municipales. Elle doit avoir lieu lors de la première confection des listes dans les 2 mois qui suivent le jour où la liste est devenue définitive et, en cas de renouvellement, dans le mois qui suit le délai d'un mois prévu au paragraphe précédent.

« Les conseillères municipales, ne participent pas à l'élection du maire, ni des délégués sénatoriaux; elles peuvent être élues adjointes au maire ».

Cet amendement fut repoussé par 389 voix contre 182. Et après le rejet d'un autre amendement de Mr. Berthod tendant à écarter les femmes des élections canto-

nales, on vote l'article I qui accorde l'électorat et l'éligibilité aux femmes pour les élections municipales et cantonales.

On passe à la discussion de l'article II ainsi conçu :
« Article II : A titre transitoire il sera établi pour l'année 1925 dans chaque commune une liste électorale spéciale. Seront inscrites d'office dans les huit jours qui suivront la promulgation de la présente loi toutes les femmes âgées d'au moins 25 ans qui réuniront les conditions d'inscription prévues par les lois et règlements en vigueur, en ce qui concerne les électeurs ». Suivent les prescriptions spéciales pour hâter les formalités de publication de listes, à raison de l'urgence particulière, pour permettre aux femmes de voter aux prochaines élections.

La Chambre accepte un amendement de Mr. Garchery et plusieurs de ses collègues proposant de supprimer « âgées de moins de 25 ans ».

Puis deux articles additionnels sont alors proposés, l'un par Monsieur Escoulant ainsi conçu : « les femmes de nationalité française, jouissant d'après la présente loi du droit d'électorat et d'éligibilité aux conseils municipaux ne bénéficieront dudit droit qu'après la réforme du mode d'élection au Sénat ». Elle avait pour but d'éviter que les femmes pussent ainsi se trouver « déléguées sénatoriales » à la faveur de cette loi.

L'autre article additionnel de Mr. Pinard disait : « aucune femme ne pourra être inscrite sur les listes électorales que pourvue du certificat d'études primaires ou du certificat équivalent ».

Ces deux textes furent écartés.

Monsieur Emile Borel fait alors une nouvelle proposition d'un autre ordre dont l'esprit fut retenu par l'assemblée. Sa proposition était ainsi conçue : « il ne pourra être fait obstacle sous aucune forme par le mari d'une femme mariée à aucun des actes nécessaires soit à l'accomplissement du mandat électif, soit à la propagande en vue de sa candidature à une fonction élective. La femme a le droit d'engager de son propre chef quelque soit le régime sous lequel elle est mariée, les dépenses nécessaires à l'accomplissement de son mandat, ou sa candidature dans la limite raisonnable d'après les ressources du ménage ».

Mr. Emile Borel a mis ici le doigt sur les difficultés d'ordre pratique, que sont susceptibles de rencontrer les femmes mariées dans l'avenir lorsqu'elles jouiront des droits publics. Il est permis de se demander en effet avec notre code civil actuel tout d'abord si elles pourront sinon en bénéficier pratiquement du moins en jouir en pleine indépendance : il s'agit évidemment ici comme le prévoit Mr. Emile Borel de la candidature à une fonction élective et de l'exercice d'un mandat.

Ce problème est grave : mais il mérite d'être envisagé sans retard par le Parlement lorsqu'il se sera décidé enfin à accorder aux femmes le droit de suffrage.

Il faut le dire en toute franchise : l'extension à la femme des droits publics doit avoir pour conséquence logique une réforme profonde de nos codes en ce qui concerne notamment et le principe de la puissance maritale et les différents régimes matrimoniaux de la femme mariée. Accorder à la femme les droits de suffrage sans procéder à cette refonte de la législation civile, c'est laisser subsister l'entrave qui mettra obstacle à la réalisation du but que se sera fixé le législateur. Mais si cette

refonte doit être un moyen elle doit également constituer une fin en elle-même et contribuer pour une large part au progrès social.

Si l'idée de Mr. Emile Borel était bonne il faut reconnaître qu'elle était insuffisante : car elle laissait subsister toutes les difficultés fondamentales : une femme mariée sous le régime de la communauté légale qui ne bénéficie pas des produits de son libre salaire conformément à la loi de 1907, pourra-t-elle malgré l'adoption de cette disposition résister aux entraves que pourra apporter son époux, à sa candidature éventuelle en lui refusant tous moyens pécuniaires ? « Cette limite raisonnable d'après les ressources de son ménage » ne prête-t-elle pas à toutes les interprétations et à toutes les restrictions ?

Cependant la Chambre adopta cette proposition sous la forme suivante : Article 3 : « il ne pourra être fait obstacle sous aucune forme par le mari d'une femme mariée à aucun des actes nécessaires, soit à l'accomplissement d'un mandat électif, soit à la propagande en vue de la candidature à une fonction élective », c'était mieux, mais toujours insuffisant.

Enfin l'ensemble de la proposition de loi fut adopté par la Chambre par 390 voix contre 183. Mais le rapporteur ne put obtenir que la Chambre déclarât l'urgence de la promulgation de la dite loi ce qui aurait eu pour conséquence après l'adoption par les deux assemblées d'en rendre cette promulgation obligatoire dans les 3 jours et eût ainsi permis que les femmes prennent part aux élections municipales de 1925.

Et cette nouvelle proposition, comme tant d'autres, devait se heurter à l'hostilité de la majorité de la haute assemblée.



Mais les féministes de la Chambre ne perdent pas courage. En 1926, nous voyons deux nouvelles propositions déposées sur le bureau de cette assemblée. A la séance du 1^{er} Février 1926 c'est une proposition de Mr. Léon Blum et de l'ensemble de ses collègues du parti S. F. I. O. Elle revient à la formule de l'électorat et de l'éligibilité intégrals.

L'exposé des motifs dit notamment en discutant l'objection que le droit de vote donné à la femme pourrait amené un mouvement réactionnaire et clérical : « l'expérience de tous les pays féministes et en particulier celle de la Belgique, pays catholique est là pour montrer que l'accession des femmes à la vie politique n'amène pas de régression, qu'elle ne change pas l'équilibre des partis, mais qu'elle donne une plus grande importance aux questions sociales ».

A la séance du 20 Juillet 1926 Monsieur Balanant et tous les membres du parti démocrate populaire qui qui comme le parti socialiste s'est montré le champion de droit de suffrage féminin, déposent une autre proposition tendant « à instaurer le suffrage universel en accordant aux femmes les droits politiques et en instaurant le vote familial ». On veut ici à nouveau faire un tout des deux problèmes. Quant à nous, nous ne reviendrons pas sur le principe du vote familial, nous le discuterons ultérieurement ; mais nous tenions ici à citer les principaux arguments invoqués en sa faveur dans l'exposé des motifs de la dite proposition : « un pays, a dit Renan, n'est pas la simple addition des individus qui le composent, c'est une âme, une conscience, une personne, une résultante vivante ». « La crise sociale (dont souffre la

démocratie française, ne tient pas, comme le supposent les adversaires, du régime, au principe démocratique, mais à sa mise en œuvre encore incomplète et bâtarde. La démocratie, dit un sociologue, M. Georges Renard, est une organisation de la cité qui tend à la participation intégrale de toutes les énergies nationales à la charge du bien public. Or, il n'y a pas que des énergies individuelles. Le citoyen n'est pas seulement l'unité électorale, l'unité isolée que le font nos lois politiques actuelles. Le citoyen appartient à des groupes sociaux, à une famille, à une profession, à une association, à une commune. Il n'est un être réel et complet qu'envisagé dans ces relations essentielles. Si on ne fait pas dans l'Etat à ces groupes sociaux, la place qui leur est due, si on ne les admet pas à être représentés, ils mettront sans cesse en danger l'autorité de l'Etat et parfois même l'unité nationale. La démocratie politique ne sera vraiment organisée que le jour où elle saura composer ces forces immenses essentielles, qui risquent toujours de menacer l'existence de l'Etat ou de l'accaparer ». Et plus loin, « le principe de ce vote (le vote familial) est si manifestement conforme à la justice sociale et à l'idée même du suffrage universel qu'il n'y a pas lieu, sans doute, d'y insister longuement. C'est un faux semblant d'égalité que celui qui accorde à tous les électeurs majeurs un unique bulletin de vote. L'électeur marié, père de famille représente plus d'intérêts que n'en représente le célibataire et le suffrage universel n'est qu'un mot, s'il ne confère pas en principe, à tout individu, aussi bien mineur que majeur, et du seul fait qu'il existe et qu'il est un homme, la possibilité de participer indirectement au moins à la vie nationale. La déclaration des droits de l'homme définit les droits généraux de la personne même et ces droits sont aussi bien ceux de l'enfant en bas âge que ceux de l'adulte, parce

que l'enfant, en qui déjà brille l'étincelle de l'intelligence et de la raison humaine, possède déjà tous les attributs de la personnalité morale réelle, encore qu'enveloppés. Il est donc incontestable que le suffrage universel doit traduire cette égalité potentielle de tous les individus humains et que la véritable égalité ne consiste pas à mettre sur le même pied le célibataire et le chef de famille, mais à accorder à l'enfant la même valeur politique qu'au célibataire adulte, et par voie de conséquence à accorder au chef de famille autant de votes supplémentaires qu'il représente de citoyens ». L'exposé des motifs justifie ensuite cet octroi de voix supplémentaires au chef de famille en expliquant que la famille est le mode naturel de l'insertion de l'individu dans le milieu social et que c'est en elle ou à travers elle qu'il trouve ou doit trouver son mode d'expérience et manifester sa personnalité essentielle aussi bien civique que morale ou sociale..... ».

Nous n'ajouterons rien ici pour répondre à cette argumentation au commentaire que nous avons déjà donné pour combattre le principe du vote familial. Cette nouvelle démonstration ne contredit pas et ne détruit pas ce que nous avons dit.

Cependant les députés du parti démocrate populaire, auteurs de cette proposition de loi, se rendent compte que c'est accumuler les difficultés que tenter de réaliser en même temps et le vote des femmes et le vote familial.

Par une nouvelle proposition, déposée le 21 Janvier 1927, ils demandent seulement que soit accordée aux femmes la plénitude des droits politiques.

Mais ils font remarquer « que, à leur sens, le suffrage féminin n'est et ne peut être qu'une étape dans la réalisation totale du suffrage universel et que celui-ci

ne trouve son expression véritable que dans l'institution du suffrage familial par lequel tous sont appelés directement ou indirectement à la vie politique ».

Enfin, à la séance du 1^{er} Avril 1927, Monsieur Marcel Cachin et les membres du parti communiste de la Chambre, déposent, eux aussi, une proposition de loi tendant à accorder aux femmes le droit de vote et l'éligibilité dans les élections législatives 1928.

Toutes ces propositions de loi furent renvoyées à la Commission du suffrage universel, elles n'ont pas encore vu le jour.

**Rapport de Monsieur Pierre Marraud, sénateur
sur la proposition de loi de Monsieur Louis Martin
(Séance du Sénat du 31 Mai 1927).**

Tandis qu'à la Chambre on discute de nouvelles propositions de loi ; que d'autres s'accumulent à la commission du suffrage universel, que des efforts louables sont faits pour tenter d'obtenir enfin le vote de la réforme par le Sénat, notamment en donnant à cette réforme une portée restreinte : Electorat municipal et cantonal sous certaines conditions d'âge, cependant la Haute Assemblée demeure dans sa léthargie volontaire.

Nous avons signalé la proposition de loi déposée le 12 Juillet 1923 par Monsieur Louis Martin, sénateur. Il faut attendre jusqu'en 1927 pour voir un rapport déposé, au nom de la Commission chargée d'examiner la dite proposition. C'est seulement à la séance du 31 Mai 1927 que Monsieur Pierre Marraud a déposé son rapport.

A vrai dire, ce rapport étudie non seulement la proposition Louis Martin, mais également celle de Monsieur Gourju, dont nous avons déjà parlé et qui était ainsi con-

que : « Les lois et dispositions réglementaires sur l'électorat et l'éligibilité à toutes les assemblées élues, sont applicables à tous les citoyens français, sans distinction de sexe. »

La Commission spéciale nommée pour procéder à l'examen de ces deux propositions, le 10 Juillet 1924, fit d'ailleurs renvoyer devant elle, par la suite : 1° Une proposition de Monsieur Coignet, déposée le 10 Juillet 1924, tendant à instituer un droit de vote de suffrage familial et le droit de vote et d'éligibilité pour la femme ; 2° La proposition votée le 7 Avril 1925 par la Chambre des Députés, tendant à donner aux femmes françaises le droit de vote et d'éligibilité pour les élections municipales et cantonales ; 3° Celle enfin de Monsieur Soulié, déposée le 4 Juin 1925 et tendant à rendre toutes les Françaises éligibles à toutes les fonctions publiques.

Le dit rapport étudie également ces trois dernières propositions.

Monsieur Pierre Marraud fait d'abord remarquer que le problème est difficile à trancher : « partisans et adversaires du suffrage sont souvent animés d'une passion égale. Les formations politiques sur cette question se divisent. Les groupements confessionnels eux-mêmes hésitent. Cependant Monsieur Pierre Marraud veut s'efforcer de considérer le problème en toute indépendance. Il examinera d'abord les propositions à portée générale, puis celles à portée restreinte.

a) Propositions à portée générale.

C'est la proposition Gourju et la proposition Louis Martin.

Cette dernière mérite qu'on s'y arrête. Monsieur Pierre Marraud reconnaît lui-même « la généreuse inspiration et la belle ordonnance de ce savant exposé ».

La proposition de Monsieur Louis Martin a la différence de celle de Monsieur Gourju, qui prévoyait la même majorité pour les 2 sexes, fixait l'âge de 25 ans accomplis pour l'électorat féminin.

L'exposé des motifs de cette proposition Louis Martin est un ouvrage considérable de 79 pages. On sent que Monsieur Louis Martin a mis là toute sa conviction profonde pour tenter d'entraîner celle de ses collègues.

Il veut, comme il dit, « en appeler du Sénat mal informé, au Sénat mieux informé ».

Il commence par énumérer quelques-uns des penseurs, qui au cours des siècles précédents ont voulu sciemment ou inconsciemment établir qu'il n'y avait aucune raison intellectuelle, de priver la femme des droits politiques qu'on accorde aux hommes. Puis, il énumère quelques-uns des multiples exemples de l'histoire qui établissent que dans l'ensemble le nombre des femmes remarquables a été proportionnellement très supérieur à celui des grands souverains.

Monsieur Louis Martin passe à la discussion des objections soulevées contre le vote. La première, le risque d'abandon du foyer, négligence des enfants, partage de la passion des clubs, perte de la grâce et de la dignité féminine, discorde familiale, etc... Monsieur Louis Martin estime que ces raisons qui ont paru longtemps décisives ont une grande force, mais la femme est créée par la nature pour la maternité, la politique ne peut pas l'entraîner à l'abandonner.

« Jamais, précise Monsieur Louis Martin, notre pays n'eut un plus grand besoin de développer les institutions d'hygiène. les mesures de protection de l'enfant, de sécurité de la jeune fille, de sauvegarde de la race. C'est là la tâche que la femme imposera aux candidats. Sous son action électorale, notre législation s'épurera et s'ennoblira ». Et Monsieur Louis Martin rappelle la parole d'Alphonse Esquiros : « les anciens avaient fait le peuple du genre féminin plebs, il y a en effet de secrètes affinités morales, entre la classe souffrante et le sexe souffrant. Le peuple est femme, comme la femme est peuple... Ce qui rapproche les femmes de la démocratie c'est le cœur ». Les ménages ne se disloqueront pas, il y aura simplement de nouveaux sujets de conversation entre époux. Enfin la politique n'enlèvera pas à la femme les charmes. « Ce n'est point parce qu'elle sera élevée un jour tous les 4 ans à la hauteur des droits électoraux de l'homme, qu'elle perdra de ce chef toutes les qualités qui lui sont propres et qui constituent l'essence même de sa nature ».

Ainsi ces arguments ne tiennent pas : ils se brisent contre le principe de la souveraineté nationale.

Vattel l'a formulé en ces termes : « les gouvernements sont faits pour les peuples, et non pas les peuples pour les gouvernements. Tous les humains ont intérêt à être bien gouvernés. Or, l'être humain n'est ni l'homme, ni la femme; il est les deux, l'homme et la femme se complètent harmonieusement dans une sage organisation sociale. Chez l'un domine l'esprit de la force, chez l'autre le sentiment. Leurs préoccupations, leurs aspira-

tions, quoique également légitimes sont souvent différentes, c'est pour cela que les uns et les autres doivent être exactement représentés et non pas les uns sans les autres.

Pour Monsieur Martin il reste encore à réfuter trois objections, non de principe, ni de politique, mais de circonstance et de parti.

1° — L'intervention électorale de la femme pourrait orienter en un sens différent un gouvernement que le pays a voulu jusqu'ici républicain et laïque.

Mr. L. Martin répond que la femme saura faire le départ entre les choses de la politique et celles de la religion. D'ailleurs il faut bien dire, que c'est la mère qui donne le premier enseignement à l'enfant : cela n'a pas empêché la République de vivre depuis plus de 50 ans.

Enfin quelque soit la valeur de l'objection, il serait plus redoutable encore, de laisser à l'Eglise le soin de revendiquer la réforme.

2° — Les femmes étant plus nombreuses que les hommes du fait de la guerre disposeraient dans le corps électoral d'une trop forte majorité.

Pour M. L. Martin cet argument est insuffisant, car ou bien les deux sexes ont des intérêts communs et leurs suffrages se confondront « ou bien il existe entre eux un profond antagonisme d'aspiration et d'intérêt et comment dans ce cas ne pas voir qu'il est abominablement tyrannique d'interdire à la majorité pour cette unique raison qu'elle est la majorité, tout droit de faire entendre sa voix ».

M. L. Martin résoud d'ailleurs la difficulté par un moyen bien simple : il établit dans sa proposition de loi pour l'électorat de la femme un âge plus avancé que pour celui de l'homme.

3° — Les femmes se sont montrées jusqu'ici peu soucieuses d'acquérir ces droits de suffrage.

Cette objection n'arrête pas Mr. L. Martin. Il rappelle la parole de Stuart Mill « c'est un bienfait pour les êtres humains, qu'on les affranchisse même s'ils ne le demandent point ».

N'a-t-on pas jusqu'en 1848 opposé la même objection à l'avènement du suffrage universel, Pa-t-elle troublé en quoi que ce soit les défenseurs de cette réforme ?

Nous avons ainsi résumé dans leurs grandes lignes les points principaux de l'exposé des motifs de la proposition L. Martin.

Voyons la réponse de Mr. Pierre Marraud. Elle résume admirablement la position du problème à l'heure actuelle et c'est pourquoi nous croyons devoir encore prolonger en l'exposant cette étude si longue des arguments pour et contre le vote.

Mr. Pierre Marraud est d'accord avec Mr. L. Martin : quant au jugement, à la clairvoyance, à l'intelligence, la femme peut supporter toutes les comparaisons avec l'autre sexe, mais, ajoute, Monsieur Pierre Marraud, qui précise que le savant exposé de Monsieur L. Martin, ne l'a pas convaincu « suffit-il de démontrer que la constitution intellectuelle de la femme lui permettrait de prendre part à la vie politique du pays, pour conclure qu'il faut sans plus tarder lui ouvrir l'accès de celle-ci ? » La

réponse du rapporteur est négative. Il va tenter de nous en démontrer les raisons et réfuter par là-même, l'argumentation de Monsieur L. Martin.

Pour lui les arguments des partisans du vote des femmes se ramène à trois principaux :

1°. — Notre régime est fondé sur le suffrage universel ; tant que les femmes ne voteront pas, on ne peut pas dire que le suffrage soit réellement universel.

Monsieur Pierre Marraud explique : « la constitution républicaine de la France est fondée sur le principe de la souveraineté du peuple, c'est-à-dire de l'ensemble des Français... En fait les Français n'exercent leur souveraineté que par intermédiaire en raison de l'impossibilité du gouvernement démocratique direct ; ils chargent un certain nombre de représentants, choisis parmi eux, de statuer pour leur compte sur les affaires de l'Etat. Jusqu'ici les hommes seuls ont été appelés à participer à ce choix. Cependant le peuple de France comprend les Françaises aussi bien que les Français. Pour que le corps électoral représente vraiment l'ensemble de la nation, il faut leur donner le droit de vote ».

Monsieur P. Marraud discute : « c'est, dit-il, un argument essentiel des partisans du suffrage. Il offre une apparence logique qui impressionne : Cependant, il ne nous apparaît pas comme déterminant ; il faut le confronter avec la réalité ». Et Monsieur Pierre Marraud développe sa démonstration : « L'idée de l'universalité du suffrage n'a jamais revêtu dans la pratique le caractère absolu que l'on prétend lui donner. Tous les Français du sexe masculin ne votent pas : les mineurs, les militaires, ceux qui n'ont pas la résidence de six mois.... » et Monsieur P. Marraud de poursuivre « on n'a rien démon-

tré quand on avance que tous les gouvernés doivent prendre part à l'élection de gouvernants. Par la force des choses, on ne pourra jamais appeler au vote qu'une partie des gouvernants ; et la détermination des catégories à choisir se fera en partant des idées dominantes sur le rôle à remplir par chacune d'elles..... Or, jusqu'à ces derniers temps, il a toujours été admis que la politique était un domaine réservé à l'activité de l'homme comme la vie du foyer était le domaine propre de l'activité de la femme ». Et Monsieur P. Marraud de terminer : « si les idées changent sur ce point, on peut être amené à examiner à nouveau le bien fondé de la répartition actuelle des attributions entre les deux sexes, mais la solution adoptée devra être fondée sur des raisons pratiques et positives, en tenant compte des circonstances de lieu et du moment, et non pas seulement sur une argumentation de logique. En d'autres termes il faut nous prouver qu'il y a intérêt et avantage à appeler la femme à la vie politique et non pas se borner à fonder la nécessité d'une réforme électorale sur une définition de termes ».

Nous avons tenu à exposer tout au long cette réfutation de Monsieur P. Marraud. Si nous voulions, pour mettre en lumière, le véritable problème, soutenir la thèse contraire, nous dirions que ce dernier réduit à un simple sophisme l'argument tiré du suffrage universel. Or, n'en commet-il pas un à son tour ? Un premier point est acquis ; Monsieur P. Marraud ne nie pas la valeur de cet argument. Il en reconnaît toute la logique. Mais il ajoute qu'il faut confronter la rigueur des principes avec la réalité des faits. Or, on peut dire que quelque puisse être cette réalité variable bien souvent selon les décisions des représentants du peuple et les fluctuations des opinions qu'ils représentent, ou plutôt de la leur propre, elle ne peut diminuer la vérité intangible des principes.

Il s'agit ici du principe fondamental de l'Etat démocratique : la souveraineté du peuple, c'est-à-dire le gouvernement de tous par tous, c'est-à-dire encore par chaque individu raisonnable.

Dès lors, quelle réalité de fait pourra ne pas tenir compte de l'application de ce principe qui veut une égalité des sexes devant le droit de suffrage, si ce n'est celle basée sur la négation même de ce principe ?

Est-ce parce que les vérités premières sont mécon-
nues qu'il faut leur dénier toute valeur et chercher à les
réfuter en invoquant l'état de choses qui les a négligées ?

Devons-nous demeurer figés devant le sophisme d'une
expérience ? Notre but n'est-il pas de tendre à l'épa-
nouissement complet du progrès social, et si nous nous
vantons d'être un Etat démocratique, ne devons-nous pas
faire en sorte qu'il réalise le principe fondamental de la
démocratie ?

« Si le peuple de France est constitué par la totalité
des Français, dit Monsieur P. Marraud, il ne s'en suit
pas nécessairement que les droits politiques doivent être
exercés par tous les Français, sans distinction d'âge ou
de sexe. Il faut se mettre d'accord sur les catégories à
choisir ».

C'est confondre, peut-on dire, la fonction avec le
droit que raisonner ainsi : être électeur, être éligible, ce
n'est pas une fonction par la définition même du gou-
vernement démocratique, c'est un droit. Ce droit appar-
tient à tous les Français, sans distinction de sexe.

Mais il est bien évident que ce droit ne peut apparte-
nir qu'aux individus raisonnables et capables de l'exer-
cer ; c'est la raison pour laquelle les mineurs en sont

exclus et c'est la raison aussi pour laquelle, on peut ajouter, que le suffrage familial doit être repoussé comme anti-démocratique. Dès lors que Monsieur P. Marraud a reconnu lui-même que la constitution intellectuelle de la femme lui permet de prendre part à la vie politique du pays, quel argument peut valoir à l'encontre de ce que nous venons de dire ci-dessus ?

Que Monsieur P. Marraud ne vienne pas soutenir qu'il y a des exclus ! Ceux qui n'ont pas six mois de résidence, les militaires. Les premiers l'ont été parce qu'il fallait une réglementation équitable pour éviter les fraudes ; les seconds le sont à tort ; nous nous sommes déjà expliqués sur ce point.

2°. — Monsieur P. Marraud tente ensuite de réfuter ce qu'il qualifie de deuxième argument des partisans du vote des femmes « l'exclusion de la femme du droit de vote est la cause de la situation inférieure qui lui est faite dans la société, notamment au point de vue juridique ; on ne réformera pas cet état de chose contraire à l'équité, tant que la femme ne fera pas partie du corps électoral ».

Quant à nous qui tenons le premier argument comme non seulement nécessaire, mais suffisant ; nous faisons certaines réserves sur la valeur du second et croyons qu'il n'y a pas lieu d'insister sur ce point.

Monsieur P. Marraud le refute assez longuement d'ailleurs. Il se peut, dit-il, que nous réfléchissions un point de vue trop exclusivement masculin, mais nous n'avons pas l'impression que le législateur soit jusqu'ici resté sourd aux légitimes revendications féminines. C'est assez exact et Monsieur Marraud ajoute fort justement : « C'est seulement dans le domaine du mariage et de la

famille — à vrai dire le plus important pour la femme, qui remplit sa destinée normale — que le code consacrait la prépondérance de l'homme ». Or, « il a subi sur ce point bien des retouches », c'est vrai : les femmes peuvent être tutrices dans les mêmes conditions que les hommes ; on a supprimé la plupart des inégalités de traitement ; la mère peut être appelée à exercer l'administration légale à défaut du père (art. 389 nouveau) ; la jouissance légale a été maintenue à la femme même en cas de second mariage (loi du 21 Février 1906) ; elle exerce la puissance paternelle sur ses enfants naturels même en cas de reconnaissance par le père, si elle les a reconnus avant lui (art. 383 nouveau) ; la loi du 16 Novembre 1912 a autorisé la recherche de la paternité.

Certes l'incapacité de la femme mariée a subi quelques atténuations : plein exercice de la capacité civile restituée à la femme séparée de corps, par la loi du 6 Février 1893 ; des lois nombreuses tendent à assurer à la femme la libre disposition du produit de son travail ; loi du 9 Avril 1881 et du 20 Juillet 1895, sur la caisse d'épargne postale ; loi du 20 Juillet 1886, sur la caisse nationale des retraites sur la vieillesse ; loi du 1^{er} Avril 1898 sur les sociétés de secours mutuel ; loi du 12 Juillet 1909, sur la constitution d'un bien de famille insaisissable. Toutes ces lois dispensent la femme de l'autorisation maritale en ce qui concerne les placements et les actes de disposition qu'elle peut ainsi faire aux termes des dites lois.

Enfin la loi du 13 Juillet 1907 qui constitue la réforme la plus importante, a donné à la femme qui exerce une profession distincte de celle de son mari la libre administration et disposition du produit de son travail.

Mr. P. Marraud ajoute que dans la pratique l'incapacité de la femme mariée a reçu d'autres atteintes résultant de la jurisprudence, par exemple en ce qui concerne le droit reconnu à l'épouse de faire seule des actes relatifs à la vie du ménage.

Nous sommes d'accord avec Mr P. Marraud lorsqu'il conclut « on voit donc que dans la pratique la subordination de la femme au mari est loin d'être aussi étendue qu'elle le paraît d'abord ». Nous acquiesçons lorsqu'il ajoute : « Il reste encore à faire pour l'affranchir complètement : il faut achever l'évolution qui se dessine dans les lois et les arrêts..... en supprimant l'incapacité de la femme mariée comme l'ont fait l'Angleterre, l'Allemagne et la Suisse. Il termine « il ne semble pas que cette réforme doive rencontrer d'obstacle du fait de l'exclusion des femmes des assemblées délibérantes ». Peut-être ! Il rappelle à ce sujet que le gouvernement a mis ce problème à l'étude, qu'en Janvier 1926 une Commission siégeant au ministère de la justice a été chargée de préparer un projet de loi relatif à la suppression de l'incapacité de la femme mariée et à la réforme du régime matrimonial de droit commun en lui substituant celui de la séparation de biens avec société d'acquêt.

Quant à nous, nous pensons que ces projets sont insuffisants s'ils ne prévoient pas la suppression totale de la puissance maritale.

Qu'il nous soit permis de dire ici, que s'il est vrai qu'une telle réforme soit envisagée, que s'il est vrai que Mr. Marraud en soit partisan, il nous semble inconcevable qu'on puisse plus longtemps soutenir qu'en reconnaissant à la femme la pleine égalité civile avec

l'homme on persiste à lui refuser l'égalité politique. C'est de l'illogisme pur.

Peut-on soutenir comme le fait Mr. Marraud que les femmes n'ont pas besoin du vote puisque grâce à leur influence indirecte considérable elles obtiennent tout ce qui les intéressent ?

Or, de deux choses l'une : ou bien la femme est l'égal de l'homme et cette égalité suppose non seulement l'égalité civile mais également l'égalité politique. Ou bien elle lui est inférieure et alors si on lui refuse l'égalité politique on doit également lui refuser l'égalité civile.

Remarquons d'ailleurs que toute cette discussion ne concerne que la femme mariée que la vieille doctrine met sous puissance de mari et qu'en ce qui concerne les autres qui jouissent de la pleine capacité civile il est d'autant plus inconcevable de laisser subsister l'incapacité politique.

Si nous revenons donc à l'argument que réfute Mr. Marraud, nous sommes d'accord, pour constater avec lui que l'accès des femmes à la vie politique n'a pas été nécessaire et n'est pas indispensable pour assurer l'amélioration de la condition de la femme. Mais nous ajouterons que si cet argument des féministes nous semble sans grande valeur il n'en est pas moins vrai que l'amélioration de la capacité civile de la femme et de l'ensemble de sa condition sociale ne se conçoit pas sans son accès concomittant à la vie politique.

3°. — Le troisième argument principal que Mr. Marraud prétend être invoqué par les féministes serait que le suffrage féminin existe dans la plupart des pays étrangers et qu'on ne saurait plus longtemps le refuser aux Françaises.

La seule valeur de cet argument c'est qu'il démontre par l'expérimentation que l'accès des femmes à la vie politique dans les pays où il est intervenu est sinon un bien, du moins loin d'être nuisible et même inutile.

Pourquoi l'expérience ne démontrerait-elle pas la même chose chez nous ?

Ce n'est pas l'avis de M. Marraud : chaque race conserve ses qualités, sa mentalité, ses caractères ethniques, son génie propre avec lesquels le sociologue et le politique devront toujours compter et qui sont, à vrai dire, l'un des plus solides fondements de l'idée de Patrie.

Et Mr. P. Marraud d'ajouter « la femme de race latine ne pense pas, ne sent pas, n'évolue pas, comme la femme de race Anglo-Saxonne ou Germanique. Sa situation dans le ménage n'est pas la même. Sa personnalité est généralement plus absorbée dans son église, interprète indiscutée du dogme ».

Tout ceci est peut-être exact, mais ces phénomènes ont-ils l'importance qu'on veut y attacher ? Et sont-ils suffisants pour permettre de refuser à la femme le droit de vote.

Certes, l'exemple de l'étranger ne peut à priori être considéré comme un véritable argument en faveur du vote, mais cependant, il faut bien reconnaître que ce mouvement quasi universel n'est pas sans donner à réfléchir et permettre d'apprécier à la lumière de cette expérience toute la valeur fondamentale de l'argument tiré du principe démocratique.

D'ailleurs n'est-il pas vraisemblable que le vote en France, dans les pays latins n'aura pas de conséquences autres que celles constatées dans des pays voisins qui ont de grandes affinités avec nous ?

Cette constatation née de l'expérimentation universelle a certainement une grande force, en tout cas, il n'est pas permis de dire, comme le fait Mr. Marraud, invoquant les affinités particulières de la femme latine que « son statut légal peut parfaitement être différent ? ». N'est-ce pas nier encore une fois la valeur des principes confirmés par l'expérience; n'est-ce pas, surtout, réduire le problème du vote à une question d'opportunisme ? Voilà le grand mot prononcé : il caractérise bien d'ailleurs la thèse de Mr. Marraud et celle de la majorité de ses collègues du Sénat.

Monsieur Marraud, en effet, résume ainsi maintenant les arguments qu'il invoque contre le vote des femmes.

« Dans les circonstances présentes, dit-il, l'octroi du suffrage féminin serait contraire à l'intérêt de la femme, à l'intérêt de la famille et à l'intérêt du pays, et nous pensons qu'une réforme de cette importance ne peut être admise sans consultation préalable du corps électoral ».

Et Mr. Marraud de développer les arguments que nous avons déjà si souvent énumérés : aggravation de l'antagonisme des sexes, diminution de la force morale, du charme de la femme, risque de diminution de l'étroite cohésion de la famille, et surtout, formidable inconnue politique, risque d'un trouble profond, influence accrue de l'église, et danger de conflits religieux, non-urgence d'une solution, nécessité d'une consultation populaire préalable, etc...

C'est bien l'argumentation opportuniste dans toute sa sérénité.

Nous ne voulons pas discuter, nous ne discuterons pas ultérieurement de la valeur de cette argumentation. Nous ne savons si elle contient une parcelle de vérité, il est permis, en tout cas, de se rappeler les réfutations qui y ont déjà été faites par les partisans du vote.

Nous dirons simplement qu'elle n'a aucune valeur en comparaison de la netteté profonde, de toute la force convainquante de logique et de saine justice du principe fondamental de la véritable démocratie.

Il s'agit bien ici, de la part de Mr. Marraud, d'un opportunisme subjectif qui ne doit pas résister à la réalité objective du principe démocratique.

Le suffrage universel, tel qu'il doit être compris, est souverain — hommes et femmes — tous les individus sans distinction de sexe, le constituent. Il leur appartient de faire la loi ; toutes autres considérations sont négligeables, ce d'autant plus que les risques de bouleversement et de transformations, il faut le dire, seront vraisemblablement inexistantes.

Monsieur P. Marraud étudie ensuite, dans son rapport, les propositions déposées en vue de donner au vote une portée restreinte.

Examinant notamment la proposition votée par la Chambre, le 7 Avril 1925, Monsieur P. Marraud estime qu'utiliser les capacités féminines pour la constitution de conseils municipaux, serait introduire du premier coup la femme dans celles de nos luttes électorales qui sont les plus acrimonieuses et les plus aigües. La faire entrer en même temps dans les conseils généraux et les conseils d'arrondissement ce serait introduire l'élément féminin dans le seul corps électoral du Sénat, et faire à la Haute Assemblée un sort privilégié peut-être, en tous cas anormal ».

Et Monsieur P. Marraud d'ajouter « la consécration même partielle du vote féminin donne prise aux mêmes objections que sa consécration d'ensemble. La vérité est qu'un problème très important est posé, on ne peut désormais l'aborder par des artifices de procédure, Le gouvernement a qualité autant que quiconque pour apprécier la nécessité d'une réforme. Il devra la préparer en réalisant, dans l'ordre juridique, les mesures préalables dont nous avons parlé ».

Ainsi Monsieur Marraud après avoir combattu les arguments féminins, reconnaît implicitement toute leur valeur probante puisque dans ses conclusions il déclare textuellement « les considérations qui nous inspirent sont principalement, nous ne le dissimulons pas, des considérations d'opportunité. Pour nous, l'introduction du suffrage féminin, dans la période troublée que nous traversons, serait un danger grave et une cause de trouble, additionnelle. Nous voulons l'éviter ».

Nous avons déjà répondu à cette objection. Mais si Monsieur Marraud explique dans ses conclusions d'une part les nécessités d'une préparation suffisante de la femme aux devoirs civiques, d'autre part la nécessité d'une consultation électorale (consultation qui a eu lieu quelques mois après le dépôt de ce rapport, et qui vraisemblablement s'est faite sur des considérations électorales toutes autres, ce qui tend à démontrer que cet argument n'en est pas un et a simplement pour but de tenter de justifier, si possible, le renvoi de la discussion d'années en années), il ajoute, des considérations d'un ordre capital : il déclare que la libération juridique de la femme doit être la condition préalable et nécessaire de l'électorat et de l'éligibilité.

Ainsi, Monsieur Marraud semble ici se révéler comme nous l'avions d'ailleurs entrevu précédemment partisan de la libération juridique de la femme, en ce, il est d'accord avec les plus ardents féministes.

Il ajoute « le mouvement actuel repose sur cette conception de l'égalité des droits féminins et masculins, correspondant du point de vue philosophique à l'égalité des êtres qui doivent en bénéficier. Nous acceptons ce postulat. Mais si la femme doit être appelée à cet accroissement de personnalité, il est tout indiqué qu'elle doit pouvoir exercer ses prérogatives nouvelles sans être dans l'obéissance de l'homme. Celui-ci ne doit pas pouvoir en gêner, en quoi que ce soit, l'usage, par une prééminence d'autorité dans le ménage. Nous devons reconnaître que la thèse n'est pas sans heurter nos opinions traditionnelles. Elle s'impose cependant à la raison ».

Et Monsieur Marraud de terminer : « il faut, nous devons le redire, commencer par donner à la femme cette indépendance de personnalité et d'action, si l'on veut qu'elle puisse exercer ses droits électoraux dans les conditions de liberté sans lesquelles ils deviendraient un non-sens ».

Cette conclusion du rapport de Monsieur Marraud est profondément intéressante, c'est la première étude parlementaire, qui, quoique défavorable par opportunisme, envisage les deux problèmes d'une façon aussi nette.

La proposition de Monsieur Emile Borel qui avait été votée sous l'art. 3 de la proposition de loi adoptée en 1925 par la Chambre avait pour but d'une manière incomplète et trop vague de palier aux difficultés créées par la puissance maritale au libre exercice des droits politiques féminins.

Il est bien évident, comme le dit Monsieur Marraud, que les droits électoraux des femmes ne seront une réalité complète que lorsqu'elles auront réalisé leur libération juridique.

Mais si l'on attend cette libération, quand le suffrage féminin sera-t-il réalisé ?

Le féminisme considère le bulletin de vote comme un moyen d'atteindre cette libération.

Il est possible que sans le bulletin de vote cette libération puisse se produire un jour. Mais si cette libération présente des difficultés d'ordres différents et multiples, pourquoi attendre qu'elles soient résolues. pour appliquer, dès à présent, même imparfaitement à raison de cette entrave, le principe fondamental et essentiel, qui doit être la règle du régime véritablement démocratique ?

En réalité, il faut bien le dire, si Monsieur Pierre Marraud semble faire preuve, ici, d'une grande largeur de vue qui ne va pas sans réserves de sa part, on sent qu'il est guidé, comme la majorité de ses collègues du Sénat, principalement ceux de la gauche démocratique, par un opportunisme subjectif : la crainte, sinon de bouleversements, du moins de transformations politiques, résultant du vote féminin, qu'ils veulent attribuer, avant tout, à l'inconnue de l'influence de l'église. Ce rapport si étudié de Monsieur Pierre Marraud, comme les rapports précédents de ses collègues, que nous avons examinés et qui concluent dans ce sens, en donne nettement l'impression.

On peut dire que c'est avant tout cet opportunisme particulier et subjectif qui a créé et qui maintient

encore l'hostilité de la majorité de la haute assemblée, au vote d'une proposition aussi restreinte soit-elle en faveur du suffrage féminin.

C'est ainsi que malgré les efforts répétés des partisans du suffrage, le rapport de Monsieur Marraud n'a pu encore à cette date, être mis à l'ordre du jour de la haute assemblée.

A la séance du 7 Juillet 1927 de la Chambre, Monsieur Renaudel et les membres du groupe socialiste, déposaient une proposition de résolution qui, disaient-ils, semblait répondre aux sentiments des orateurs des fractions diverses de la chambre, dans les discussions successives en vue du suffrage féminin.

Cette proposition tendait à inviter le gouvernement à hâter devant le Sénat, la discussion du projet de loi voté par la Chambre des députés concernant le suffrage des femmes aux élections municipales. Cette proposition de résolution fut adoptée à la séance du 12 Juillet, après une intervention favorable de Monsieur Poincaré, président du conseil, à la majorité de 445 voix contre 105.

Mais le gouvernement semble jusqu'ici être demeuré passif.

Au Sénat les tentatives des membres féministes sont toutes stériles :

Le 5 Juin 1928 Monsieur Jenouvrier demande la mise à l'ordre du jour du rapport Marraud. Le 19 Juin le Sénat la refuse par 168 voix contre 116.

Une nouvelle tentative est faite par Monsieur Hervey à la séance du 27 Novembre 1928. Monsieur Hervey insiste sur l'urgence de la discussion pour permettre une décision avant les élections municipales prochaines

de Mai 1929 à seule fin, au cas où elle serait favorable, de permettre l'inscription sur les listes électorales en temps utile.

C'est peine perdue. Le Président fait observer à Monsieur Hervey que le rapporteur n'est plus en fonction, qu'il faut en désigner un nouveau, et à cet effet réunir la commission.

Cependant la commission reste plus de deux mois sans se réunir. Il faut une nouvelle démarche de Messieurs Louis Martin, Hervey et divers sénateurs du groupe féministe pour que le 31 Janvier elle tienne séance.

Enfin, le 2 Février 1929, Monsieur René Héry est désigné comme rapporteur en remplacement de Monsieur Pierre Marraud.

Il se trouve que le nouveau rapporteur, comme le précédent est hostile à la proposition.

Nous avons vu précédemment qu'à la suite d'une pétition déposée à l'issue des Etats Généraux du féminisme, le gouvernement a fait connaître « qu'il appuyait dès maintenant les projets de vote et d'éligibilité des femmes aux conseils municipaux à l'exception provisoire du droit de remplir le mandat de délégué sénatorial ».

Certes, Monsieur Poincaré, président du conseil, s'était déjà, à de multiples reprises, déclaré partisan du vote des femmes. Mais cette fois il s'agissait d'une déclaration faite au nom du gouvernement tout entier.

On pouvait donc espérer que le gouvernement allait provoquer une discussion immédiate pour permettre aux femmes de voter aux élections municipales de Mai 1929.

Cependant, le Sénat refusait à nouveau, à la séance du 21 Mars 1929, de mettre à l'ordre du jour la proposition de loi de Monsieur Louis Martin, par 164 voix contre 120, ceci sans que le gouvernement intervint en quoique que se soit malgré ses promesses.

Il est intéressant de signaler, qu'en dehors de ce vote émis en séance, le groupe de la gauche démocratique du Sénat (Radicaux, radicaux socialistes) réuni en séance plénière, avait précédemment voté à l'unanimité, moins quelques voix, une résolution aux termes de laquelle il est déclaré « qu'il s'opposait par tous les moyens à la mise à l'ordre du jour de la discussion du rapport Héry-Marraud sur le suffrage des femmes ».

Cet incident est significatif : ce sont les membres de la gauche démocratique du Sénat qui constituent aujourd'hui la grande majorité des sénateurs opposés au suffrage féminin.

Il restait cependant un espoir aux partisans du vote. La commission de suffrage universel de la Chambre avait décidé qu'elle ne discuterait pas la proposition de loi adoptée par le Sénat, tendant à porter à six ans la durée du mandat municipal, tant que le Sénat ne se serait pas prononcé sur le vote des femmes. Il fut de courte durée.

En effet, à sa dernière séance du 30 Mars 1929, la Chambre par 420 voix contre 174 a voté le projet de loi du mandat municipal de six ans, sans s'arrêter à l'objection. C'est ainsi que le Parlement est parti en vacances; et les élections municipales de Mai 1929 n'auront pas encore vu les femmes participer au vote.



On a pu suivre, dans une certaine mesure, par cette étude des différentes propositions de loi, les réactions du mouvement féministe sur les milieux parlementaires.

A l'origine c'est une pétition déposée à la suite du congrès de 1900 qui provoque la première proposition Gautret.

Jusqu'à la guerre le mouvement suffragiste est relativement timide et les propositions de loi déposées, si elles sont importantes par la documentation et l'argumentation solide de leurs motifs, demeurent isolées.

La fin de la guerre met le problème du vote des femmes au premier plan et c'est à la Chambre l'adoption d'une proposition de loi accordant l'électorat et l'éligibilité intégraux.

C'est aussi la résistance ou plutôt la force d'inertie du Sénat. Puis c'est l'accumulation des propositions sur les bureaux des deux assemblées, qui en limitant leur objet, tentent de vaincre cette résistance, et d'avoir raison de cette inertie, vainement d'ailleurs jusqu'à ce jour.

Cette étude a mis aussi en lumière l'ensemble des arguments formulés pour ou contre le vote des femmes.

Nous les avons tous rencontrés et épuisés, exprimés différemment, selon les personnalités diverses. Ils transparaissent dans toute leur simplicité et leur netteté, malgré les formules différentes.

Enfin cette étude nous a permis cette dernière observation :

D'une part, la Chambre des Députés, émanation directe du suffrage populaire « dit universel », s'est révélé-

lée dans sa grosse majorité acquise au suffrage féminin intégral immédiat. Les partisans de vote s'y recrutent parmi les membres de droite et de gauche de l'assemblée; il n'y a pour ainsi dire plus à faire de distinction de partis sur cette question (en réservant peut être l'opinion du groupe radical-socialiste). Un groupe parlementaire des droits de la femme s'est constitué dans le courant de 1928; il compte près de 300 membres.

D'autre part, c'est l'hostilité du Sénat qui a empêché la réforme d'aboutir à ce jour. Une partie de la Haute Assemblée est nettement favorable à une réforme par palier : vote municipal et cantonal d'abord, permettant aux femmes d'acquérir l'expérience nécessaire à la participation à la vie publique du pays.

Mais la majorité des membres du Sénat — majorité qui tend très légèrement — même imperceptiblement à se réduire, est hostile à la réforme.

Cette majorité est constituée principalement de sénateurs du groupe de la gauche démocratique (radicaux et radicaux-socialistes).

Enfin, cette hostilité, sous une apparence parfois doctrinale, se révèle très nettement à la lumière des discussions précédentes comme uniquement opportuniste ! C'est la crainte d'un bouleversement politique, d'un renversement de la majorité, qui est l'unique motif de la résistance du Sénat.

Il ne semble pas, quant à présent, qu'elle puisse être brisée autrement que par une intervention du gouvernement. Celui-ci n'ayant rien fait à ce jour, s'il intervient ultérieurement, la participation des femmes aux élections municipales et cantonales, ne peut donc plus être envisagée avant un délai de six ans.

CONCLUSION

CONCLUSION

Alors que la plupart des nations civilisées du monde ont admis, soit intégralement, soit partiellement (le droit de suffrage partiel n'étant qu'un palier devant conduire au droit de suffrage intégral), le suffrage féminin, la France seule, ou à peu près, au moment où nous écrivons ces lignes, n'a donné à ses femmes ni l'électorat, ni l'éligibilité municipale, cantonale ou politique. La France certes a progressivement admis la femme à l'électorat et l'éligibilité en matière professionnelle. Mais la femme française n'est pas encore admise à l'exercice d'un droit civique quelconque.

On pourrait se demander, en observant à ce sujet la carte du monde, si cette situation particulière à notre pays n'est pas la conséquence de raisons profondes qui la justifient. En effet, peut-on concevoir que la France, flambeau de la civilisation, dont les révolutions successives ont contribué pour une large part à répandre à travers le monde les idées généreuses, les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, les notions de démocratie et de progrès social, soit ainsi réfractaire et en tous cas (ceci dans l'hypothèse où le vote serait acquis incessamment), soit demeurée si longtemps et pour ainsi dire la dernière réfractaire à une réforme qu'on semble en général d'accord pour reconnaître comme étant l'application des principes les plus élémentaires de la saine justice ?

Cette modeste étude nous a permis de peser à leur juste valeur les motifs actuels de cet état de chose et d'en comprendre aussi les raisons profondes qui certes ne le justifient pas. Avouons-le : la France est en retard sur ce point particulier de l'évolution générale des peuples basée sur l'expérience des nécessités sociales et les principes qui apparaissent comme étant ceux de la justice idéale.

Expliquons-nous :

L'étude du mouvement féministe nous a démontré que le mouvement proprement dit suffragiste est en France d'origine toute récente : qu'il n'a de plus numériquement dans notre pays, malgré son activité, qu'une ampleur toute relative eu égard au chiffre de la population.

L'étude des tentatives parlementaires en vue de la réalisation du vote nous a d'autre part prouvé que seuls des motifs d'ordre politique provoquent la résistance du Sénat à accepter de voter les lois nécessaires à cette réalisation.

Or, l'action suffragiste, c'est-à-dire celle de plusieurs organismes de propagande constitués en vue d'obtenir du Parlement les réformes qui font le but même de leur action (en demeurant, nous le supposons, dans les limites strictes de la légalité), est fonction, au premier chef, du soutien que leur apporte l'opinion publique des intéressées, c'est-à-dire est fonction de l'attitude de la masse des femmes françaises.

On pourrait dire que le mouvement suffragiste tel qu'il apparaît par le nombre de ses adhérents serait suffisant s'il était soutenu, encouragé par cette masse des femmes françaises qui d'ailleurs, dans ce cas, serait ten-

tée de s'enrôler immédiatement en foule dans ses rangs pour assurer par les moyens que procure l'union et l'action le succès de la réforme.

Mais que se passe-t-il ? Soyons francs :

La grande majorité de la masse de femmes de France est encore aujourd'hui, sinon hostile, du moins indifférente à la réforme et nous contredira-t-on si nous affirmons que la plupart des suffragistes militantes se recrutent encore maintenant, pour la très grosse majorité, parmi les « bourgeoises intellectuelles ». On peut donc dire avec raison : Qu'un des plus grands obstacles au triomphe du suffragisme ne vient pas des hommes, mais des femmes elles-mêmes.

Quelles sont les causes de cet état d'esprit, encore actuel, de la grande majorité des femmes de notre pays ? Elles nous apparaissent à la lumière de l'enseignement des siècles passés qui sont le moule où s'est façonnée la mentalité moderne de notre race que l'évolution contemporaine n'a pas encore pu transformer complètement.

Observons les différents peuples civilisés du monde. Nous sommes frappés par le fait que les nations catholiques et latines sont pour ainsi dire les seules qui n'aient pas encore admis le suffrage féminin, ou du moins sont les dernières à l'admettre. Celles qui ont accordé le suffrage municipal aux femmes, ont reconnu ce droit bien après les autres Etats et encore ne l'ont-elles reconnu que très restrictivement dans son application. L'Italie, l'Espagne n'ont pas encore admis le suffrage politique des femmes; il en est de même des Etats de l'Amérique latine. Phénomène intéressant, dans le dominion du Canada, la province de Québec, région peuplée presque uniquement de Canadiens catholiques de souche française,

est celle qui a été le plus longtemps et se montre encore réfractaire partiellement à l'admission du suffrage féminin. Or par ailleurs l'Autriche, nation catholique, mais non latine, a admis intégralement le suffrage féminin.

C'est d'autre part dans les pays de religion réformée qu'est né le féminisme et plus spécialement le mouvement en faveur du vote : Etats-Unis, pays scandinaves, Angleterre, Dominion, etc... Dans les pays catholiques latins, le mouvement féministe et suffragiste est né tardivement, il manque encore d'ampleur et n'atteint pas les masses.

Ainsi le fait est là clair, précis, indubitable. La tendance des pays catholiques et latins a été jusqu'à ce jour antiféministe et plus spécialement antisuffragiste. Les peuples à religion réformée ont été les pionniers de l'émancipation de la femme.

On a dit que la religion chrétienne a été le moteur le plus énergique de l'émancipation de la femme. On pourrait répondre, émancipation morale, mais non pas émancipation sociale. Le Christ s'est uniquement occupé des âmes qu'il veut sauver (Rendez à César, etc...).

Mais si devant Dieu, il n'y a ni riche, ni pauvre, ni homme, ni femme, s'il y a seulement des consciences qui seront jugées selon leurs mérites, ne peut-on concevoir sur cette terre un effort de réalisation sociale qui corresponde aux destinées éternelles de l'âme ; en un mot l'égalité spirituelle ne doit-elle pas avoir pour conséquence l'égalité matérielle, l'égalité sociale et plus spécialement dans le cas qui nous occupe la suppression de l'infériorité du sexe féminin.

Nous savons que le problème n'a pas été posé ainsi et la réhabilitation de la femme est demeurée dans le domaine moral.

Certes le Christ et ses apôtres ont ouvert aux femmes « les portes fermées de la religion ». Il a été permis aux femmes de s'occuper de choses saintes et les diaconesses de Saint-Paul furent admirables. Le catholicisme a créé la sublime figure de la Vierge et tant d'autres, mais il n'est pas moins vrai que la faute d'Eve demeure vivante comme la preuve irréfutable de l'inégalité des sexes. L'épître aux Ephésiens ne résume-t-elle pas les principes du gouvernement de l'homme dans la famille, ainsi que celui de l'unité familiale et conjugale ?

A ce sujet, M. A.D. Sertillanges précise : « Il faut distinguer entre la situation morale de la femme dans la famille et sa situation politique, sociale ou économique...., ce qu'il faut trouver dans Saint-Paul ainsi que dans tous les documents religieux pris comme tels, c'est la seule de ces choses qui concerne directement l'Eglise et sa morale ».

Mais rappelons-nous notre étude historique du Moyen-Age et des Temps Modernes : « La doctrine chrétienne, spirituelle est devenue la directrice temporelle de la vie humaine ». Il n'est pas permis de discuter, comme le dit M. Barthélémy « la supériorité de l'homme ». Aucun doute n'est possible ; les principes de l'autoritarisme du gouvernement masculin sont tout imprégnés du catholicisme, qui a strictement appliqué la règle « Mulier taceat in ecclesia ».

Et le droit Canon affirme « La femme doit être la servante et l'esclave de l'homme » (canon 13.19. Cons. XXXIII Quest. 5. Voir H. Coulon « Jésus et la femme »).

Le droit canon pour tout ce qui est de la condition de la femme s'est d'ailleurs inspiré du droit romain « *In multis articulis deterior est conditio feminarum quam masculorum* ». La prêtrise est réservée aux hommes et c'est bien là la consécration de l'inégalité des sexes. Le droit canon ne connaît pas d'autre régime nuptial que le régime dotal qui rend la femme incapable et impuissante ; comme le droit romain il exclut la femme de tous les offices que les anciens appelaient virils et sortent du cercle des affaires privées. Il lui défend de s'obliger pour autrui, d'exercer un arbitrage, d'intenter une accusation ; plus sévère que les lois romaines, il lui défend même de déposer en justice et tient son témoignage pour indigne de foi (H. Coulon, *Jésus et la femme*, Loc. cit.).

Cependant, si le droit canon a proclamé l'incapacité et l'impuissance de la femme, il faut nous rappeler ce « paradoxe » des siècles médiévaux. L'Eglise sanctionnant et approuvant le rôle civique de la femme. Au temps où les conciles étaient encore en partie laïques, on y vit figurer des femmes. Alors qu'au temporel, le Moyen-Age connut l'électorat et l'éligibilité féminins, l'Eglise toute puissante alors, ne semble pas élever de protestations contre ces pratiques qu'elle va jusqu'à sanctionner en se montrant plus libérale encore ; c'est ce que nous ont démontré les décrétales *Apparatus* du Pape Innocent IV.

Ces faits confirment peut être la thèse de M. A. D. Sertillanges. Mais il faut se garder d'en conclure.

La crise grave du XVI^e siècle, l'influence de la Renaissance de l'esprit de la Rome classique s'adaptant à l'esprit du droit Canon et à une interprétation stricte et limitative des textes sacrés ont comme nous l'avons

vu calmé ces souffles de libéralisme. Ils ont imprégné les masses et l'élite jusqu'à nos jours de la conception du rôle de la femme, tel que l'ont enseigné les premiers siècles de l'Eglise : La femme n'est faite que pour le cloître et le foyer. Les catholiques n'ont point entendu parler des décrétales du Pape Innocent IV, mais ils récitent les passages de l'épître fameuse et sont imprégnés des textes sacrés de la genèse et du Deuteronome. Voilà une des raisons profondes du préjugé masculin s'enracinant comme nous l'avons vu à travers les âges, pour résister aux conséquences des transformations économiques et sociales et à la critique de ceux qui raisonnent et connaissent l'histoire.

Le protestantisme, né de la réforme du 16^e siècle, devait au contraire, dans ses conséquences lointaines, créer un terrain propice aux germes du féminisme.

Certes nous nous rappelons qu'à ses origines ce mouvement lui fut nettement contraire : Plus de 50 thèses protestantes, soutenues en 1595, à Wittenberg, refusèrent unanimement à la femme la dignité de personne humaine : Luther trouvait scandaleux le libéralisme des Décrétales. Il voulait certes délivrer les religieuses de la prétendue tyrannie des cloîtres, mais pour les cloîtrer dans leur foyer.

Cependant le protestantisme a plus tard corrigé grandement les idées de ses débuts et créé la voie à toutes les aspirations de liberté.

La réforme a en général maintenu le principe d'un certain ordre clérical réservé aux hommes, mais le pasteur n'a pas la dignité du prêtre. Il n'est pas l'intermédiaire souvent nécessaire entre la divinité et le fidèle. Le protestantisme « par la multiplicité de ses sectes et le ca-

ractère même de ses pasteurs, a habitué les fidèles à l'indépendance pour eux-mêmes, et à la tolérance pour autrui ».

Enfin, point capital : le protestantisme a pour base le libre examen, c'est-à-dire la libre interprétation par les fidèles — hommes et femmes — des textes sacrés. Ce libre examen devait naturellement avoir comme conséquence à la suite de la découverte de l'imprimerie et de la diffusion de la bible, l'extension de l'instruction féminine, permettant de façonner cette intelligence indispensable à la compréhension et à la méditation des textes.

Cette instruction, jugée bien souvent inutile à la femme par le catholicisme, ne fit donc que s'étendre de plus en plus, inspirant le goût de la liberté et l'idée de l'égalité des sexes.

Nous sommes d'accord avec M. Barthélémy lorsqu'il déclare qu'au libre examen ne résistent ni préjugés, ni traditions et qu'il en résulte une tendance à tous les réformismes dans les sociétés protestantes : féminisme, pacifisme, antimilitarisme, végétarisme, réformisme d'habillement, de morale nouvelle et autres.

Nous pourrions ajouter également avec M. Barthélémy, que dans les pays protestants « l'histoire a toujours dispensé le clergé de faire cause commune avec un parti politique quelconque » Là, le clergé demeure strictement en dehors des luttes politiques.

En résumé, il apparaît que c'est dans les pays où pouvaient fleurir de telles idées de libéralisme favorisées par l'instruction généralisée pour les deux sexes, que devaient naturellement tout d'abord trouver place le féminisme et plus particulièrement la conception que le

suffrage est un droit attaché à la nature humaine, indépendamment de la question du sexe. Et c'est ainsi que l'on a vu la femme scandinave, américaine, anglaise, australienne qui est en général protestante jouir la première de ses droits civiques.

La femme française, italienne, espagnole, au contraire qui est catholique, est demeurée imprégnée des principes que la religion catholique a inculqués à ses ancêtres, à travers les siècles, et que sa mère lui a chantés à son berceau : la place unique de la femme est à son foyer, près de ses enfants, limitativement occupée des soins du ménage et de son intérieur familial. Interrogeons la paysanne ou la bourgeoise française, c'est la réponse qu'elle nous fera encore avec un haussement d'épaules accompagné d'un sourire ironique en songeant aux possibilités de son rôle civique.

Ainsi nous croyons avoir démontré que les idées féministes n'ont pas encore conquis les pays catholiques et ainsi établi une des raisons profondes de l'insuccès prolongé, jusqu'à ce jour, du mouvement suffragiste en France : influence insuffisante sur les masses par suite de l'enracinement des vieux principes et notamment ceux de l'orthodoxie catholique ou soi-disant telle.

Nous avons ajouté qu'il fallait également tenir compte de l'influence latine. Ce sont les états catholiques latins qui sont réfractaires à l'idée suffragiste.

Pour Monsieur Barthélémy « c'est un autre aspect de la même constatation puisqu'en fait catholicisme et latinisme vont de pair. Un peuple est poussé à se rattacher à une religion par les impulsions qui lui viennent de sa nature intime, de sa race ».

Nous sommes d'accord, les pays imprégnés de ci-

vilisation et de culture latines ont adhéré au catholicisme et y sont demeurés fidèles malgré les bouleversements du XVI^e siècle.

Mais d'autres nations qui ne sont point latines, ont adhéré et sont demeurées fermes soutiens du catholicisme.

Nous croyons donc que l'influence latine a eu un rôle distinct de l'influence catholique et que ainsi l'étudier n'est pas seulement découvrir un autre aspect de la même constatation.

La civilisation romaine de l'époque classique, si elle a inspiré, en effet, profondément nos codes, imprègne encore également, par une conséquence logique les mœurs de notre société. C'est le fruit de la Renaissance dont le parfum se fait encore sentir de nos jours : et la voix des juristes romains proclame que la condition de la femme est inférieure à celle de l'homme, s'est jointe et solidarisée l'une entraînant l'autre, l'une soutenant l'autre, avec la voix des casuistes qui rédigèrent le droit canon.

Ainsi, nous avons voulu établir que l'influence latine de la Rome classique, jointe à celle des principes de l'orthodoxie catholique agit encore sur la conception que la femme française se fait aujourd'hui son rôle.

Mais il ne faut pas oublier également l'influence considérable des idées de Rousseau. Les conventionnels en étaient imbus, la société du XIX^e siècle a subi sa forte empreinte. Il agit sur nous encore aujourd'hui.

Enfin certains n'ont ils pas été jusqu'à prétendre que le féminisme serait une spécialité anglo-saxonne intransportable . Quel démenti leur a été donné par les

faits dans ces dernières années. Ce n'est pas la race latine qui est réfractaire au féminisme, ce sont les influences qu'elle a subies et qui l'imprègnent encore, qui n'ont pas permis au féminisme de triompher définitivement chez elle, à ce jour.

Monsieur Abensour nous dit : « Libre chez elle, et à l'extérieur adulée, la grande dame française, la bourgeoise ne s'intéresse guère aux revendications soulevées par quelques femmes, qu'elle considère comme des excentriques ou des exaltées ; l'ouvrière est lente à prendre conscience, sinon de sa misère, du moins de l'injustice du sort. Pays traditionnaliste d'ailleurs et en dépit de ses révolutions, plus qu'aucun autre, la France s'est habituée à considérer le féminisme qu'elle ne voit surgir qu'aux heures révolutionnaires, comme dangereux pour la solidité de la famille et le salut de l'Etat ».

Mais le goût de la liberté, n'incite-t-il pas à une liberté plus grande ? La conscience du rôle que l'on joue ne pousse-t-elle pas à le comparer à celui que l'on pourrait jouer, ne fait-elle pas songer à secouer le joug qui prive des droits les plus fondamentaux de l'individualité humaine ?

Admettons même que la grande dame, que la bourgeoise ne souhaite pas le droit de suffrage pour ces prétendus motifs : comment justifie-t-on cette inertie des masses ouvrières et surtout paysannes ?

La France ne s'est pas habituée à considérer le féminisme comme dangereux, la masse des Françaises est demeurée simplement indifférente jusqu'à ce jour, elle n'a, tout simplement pas songé à la question.

Telles sont à notre point de vue les raisons profondes de l'insuccès persistant du mouvement suffragiste en France.

Mais il faut faire des réserves et la situation qui se modifie tous les jours, tend à un bouleversement complet devant entraîner fatalement à notre sens, par la force des choses, l'acquisition des droits civiques.

D'une part le socialisme, sinon le communisme gagne de plus en plus les masses ouvrières des villes et des bourgs qui tendent elles-mêmes continuellement à s'accroître par la désertion des campagnes et l'afflux vers l'usine. Ainsi double phénomène de croissance socialiste.

Or, l'enrôlement sous le drapeau socialiste constitue inévitablement une perte pour l'Eglise. Car, pénible paradoxe : la Doctrine socialiste exclut presque toujours le maintien de la croyance aux principes religieux.

La thèse socialiste et la thèse communiste sont toutes deux inspirées du même matérialisme athée : le divorce à volonté, l'union libre, la stérilité volontaire sont considérés par eux comme des conditions essentielles de l'émancipation de la femme.

Le socialisme veut faire sortir la femme de cet esclavage où il prétend que le christianisme le maintient : il veut ainsi lui faire obtenir non seulement l'ensemble des droits civils qui à ses yeux rétabliront la parfaite égalité de la femme avec l'homme, mais également, condition non moins essentielle de cette égalité, la totalité des droits politiques.

C'est ainsi que le socialisme a été le premier parti politique à souscrire en bloc à l'accession des femmes à

la vie publique et qu'il a inscrit depuis plusieurs années avant la guerre cette revendication à la tête de son programme électoral.

Cependant, de son côté, l'Eglise catholique semble avoir compris aujourd'hui que le Pape Innocent IV avait raison et que les règles édictées par les Décrétales Apparutus ne font qu'appliquer aux choses de la terre les sublimes principes du Christ. L'Eglise catholique s'efforce de plus en plus aujourd'hui à secouer les convictions et préjugés nés des redites des siècles passés et à faire comprendre à ses fidèles que le vote des femmes n'est pas incompatible bien au contraire avec la véritable doctrine catholique. (Nous dirons plus : il résulte à notre sens de l'application de cette doctrine).

Il est intéressant à ce sujet d'étudier les diverses opinions des théologiens contemporains : les uns sont pour, les autres sont contre, mais la majorité est nettement en faveur du vote.

Le Père Albert Valensin professeur à la faculté de théologie de Lyon analyse notamment ce problème dans son traité de droit naturel (tome II).

Pour lui, la femme a des droits et des devoirs « équivalents de ceux de l'homme » ce qui doit avoir pour conséquence l'égalité politique. Le P. Albert Valensin croit d'ailleurs d'une sage politique religieuse de favoriser l'obtention de ces droits.

Le R.P. Mainage O. P., dans la Revue des Femmes, du 10 Mars 1919 (pages 303 - 308), sous le titre « Le Votes des Femmes », conclut à peu près dans le même sens.

Enfin, M. A. D. Sertillanges dans « Féminisme et Christianisme », précise : « Nous professons une religion humaine, nous savons que la loi de l'homme est une loi

dynamique et aussi longtemps que Dieu et l'homme collaboreront à la civilisation chrétienne, l'homme devra avancer et perfectionner, en même temps que sa personne, les prolongements sociaux de sa personne... Le christianisme à ses débuts a été un immense mouvement révolutionnaire, toutes les révolutions légitimes — et j'y comprends 89 en dépit de ses tares — en font partie depuis, pour autant qu'elles appliquent ses principes et utilisent son action. Le 89 féminin qui se poursuit d'une allure régulière, mais rapide, en fera partie aussi, dans toute la mesure où il incarnera dans les faits ce que nous avons dit être par excellence le principe chrétien : je veux dire l'égalité morale des sexes ».

Et plus loin il ajoute cette réflexion mêlée d'amertume : « on sait combien presque toujours dans l'état actuel de l'opinion il est imprudent au clergé de se mêler à la politique des personnes : il y sera mêlé alors malgré lui, d'office, en vertu de cette sorte de présomption qu'exploite l'anticléricalisme ».

Cependant le point de vue antisuffragiste reste soutenu par certains milieux catholiques qui semblent s'en tenir aux vieux principes orthodoxes : Monsieur Albert Bessières dans « le devoir civique de la femme et le suffrage féminin » cite l'Ami du clergé qui dans l'article qu'il consacre à la question du vote des femmes (Ami du 12 Novembre 1925 pages 721-732) répond à un argument du P. Valensin en se déclarant catégoriquement hostile au vote des femmes : il s'en rapporte dit-il à la tradition et au bon sens. Il se prononce en faveur du vote familial mais précise : « à chacun sa place. A l'homme chef de famille les soucis de la vie publique et les agitations du Forum, à la femme épouse et mère, les soins de la maison et les préoccupations domestiques ».

C'est également l'opinion du P. Cathrein qui invoque par ailleurs l'Ami du clergé.

Nous avons ainsi succinctement passé en revue les opinions diverses et variées des théologiens.

Il faut conclure cette étude du point de vue catholique actuel en indiquant que les dirigeants ecclésiastiques et le monde Romain avec à son sommet la haute autorité morale du chef de l'Eglise semblent avoir pris nettement parti en faveur du vote.

Monseigneur Baudrillard Recteur de l'institut catholique de Paris ne déclarait-il pas en 1924 à Genève : « je ne sais si le vote des femmes changera beaucoup les élections mais nous aurons au moins le suffrage vraiment universel et la justice sera satisfaite ».

Enfin le Pape Benoit XV dans le courant de 1919 déclarait lui-même formellement à une féministe qui lui avait demandé audience qu'il approuvait l'action catholique en vue de l'obtention du droit de vote, ajoutant littéralement : « nous voudrions voir les femmes électrices partout ».

Le Pape Benoit XV réhabilitait ainsi les Décrétales oubliées de son lointain prédécesseur, Innocent IV qui avait au 13^e siècle compris déjà que l'on ne devait pas faire deux poids, deux mesures dans la répartition des droits civiques aux individus des deux sexes.

L'évolution de ces idées s'est d'ailleurs traduite en acte. Nous avons vu en effet une association suffragiste chrétienne se constituer après la guerre sous la Présidence de Madame Le Vert-Chotard : « l'Union Nationale pour le vote des femmes » dont l'action féministe basée sur le respect « des lois divines et humaines » semble féconde dans les milieux catholiques bourgeois.



Nous venons ainsi de déduire les diverses raisons profondes de l'inertie de la grande majorité des femmes françaises devant les revendications suffragistes.

L'évolution des idées des milieux catholiques et l'action du clergé d'une part, la croissance de l'influence de la doctrine socialiste et communiste d'autre part, paraissent de nature à provoquer un jour prochain dans les différents milieux qu'elles atteignent respectivement le mouvement d'opinion qui vaincra cette inertie et fera de l'action suffragiste la marée qui emportera finalement les dernières résistances du Sénat.

Mais la consécration du droit de vote des femmes devra t-elle donc attendre ces réflexes d'influence et d'opinions ?

Le Parlement ne prendra-t-il pas de lui-même l'initiative de mettre de côté les mesquins intérêts de nature politique qui provoquent une résistance qui le diminue : nos législateurs devraient se rappeler que souvent leurs initiatives doivent prévenir l'action de l'opinion : et c'est leur honneur de comprendre qu'ils ont de leur propre mouvement le devoir d'adapter la législation aux nécessités et aux progrès sociaux ainsi qu'aux principes de la justice idéale. C'est ce qu'on peut traduire : « Il n'est pas nécessaire d'attendre que la justice soit désirée pour la réaliser ».

Or, si l'étude approfondie que nous avons faite des différentes et multiples propositions de loi déposées au Parlement en vue d'assurer le vote, a mis, nous l'espérons du moins, en lumière les arguments soutenus par

les partisans et adversaires de cette réforme, elle démontre aussi qu'aux yeux de ceux qui ont étudié loyalement la question aucun doute n'est possible : la réalisation du vote se confond avec l'application des principes fondamentaux de l'état démocratique, si bien que juridiquement aucun obstacle n'existe qui soit de nature à empêcher cette réalisation autrement dit : voter les lois nécessaires à assurer le vote c'est bien remplir un devoir de justice.

Faudra-t-il donc que le Moyen-Age et même l'Ancien Régime demeurent pour la France un perpétuel paradoxe ?

Continuera-t-on encore longtemps à faire mentir la déclaration des droits du 26 Août 1789 qu'on prétend maintenant respecter après un siècle de bouleversements et quatre révolutions ?

Comprendra-t-on finalement le sens exact de l'article 6 de cette déclaration qui précise : « la loi est l'expression de la volonté générale. Tous les citoyens ont le droit de concourir personnellement ou par leurs représentants à sa formation » ?

La saine raison n'amènera-t-elle pas nos législateurs à insérer dans nos lois l'axiome qui vient à la pensée de l'homme quand il réfléchit honnêtement : la femme comme lui est une individualité humaine, comme lui elle est un être raisonnable et par conséquent comme lui une fraction du souverain !

Nous voulons croire que le Parlement conscient de ses devoirs, éclairé par l'évolution des temps et les transformations économiques et sociales qui ont fait comprendre la valeur de tels principes, saura dédaigner les considérations subjectives secondaires qui le guident

encore et n'attendra pas le flot de l'opinion publique qui quand il sera puissant saura renverser les obstacles.

Nous ne voulons pas ajouter à cette argumentation juridique, dont la vigueur fondamentale s'est révélée au cours de cette étude, les raisons tirées de l'utilité.

L'expérience née de l'exemple de la plupart des peuples civilisés prouve que si, jusqu'ici ceux-ci n'en ont pas tiré d'avantages notoires (ce que contestent d'ailleurs les féministes qui vantent hautement les résultats qui auraient été obtenus) ils n'en ont certainement subi aucun préjudice.

Elle pourrait donc étayer l'argumentation juridique des partisans du suffrage si l'on ne répondait qu'il faut compter sur l'inconnu de cette réforme chez des peuples catholiques et latins dont les affinités et les coutumes sont par bien des côtés différentes de celles des peuples de religion réformée et de race anglo-saxonne.

Il est donc permis de dire que le vote des femmes est « une inconnue » pour la France. Oui, mais une inconnue qu'on doit accueillir avec sang-froid et pleine sérénité après ce que nous avons rappelé précédemment.

Cependant à ce sujet, on a précisé l'obstacle le plus grave qui se redresserait contre la réalisation du vote.

Cette réalisation serait de nature à contribuer pour une large part à achever la dislocation de la famille française, déjà si menacée, paraîtrait-il, par les circonstances économiques et l'évolution de la civilisation moderne.

Nous avons vu qu'on pourrait faire taire de tels préjugés en expliquant simplement que rien ne permet de supposer que la participation des femmes à la vie publique puisse avoir de telles conséquences.

Mais, nous dirons que, raisonner ainsi, c'est méconnaître les idées que la civilisation contemporaine rend sagement à appliquer poussée inconsciemment peut-être par les nécessités des temps.

Nous respectons infiniment le groupe familial. Nous comprenons toute l'importance de son rôle dans la société. Mais on ne peut aller jusqu'à dire aujourd'hui qu'il constitue l'unité sociale par excellence, la cellule de base de la société. Certes, **il en est une des cellules capitales**, mais la cellule première, l'unité, c'est l'individu. Et la cellule familiale ne peut plus nous faire négliger la cellule individuelle : l'homme, unité indépendante du sexe et de toute formation ou groupement auquel il s'est incorporé ou non.

Nos esprits doivent être amenés à comprendre que la société familiale comme beaucoup de sociétés de personnes de nos codes, peut et même doit vivre et prospérer sur la base de l'égalité des droits et des devoirs de chacun des individus associés.

Et nous touchons ici du doigt, le problème plus ample que cette étude a finalement révélé.

Nos législateurs doivent certes comprendre qu'ils ont le devoir impérieux de réaliser sans délai la complète égalité des sexes devant les droits civiques. Nous disons, complète, car prévoir et fixer des paliers successifs est inadmissible : un droit de suffrage restreint quant à l'objet ne saurait se concevoir : ce qui est juste et bien pour le suffrage municipal et cantonal ne peut être que juste et bien également pour le suffrage aux Assemblées législatives. La participation à l'administration de l'Etat, toutes choses égales d'ailleurs, ne suppose pas d'expérience plus grande que celle nécessaire à l'administration de la Commune et du Département.

Donc la complète égalité civique des sexes doit être assurée sans retard. Mais là ne doit pas se borner la réforme, et nous le sentons bien. Elle doit être plus vaste plus générale et atteindre les vieux préjugés de notre code civil.

Si la libération juridique de la femme ne peut être concomitante de sa « libération civique » elle devra en être la suite logique. Et la femme aura alors la satisfaction légitime d'y participer comme c'est son droit, et peut-être de la hâter.

Nos législateurs devront en effet comprendre également (et des réalisations partielles ont déjà été faites sur ce point) que la « libération civique » de la femme ne saurait être parfaite tant que sa libération juridique ne sera pas, elle aussi, intégrale.

Telle aurait dû être déjà la tâche d'hier. Telle devra être celle de demain : Assurer à la femme son affranchissement complet et définitif dans tous les domaines.

Le problème est grave, il est considérable. Mais il ne saurait être au dessus des forces de ceux qui loyalement veulent travailler à la libération de toutes les individualités humaines.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.

Vu : Le Président de Thèse,
Achille MESTRE.

Vu : Le Doyen,
H. BERTHELEMY.

